



PROMOTION *GÉNÉRAL GALLOIS*

2016 -2017

Ethiopie, Chine, Djibouti : ménage à trois ou colonisation croisée ?



CBA Mathieu Catalan

Sous la direction de :

M^{me} Sonia Le Gouriellec

Docteur et chercheur à l'IRSEM

RESUME

Les relations entre la Chine et la Corne de l’Afrique, et plus particulièrement entre la Chine, l’Ethiopie et Djibouti diffèrent des relations entre la Chine et les pays de l’Afrique « riches » en ressources naturelles. Ces relations ne sont donc pas basées sur la prédation de ressources, mais sur un partenariat économique et politique, entre ces trois pays. Chacun a des objectifs différents : puissance globale, pays à revenu intermédiaire en 2025, « Singapour de la mer Rouge », et les relations bilatérales qu’ils ont établis entre eux servent avant tout à atteindre ces objectifs. Le partenariat économique et financier est donc particulièrement développé, avec la Chine finançant le développement socio-économique de l’Ethiopie et le développement du rôle de terminal logistique sino-éthiopien de Djibouti. La différence de ces relations avec celles plus classiques entre la Chine et l’Afrique réside dans les partenariats politiques et stratégiques qui sont noués. La Chine paraît ici acheter de l’influence géopolitique, à la fois grâce à la position éminemment stratégique de Djibouti au débouché de la mer Rouge et à la capacité d’entraînement de la puissance régionale éthiopienne. Seulement, ces relations qui sont surtout présentées comme « gagnant – gagnant », c’est à dire équilibrée dans les intérêts, elles sont particulièrement déséquilibrées dans les risques qui menacent chaque pays. De l’image écornée du modèle chinois à l’explosion ethnique ou politique éthiopienne en passant par la fin de l’indépendance djiboutienne, ces risques peuvent avoir des conséquences faibles pour l’un à extrêmes grave pour un autre. Le ménage à trois que tentent de mettre en place l’Ethiopie, la Chine et Djibouti n’est donc pas aussi idyllique que ce qu’ils en disent, et les visées « coloniales » des uns et des autres pourraient en fait déboucher sur une colonisation croisée.

ABSTRACT

Relations between China and the Horn of Africa, and more particularly between China, Ethiopia and Djibouti, differ from relations between China and the “rich” countries of Africa with natural resources. These relations are therefore not based on the predation of resources but on an economic and political partnership between these three countries. Each has separate objectives: global power, middle-income country in 2025, "Singapore of the Red Sea", and the bilateral relations they have established serve above all to achieve these objectives. The economic and financial partnership is thus particularly developed, with China financing the socio-economic development of Ethiopia and the development of the role of Sino-Ethiopian logistics hub of Djibouti. The difference between these relations with the more traditional relations between China and Africa lies in the political and strategic partnerships that are established. China appears to be buying geopolitical influence, with the highly strategic position of Djibouti at the outlet of the Red Sea and the capacity to persuade of the Ethiopian regional power. But these relations, which are mainly presented as "win - win", ie balanced in interests, are particularly unbalanced in the risks that threaten each country. From the chipped image of the Chinese model to the ethnic or political explosion of Ethiopia and by the end of the Djiboutian independence, these risks could have weak consequences for one and extreme severe for another. The three-way household that Ethiopia, China and Djibouti are trying to set up is therefore not as idyllic as what they say, and the "colonial" aims of both could in fact lead to a cross-colonization.

SOMMAIRE

<u>Introduction</u>	p 6
1. <u>Les objectifs et lignes d'engagement</u>	p 10
1.1. Le « rêve chinois » : retrouver le lustre d'antan	p 10
1.1.1. <u>L'accès aux ressources</u>	p 11
1.1.2. <u>Le soutien à son modèle économique</u>	p 12
1.1.3. <u>Une ambition stratégique globale</u>	p 13
1.2. L'Ethiopie : un pays à revenu intermédiaire en 2025	p 14
1.2.1. <u>Etat développementaliste</u>	p 15
1.2.2. <u>Puissance régionale et indépendance politique</u>	p 16
1.2.3. <u>Stratégie de l'industrialisation</u>	p 19
1.3. Djibouti : le Singapour de l'Afrique de l'Est	p 22
1.3.1. <u>Une position stratégique</u>	p 23
1.3.2. <u>Le développement des services</u>	p 24
1.3.3. <u>Une intégration régionale et internationale</u>	p 26
2. <u>Etat des relations bi et multilatérales : concrétisation des objectifs ?</u>	p 29
2.1. Les relations Chine – Ethiopie et le co-développement	p 29
2.1.1. <u>Le modèle chinois</u>	p 29
2.1.2. <u>Le partenariat « gagnant – gagnant » politique et économique</u>	p 31
2.2. Les relations Chine – Djibouti et l'intérêt stratégique	p 36
2.2.1. <u>De l'importance des lignes de communication</u>	p 36
2.2.2. <u>De la dette et des intérêts divergents</u>	p 39
2.3. Les relations Djibouti – Ethiopie et l'intégration régionale	p 40
2.3.1. <u>Une interdépendance assumée</u>	p 41
2.3.2. <u>Une dissymétrie subie</u>	p 44
3. <u>Gagnant et perdant : analyse de l'équilibre des relations</u>	p 46
3.1. La Chine, une puissance encore fragile	p 46
3.1.1. <u>Les limites de la stratégie chinoise</u>	p 46
3.1.2. <u>Des responsabilités de la puissance</u>	p 48

3.2. Ethiopie : une puissance aux pieds d'argile	p 51
3.2.1. <u>Les limites du développementalisme autoritaire</u>	p 51
3.2.2. <u>De la puissance et des vulnérabilités</u>	p 56
3.3. Djibouti : une interdépendance au fort goût de vassalité	p 60
3.3.1. <u>Le risque de l'alternative</u>	p 60
3.3.2. <u>La multilatéralité ne préserve pas de la prédation</u>	p 62
<u>Conclusion</u>	p 66
<u>Bibliographie</u>	p 68

Annexes

<u>Annexe 1</u> : Carte : Enjeux du gaz et pétrole en Afrique de l'Est.....	p 75
<u>Annexe 2</u> : Carte ; Le Monde vu par la Chine, avec la Route Maritime de la Soie.....	p 76
<u>Annexe 3</u> : Carte : Les parcs industriels et agro-industriels en Ethiopie.....	p 77
<u>Annexe 4</u> : Carte : La production hydroélectrique de l'Ethiopie.....	p 78
<u>Annexe 5</u> : Carte : Les enjeux du détroit de Bab-el-Mandeb.....	p 79
<u>Annexe 6</u> : Carte : La connexion de Djibouti aux câbles de télécommunication sous-marins.....	p 80
<u>Annexe 7</u> : Djibouti et l'Ethiopie, membres d'organisations régionales en Afrique de l'Est.....	p 81
<u>Annexe 8</u> : Carte : Grandes infrastructures logistiques à Djibouti.....	p 82

INTRODUCTION

La Chine est sans conteste l'acteur émergent en Afrique en ce début de siècle, à tel point que les échanges entre le continent africain et la Chine ont été multipliés par 10 entre 2003 et 2013. Sa présence grandissante, dans les secteurs de l'exploitation des hydrocarbures et des matières premières, en Afrique de l'Ouest, Centrale et Australe notamment, a même valu aux relations sino-africaines le qualificatif de « Chinafrique ». En effet, aujourd'hui premier partenaire commercial de l'Afrique, la Chine est aussi en passe de devenir son premier bailleur de fond. Cette interdépendance assumée par la Chine, sans doute plus subie par l'Afrique, se concentre essentiellement sur les domaines économiques et financiers. Mais il est une zone qui semble échapper, en partie, à cette logique d'interdépendance : l'Afrique de l'Est et la Corne de l'Afrique¹ en particulier. Le sous-sol ne renferme que peu de réserves d'hydrocarbure avérées, hormis au Soudan du Sud, et les ressources minérales y sont modestes. Alors pourquoi la Chine semble porter à cette zone la même attention grandissante que dans le reste de la « riche Afrique » ? C'est là tout l'intérêt de s'interroger sur les relations entre la Chine et la Corne de l'Afrique, pour comprendre les raisons et les enjeux de cette attention peu évidents en première approche. Et ce d'autant que la Chine, puissance jusqu'ici essentiellement économique, semble vouloir s'ériger en puissance globale afin de mieux protéger ses facteurs de développement. Cette transformation de puissance passe aussi par la capacité d'influer sur les zones stratégiques, et en particulier sur la Corne de l'Afrique et le détroit de Bab-El-Mandeb. Les relations entre la Chine et la Corne de l'Afrique ont donc non seulement une forte connotation économique, mais également politique et stratégique.

Cette question des relations entre l'Afrique et la Chine, émergente depuis les années 90 et surtout 2000, a fait l'objet d'études nombreuses et variées, décrivant tout à tour cette relation comme une opportunité (« win-win »), une forme de néocolonialisme voir comme une prédation des ressources africaines². La nature de ces relations est avant tout présentée sous sa forme économique, même si de plus en plus de publications prennent en compte la dimension politique, militaire et culturelle de cette relation présentée alors comme une forme de coopération. Les relations entre la Chine et la Corne de l'Afrique n'échappent pas à ces

¹ Dans l'ensemble de cet exposé, nous considérerons, pour plus de facilité, la composition de la Corne de l'Afrique sous sa forme politique, c'est-à-dire l'Autorité InterGouvernementale pour le Développement (IGAD), composée de la République de Djibouti, de la République fédérale démocratique d'Ethiopie, de la République du Soudan, de la République du Soudan du Sud, de la République de Somalie, de la République du Kenya, de la République d'Ouganda et de l'Etat d'Erythrée. Pour une carte de la Corne de l'Afrique, voir annexe 1.

² Voir notamment HUGON Philippe, « La Chine en Afrique, néocolonialisme ou opportunité pour le développement ? », *Revue internationale et stratégique*, n°72, avril 2008, p. 219 – 230.

études, surtout depuis que des achèvements particulièrement visibles ont mis en exergue ces relations (la construction du nouveau siège de l'Union Africaine à Addis Abeba en 2012 ou l'annonce de l'installation d'une base militaire chinoise à Djibouti en 2016 par exemple). Mais ce sont avant tout la nature, le type et les risques des relations bilatérales que les pays de la Corne de l'Afrique entretiennent avec la Chine qui sont étudiées³. Pourtant, quand bien même ces relations pourraient paraître déséquilibrées en faveur de la Chine, elles doivent également s'articuler avec les autres relations bilatérales que les pays de la Corne ont développées entre eux. Or ces relations sont particulièrement complexes, entre continuité ethno-géographique, rivalités historiques et conflits inter et intra-étatiques. Ainsi, la compréhension des relations entre la Chine et la Corne de l'Afrique ne semble pouvoir être complètement appréhendée qu'à travers une approche que l'on pourrait qualifier de « multipolaire », un peu comme la résolution des interactions de Kepler dans un problème à deux corps. Cette approche n'a pour l'instant pas fait l'objet d'étude approfondie, même si certaines études ont bien tenté une approche « globale » qui n'est en réalité qu'une approche régionale de relations une fois encore bilatérales⁴.

Jusqu'à présent, la littérature sur les relations bilatérales entre la Chine et la Corne de l'Afrique est assez bien fournie sans être pléthorique. Cette littérature se concentre avant tout sur les relations économiques, à de rares exceptions près, et consiste avant tout en des articles scientifiques dans des revues traitant d'économie ou de géopolitique. Quelques articles de presse abordent également la question, mais de façon assez générale et sans approche originale. La plupart des articles de presse consultés, qu'ils émanent de presse locale (Ethiopian News Agency, Addis Fortune pour l'Éthiopie, La Nation pour Djibouti), de la presse nationale (Le Monde en particulier) ou de presse spécialisée (Jeune Afrique, les Echos) ont permis d'obtenir un état quantitatif des relations bilatérales. Les documents officiels émanant des gouvernements chinois, djiboutiens ou éthiopiens ont permis d'établir les objectifs propres à chaque pays. L'état des relations économiques, tout comme le diagnostic économique de chaque pays, ont été établis grâce aux rapports annuels du Fonds monétaire International (FMI), de la Banque Mondiale ou des banques nationales. Il convient ici de noter que les relations bilatérales dans les domaines militaire, culturel voire politique sont très

³ Voir par exemple CHAKRABARTY Malancha, « Ethiopia – China economic relations: a classic win – win solution? », *World review of political economy*, vol. 7, n°2, 2016, p. 226 – 248.

⁴ Notamment SHINN David H. (HE), « China's approach to the East, North and the Horn of Africa », *China's Global Influence: Objectives and strategies*, Testimony before the US – China Economic and Security Review Commission, 21 juillet 2015.

peu documentées et n'ont pas fait l'objet jusqu'à présent de recherches approfondies. La méthode employée a donc consisté à d'abord faire un état des objectifs politiques et stratégiques de chaque pays, déclinés en objectifs secondaires et « ligne d'engagement » (pour reprendre la terminologie militaire) permettant d'atteindre ces objectifs. Puis, en analysant les relations bilatérales et multilatérales qu'entretiennent ces pays dans les domaines économique, financier, politique, diplomatique, militaires, social et culturel, de distinguer en quoi ces relations soutiennent l'atteinte des objectifs. Enfin, il s'est agi d'évaluer le rendement des relations par rapport aux objectifs fixés, c'est-à-dire finalement d'en réaliser une analyse bénéfique / risque, pour les caractériser *in fine* de positive ou négative.

La principale difficulté au cours des recherches ayant conduit à la rédaction de cet exposé a certainement résidé dans l'aspect changeant des situations politiques intérieures, en particulier en Ethiopie. Cela rend les analyses sur la situation socio-économique du pays difficile et surtout les projections sur l'avenir très hasardeuses, alors qu'aucun des spécialistes de la région ne s'engage sur la trajectoire que pourrait suivre le pays. Autre difficulté, la documentation est peu abondante dans les domaines militaires et politiques, qui sont par définition des domaines où le secret, ou au minimum la discrétion, sont de mise. De plus la relative faiblesse des organismes de statistiques djiboutien et éthiopien ne permet pas d'obtenir des données socio-économiques consolidées. Enfin, la majorité de la documentation consultée a été rédigée, hormis les articles de presse, entre 2013 et 2015 et peu de documents sont d'actualité, dans une zone en rapide évolution⁵. Il convient également de garder à l'esprit que cet exposé a été réalisé sans travail de terrain, autrement dit sans entretien permettant d'appréhender les objectifs réels de ces pays, mais aussi sans pouvoir constater la concrétisation d'annonces qui bien souvent ne dépassent guère le seuil médiatique.

Le travail réalisé ne donne finalement qu'une sorte de photo instantanée de la dynamique à l'œuvre dans les relations entre la Chine et une partie de la Corne de l'Afrique, avec quelques pistes de réflexion sur leur avenir et les risques qu'elles comportent. Un suivi périodique de cette dynamique permettrait d'affiner la justesse du modèle et donc de réaliser des études prospectives plus précises et plus pertinentes. Surtout, la généralisation à l'ensemble de la Corne de l'Afrique semble hasardeuse, tant les différences politiques, socio-économiques et culturelles sont importantes entre les différents pays qui la composent.

⁵ A titre d'exemple, la différence qu'il peut exister entre la construction de la ligne de chemin de fer Addis Abeba – Djibouti et sa mise en œuvre : il s'agit de la concrétisation d'une hypothèse qu'il convient d'analyser.

Cet exposé se propose donc de conceptualiser la dynamique à l'œuvre dans les relations entre la Chine et une partie seulement de la Corne de l'Afrique, l'Ethiopie et Djibouti. Il ne s'agit donc pas d'étudier une nouvelle fois la nature des relations entre la Chine et la Corne de l'Afrique en se basant sur les relations bilatérales qu'elle entretient avec certains pays, l'Ethiopie et Djibouti en l'occurrence, puis d'en extrapoler une sorte de loi générale des relations bilatérales de la Chine dans la Corne de l'Afrique. Mais bien, après avoir défini les objectifs propres à chacun de ces trois protagonistes, et étudié la manière dont les relations bi et multilatérales que la Chine, l'Ethiopie et Djibouti entretiennent entre eux sont utilisées pour atteindre ces objectifs, de répondre finalement à la question essentielle : dans ce jeu à trois, tous les pays y sont-ils gagnants ?

La première partie de cet exposé sera donc consacrée à l'étude des objectifs poursuivis par chacun des protagonistes, ainsi que les « lignes d'engagement » qui les soutiennent. Une fois ces objectifs établis, la deuxième partie s'attachera, après avoir dressé un état succinct des relations bi et multilatérales que ces pays entretiennent, à montrer comment ces relations participent à la réalisation des objectifs propres à chacun. La troisième partie sera alors consacrée à l'analyse de ces relations et de leur capacité à soutenir effectivement les objectifs propres à chacun des pays, et à en décrire les enjeux et les risques.

1. Les objectifs et lignes d'engagement

Définir les objectifs globaux d'un pays ainsi que la manière par laquelle il compte les réaliser n'est pas une chose aisée, même si les pays ont actuellement tendance à publier des documents synthétisant leurs objectifs à plus ou moins longs termes. Cependant, ces objectifs se limitent souvent à des domaines particuliers et ne sont en fait que des plans de développement. Ils manquent alors d'une vision globale permettant de comprendre comment ils vont s'articuler (on pourrait alors plutôt appeler ces plans des « politiques ») et quel est l'objectif global recherché, ou en termes militaires quel est l'état final recherché. La Chine, l'Éthiopie et Djibouti n'échappent pas à cette segmentation de leurs stratégies, même si des documents⁶ tentent de donner un but et des axes de développement. En outre, ces documents destinés à être publics sont avant tout des moyens de communiquer vers l'extérieur. Cette forme de « communication stratégique », destinée tout à fois aux alliés (illusion de la transparence), aux partenaires (surtout économiques et financiers, pour les rassurer ou les attirer) et aux adversaires (donner l'impression de préparation), fausse alors la lecture de ces plans. C'est donc en se basant sur ces plans mais aussi sur les déclarations publiques qui les soutiennent et sur l'étude des comportements permettant d'affirmer ou pas la concrétisation des plans que les objectifs globaux et les lignes d'engagement⁷ qui les soutiennent ont été définis.

1.1. Le « rêve chinois » : retrouver le lustre d'antan

L'avènement de Xi Jinping à la tête de la République populaire de Chine, et l'autorité sur le parti unique que peu de dirigeants chinois ont eu avant lui⁸, ont impulsé un nouveau tournant dans les ambitions chinoises. Le « rêve chinois » qu'il projette signifierait un plein retour de la Chine dans la gestion des affaires du monde. Pour le réaliser, il compte s'appuyer sur deux piliers : une posture extrêmement agressive en mer de Chine, et un soutien particulièrement

⁶ Par exemple, pour la Chine, le livre blanc « China's military strategy » de 2015, ou pour Djibouti le plan « Vision Djibouti 2035 ».

⁷ Les lignes d'engagement sont « des lignes logiques qui relient des actions coordonnées dans les domaines diplomatiques, militaires, économiques et civils, partant des effets recherchés pour aboutir aux objectifs stratégiques et à l'état final recherché » (Doctrines Interarmées DIA-5 (B)_A&PS du 16 juillet 2013). Ici, nous les comprendrons comme les lignes logiques qui relient des actions coordonnées dans les domaines diplomatiques, économiques, militaires, politique, culturels afin d'aboutir à l'objectif recherché. Chaque ligne d'engagement vise à réaliser un objectif secondaire qui soutient l'objectif recherché.

⁸ « Xi Jinping, sans doute le dirigeant chinois qui a accumulé le plus de pouvoir et d'autorité personnelle depuis Mao Zedong », JOURNOUD Pierre, « Introduction : l'énigme stratégique chinoise », in JOURNOUD Pierre (dir.), *La lettre de l'IRSEM n°6*, 2014, 36p., p. 3.

actif au maintien de la croissance et du développement économique du pays⁹. Plus qu'une puissance militaire, la Chine semble s'imaginer en puissance avant tout économique avec une capacité militaire permettant de protéger, voire influencer, ses échanges commerciaux. Cet appui au développement économique est à son tour soutenu par deux objectifs secondaires mais fondamentaux : la sécurisation des lignes de communication maritimes et donc de l'accès aux ressources nécessaires à sa croissance, et le développement de nouveaux marchés et de débouchés financiers pour son énorme excédent commercial.

1.1.1. L'accès aux ressources

« On peut estimer que la Chine agit dans son environnement comme n'importe quelle autre grande puissance l'a fait avant elle, cherchant [...] à sécuriser ses voies d'approvisionnement énergétiques et commerciales »¹⁰. La Chine est souvent présentée, du moins dans ses agissements sur le continent africain, comme un prédateur de ressources. Ce n'est pas entièrement faux, mais c'est surtout le formidable développement économique chinois des deux dernières décennies qui lui impose de trouver toujours plus de ressources naturelles pour alimenter son industrie manufacturière. La Chine est ainsi le premier consommateur mondial de minerais (fer, graphite, bauxite, cuivre, nickel) et de pétrole depuis 2013. Dès lors, « l'approvisionnement en matières premières et en énergie devient pour Pékin une question de sécurité nationale à long terme, un objectif stratégique au-dessus de toute autre considération »¹¹. Cet accès aux ressources est donc fondamental pour l'économie chinoise. Or le continent africain pourrait tout entier être qualifié de « scandale géologique »¹². Le pétrole brut africain représente 20% des approvisionnements chinois, mais aussi deux tiers (40 milliard de \$ sur 63) des importations chinoises d'Afrique, alors que les minerais de fer, cuivre et platine cumulés représentent 16%¹³. Mais au-delà de l'extraction des ressources, leur acheminement vers la Chine est aussi extrêmement important. Il s'agit donc de sécuriser (au sens de « s'assurer ») les ressources, leur exploitation (et donc la sécurité des ressortissants chinois toujours plus nombreux employés à leur exploitation) et leur transport, donc les routes maritimes entre la Chine et le continent africain. On retrouve bien cet impératif dans le livre

⁹ « La politique étrangère n'est pas, pour les dirigeants chinois, un objectif aussi prioritaire que la croissance économique dont découle la stabilité interne », Choukroune Leïla, « Quelle stratégie internationale de la Chine à l'ère Xi Jinping », *Note de recherche n°2 IRSEM*, 2013, 11p., p.3.

¹⁰ JOURNOUD, *op. cit.*, p3

¹¹ BERMOND, DAUBET et GAUTHIER, « La présence chinoise en Afrique est-elle appelée à durer ? », *Géoéconomie*, n°75, mai juin juillet 2015, 212p, p 143.

¹² Le géologue belge Jules Cornet, mort en 1929, avait qualifié de « scandale géologique » la région du Haut Katanga (RDC)

¹³ BERMOND, DAUBET et GAUTHIER, *op. cit.*, p144

blanc chinois de 2015, qui stipule que la marine en particulier doit protéger les lignes de communication stratégiques et les intérêts chinois outre-mer.¹⁴ C'est aussi la raison du développement de la partie maritime de la « nouvelle route de la soie » proposée par Xi Jinping en 2015 (*21st Century Maritime Silk Road MSR*¹⁵) et qui vise à connecter l'Europe à la côte chinoise en passant par le Sud de la mer de Chine et l'Océan indien. C'est encore la raison initiale du déploiement de la marine chinoise dans le Golfe d'Aden à partir de 2008 afin de lutter contre la piraterie affectant la route maritime Océan indien – Mer Méditerranée. Enfin, cet accès aux ressources passe également dans le développement des infrastructures de transport locales, routières, ferroviaires et portuaires : « *encourage Chinese enterprises to participate in infrastructure construction in other countries along the Belt and Road* »¹⁶. Il s'agit bien de transporter les ressources entre les sites d'extraction et d'exportation (*ie* les ports), donc de participer ou au minimum de faciliter la construction des infrastructures nécessaires, mais aussi de s'assurer des conditions de sécurité et de stabilité minimales pour permettre leur fonctionnement optimal.

1.1.2. Le soutien à son modèle économique

Le modèle commercial porté par la Chine en Afrique présente en réalité deux formes : l'exploitation des matières premières déjà vu auparavant, mais également la vente de biens d'équipement et de consommation à prix modérés. Or l'Afrique est un grand marché en pleine émergence, qui devrait devenir l'un des pôles de croissance mondiale. Ainsi, le Sierra Leone, le Niger, la Côte d'Ivoire ou l'Ethiopie comptaient déjà en 2012 parmi les plus fortes croissances mondiales. A titre d'exemple, les groupes chinois impliqués dans la construction d'infrastructures ont obtenu 39% de leurs contrats internationaux en Afrique en 2013. L'accès à ces marchés en développement est alors un enjeu stratégique pour la Chine au même titre que l'accès aux ressources, surtout dans un contexte d'augmentation de la demande intérieure et donc de diminution du volume des exportations et de la disponibilité en devises étrangères afférentes¹⁷. La stratégie chinoise peut alors être décrite selon une triple logique.

¹⁴ The State Council Information Office of the People's Republic of China, «China's Military Strategy», May 2015, consulté sur le site *chinadaily.com.cn* le 27 janvier 2017. A ce sujet, voir également HENRY Jérôme, "China's Military Deployments in the Gulf of Aden: Anti-piracy and beyond", *Asie.visions*, N°89, IFRI, Novembre 2016, p. 27.

¹⁵ Ministry of foreign affairs and ministry of commerce of the People's Republic of China Chinese, "Vision and actions on jointly building silk road economic belt and 21st-century maritime silk road", *National Development and Reform Commission*, mars 2015. Consulté sur le site *chinadaily.com.cn* le 06 décembre 2016.

¹⁶ Ibid.

¹⁷ BERMOND, DAUBET et GAUTHIER, *op. cit*, p. 146, 148 et 154

Tout d'abord, capter une partie de la croissance africaine pour écouler ses produits manufacturés et au mieux augmenter, au pire maintenir ses exportations. Cet accès à de nouveaux marchés est particulièrement concurrentiel, entre anciennes puissances bénéficiant de rentes et nouveaux émergents produisant à plus bas coût. Conjugué à l'augmentation de la demande intérieure chinoise d'une nouvelle classe moyenne, le modèle manufacturier de l'économie chinoise pourrait être remis en cause si elle ne parvient pas à trouver des marchés pour exporter ses produits.

Ensuite, profiter de l'énorme réserve en devises que lui procure son excédent commercial pour « doper » son économie en finançant les projets à l'étranger des entreprises chinoises. En effet, la majorité des projets portés par des entreprises chinoises en Afrique font l'objet d'un financement par les grandes banques d'Etats chinoises de soutien aux exportations, la *China Exim Bank* et la *China Bank of Development*. Or, « en finançant ces projets, [ces banques] accroissent leur portefeuille de prêts et grandissent en tant que banques internationalement reconnues. L'Etat chinois diversifie ses investissements, sort de sa dépendance aux obligations américaines et sécurise par la même occasion ses approvisionnements en matières premières »¹⁸. Et quand bien même ces projets ne seraient pas réalisés par des entreprises chinoises, la rentabilité financière (même médiocre) conjuguée à la volonté politique suffisent à justifier les investissements massifs dans les grandes infrastructures de transport et de production.

Enfin, face à la concurrence des nouveaux émergents qui produisent à un coût plus bas que la Chine où les salaires ont augmenté, celle-ci est à son tour tentée par la délocalisation. Ainsi, certaines entreprises chinoises n'hésitent plus à délocaliser leur production à l'étranger pour bénéficier d'une main d'œuvre moins chère, dans le secteur du textile en particulier. Plusieurs groupes chinois ont ainsi investi dans la construction d'usines de confection en Ethiopie par exemple, tant dans le secteur du textile que de la maroquinerie, voire de l'assemblage automobile.

1.1.3. Une ambition stratégique globale

Mais la Chine a également conscience que la seule puissance économique ne suffit pas pour réaliser son ambition. Dans son rêve de parité avec les Etats-Unis, elle a également besoin de s'affirmer sur le plan diplomatique et militaire. Au-delà de sa posture à ses abords et de sa

¹⁸ BERMOND, DAUBET et GAUTHIER, *op. cit*, p154

notion de « défense active » qui paraît justifier son attitude en mer de Chine, le développement de ses deux outils diplomatiques et militaires est aussi une manière de s'affirmer et de porter son alternative à une hégémonie américaine de plus en plus contestée et qui risque de s'effacer dans un avenir proche. Son outil diplomatique est intimement lié à sa puissance économique, puisqu'elle pratique essentiellement la diplomatie du dollar (bientôt du yuan ?) en participant au financement d'un nombre croissant d'Etat. D'après l'agence de notation Fitch, les prêts de l'Exim Bank aux projets africains sur la période 2001 - 2011 ont dépassé ceux de la banque Mondiale (67,2 Md\$ contre 54,7Md\$). Cet engouement pour les financements chinois est d'autant plus fort que ces prêts sont, contrairement aux prêts des grandes institutions financières d'idéologie occidentale, dénués de contreparties économiques ou politiques à l'exception du soutien à la politique de la Chine unique. C'est sans doute l'un des objectifs de la « nouvelle route de la soie », asseoir sa position au sein de l'espace euro-asiatique où elle serait perçue, par l'application de son *soft power* économique alternatif aux institutions « occidentales », de plus en plus comme un leader global¹⁹. Cette alternative vise également à asseoir la position de la Chine en qualité de leader du monde « Sud ». C'est une constante dans le discours chinois des dernières années : mettre en avant une coopération « Sud – Sud » alternative à la coopération « Nord – Sud » qu'elle présente comme déséquilibrée et empreinte de la vision paternaliste du colonisateur. La Chine se voit donc en guide de ce mouvement, où l'Afrique en particulier joue un rôle essentiel. L'initiative chinoise des FOCAC (*Forum China – Africa on Cooperation*) depuis 2001 en est un parfait révélateur, puisqu'outre l'annonce sonnante et trébuchante des aides (ou plutôt prêts) chinoises à l'Afrique, y est systématiquement rappelé par les autorités chinoises la référence à cette coopération « Sud – Sud » et en quelques sortes la nécessaire émancipation vis-à-vis des anciennes puissances tutélaires du Nord.

Cette attitude très active diplomatique est en outre portée par la volonté de développer l'armée populaire de libération (APL) et en particulier sa composante navale. Le développement accéléré de la marine chinoise permet aujourd'hui à la Chine de se projeter en haute-mer, demain d'agir durablement loin de ses côtes par un relais de bases à l'étranger. Dans sa compétition contre les USA, la Chine doit impérativement pouvoir cloisonner la puissance militaire américaine, à la fois en contrôlant la mer de Chine et en dissociant le lien entre les USA et les pays du Sud-est asiatique (dont la Corée du Sud et le Japon) selon la théorie du

¹⁹ ZAKHAROV Vladimir, « La Chine et ses ambitions : les projets et la réalité », *RT France*, 28 mars 2016, consulté le 02 février 2017 sur <https://français.rt.com/opinions/18108-chine-ambitions-realite>

découplage stratégique²⁰, mais aussi en contrôlant les accès à l'océan Indien pour ralentir les bascules d'effort des flottes américaines. Dans cet objectif, le contrôle du détroit de Bab-El-Mandeb, déjà d'une importance économique capitale pour l'accès au marché européen, prend alors une importance stratégique qui n'a pas échappée aux grandes puissances de ce monde.

1.2. L'Ethiopie : un pays à revenu intermédiaire en 2025

L'Ethiopie a longtemps été regardée comme le pays des grandes famines, et l'on garde en mémoire les images de celles de 1984 et de la mobilisation internationale qu'elles avaient suscitées avec la chanson désormais célèbre « *We are the world* ». Pourtant, si de graves inégalités demeurent et malgré une pauvreté persistante²¹, le pays fait aujourd'hui figure d'exemple pour son développement économique et sa croissance à deux chiffres lors des dix dernières années. Ce développement économique n'est pas le fruit du hasard, et fort à la fois de son passé, de sa population (100 millions d'habitants, le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique) et de ses rares ressources naturelles dont elle cherche à tirer le meilleur parti, l'Ethiopie ambitionne de devenir un pays à revenu intermédiaire en 2025. Cet objectif est ambitieux, et se veut comme tel. Décrit dans le deuxième « plan de croissance et de transformation (*Growth and Transformation Plan GTP II*²²), il permet avant tout de fixer un cap devant conduire à la « renaissance » du pays, une thématique très forte renvoyant notamment aux heures de l'empire abyssin à son apogée sous Ménélik II. Pourtant, la volonté politique de transformer le pays, à la fois par son développement économique mais aussi par son développement social, existe et transparaît dans toutes les grandes décisions prises par le gouvernement. Les troubles sociaux qui ont agité le pays l'année dernière et conduit à l'instauration d'un Etat d'urgence en octobre 2016, s'ils témoignent sur un manque d'équité ethnique, ne doivent pas masquer la volonté de développement du gouvernement d'Hailemariam Desalegn, volonté qui doit se traduire par la « renaissance » de la splendeur éthiopienne. Cette « renaissance » doit être soutenue par trois piliers : d'une part le maintien d'un Etat centralisateur, moteur, qui pilote les changements et tire la société éthiopienne vers le haut ; le maintien de son indépendance politique, qui lui a permis par le passé d'éviter de subir le joug de la colonisation, en développant son statut de puissance et d'interlocuteur

²⁰ BRUSTLEIN Corentin, « La marine chinoise à l'horizon 2030 et l'objectif du découplage stratégique », in GENEVAZ Juliette (dir.), « Les enjeux de la stratégie chinoise de « défense active » », *Note de recherche de l'IRSEM n°31*, 17 octobre 2016.

²¹ Le pays est classé 174^{ème} sur 188 par le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) dans son rapport 2015 sur le développement humain.

²² National Planning Commission, « Growth and Transformation Plan II 2016/2020 », Federal Democratic Republic of Ethiopia, mai 2016.

régional incontournable ; enfin, une vision économique favorisant l'industrialisation plutôt que les économies de rente et dont les effets pourraient bénéficier à la majeure partie de la population.

1.2.1. Etat développementaliste

L'Etat développementaliste fait référence au *developmental state* décrit par Chalmers Johnson²³ à propos du Japon et qui renvoie en particulier aux régimes politiques exerçant un contrôle étroit de leur économie. Il peut être caractérisé par une intervention constante de l'Etat dans l'économie, qu'il va fortement planifier et réguler, tout en s'intégrant dans une économie de marché. Cette notion, désignant d'abord les régimes politico-économiques d'Asie du Sud-Est (Chine, Corée du Sud, Taïwan, Viet Nam, etc.), a été par la suite élargie à tous les pays ayant une politique de dirigisme économique. Or l'Ethiopie en est une parfaite illustration. Ainsi, la crise politique interne au parti au pouvoir en 2001 (l'*Ethiopian Popular Democratic Revolutionary Front*, EPRDF) a permis de théoriser ce que Jean-Nicolas BACH appelle « la version éthiopienne du *Développemental State* inspiré des modèles asiatiques »²⁴. Tout est alors mis en œuvre pour le développement économique et l'atteinte de l'objectif du « pays à revenus intermédiaires en 2025 », et les ouvertures démocratiques sont sacrifiées sur l'autel de l'efficacité économique. Cette forme d'Etat développementaliste très particulière est d'ailleurs assumée par le régime, qui parle de *democratic developmental state*. Comme le souligne encore Jean-Nicolas Bach, « l'état développementaliste éthiopien reste fondé sur une logique dirigiste où le gouvernement entend mobiliser toutes les couches de la société au nom de la croissance »²⁵. Il s'agit donc plus qu'un simple dirigisme économique, orientant les investissements suivant une planification économique bien rodée. C'est un véritable bond en avant qui est recherché, bond à la fois économique et social, qui nécessite une planification avancée mais aussi et surtout une mobilisation et un contrôle étroit des couches profondes de la société. Cette orientation marque le tournant pris par le régime devant l'échec de la « démocratie révolutionnaire » à partir de 2005 : « le paradigme néolibéral est structurellement défaillant et les réformes néolibérales sont vouées à l'échec en Afrique. Une

²³ JOHNSON Chalmers, « MITI and the Japanese miracle », Stanford Press University, 1982.

²⁴ BACH Jean-Nicolas, « Le roi est mort, vive le roi : Meles Zenawi règne, mais il ne gouverne plus », *Politique africaine*, n° 128, 2012, p 143

²⁵ BACH Jean-Nicolas, « L'Ethiopie après Meles Zenawi : l'autoritarisme ethnique à bout de souffle ? », *Politique africaine*, n°142, 2016, p 8

alternative développementaliste et démocratique existe et elle est réalisable »²⁶. Ce développementalisme se traduit donc par trois caractéristiques majeures : une planification économique avancée, qui permet d'orienter les investissements et de conserver la maîtrise des facteurs économiques ; un contrôle étroit de la population, à la fois pour limiter les « divergences démocratiques » qui pourraient être néfastes dans l'atteinte des objectifs, et aussi pour augmenter sa productivité ; enfin une organisation dirigée dans les domaines sociaux (santé, éducation, sécurité alimentaire) dont le but est de bénéficier à la majorité de la population, parfois au détriment de minorités.

1.2.2. Puissance régionale et indépendance politique

Le deuxième pan de cette ambition éthiopienne est certainement un héritage de son histoire : une farouche volonté d'indépendance et une stature de puissance régionale. C'est par ces deux volets que l'ambition éthiopienne pourra se concrétiser, d'une part en préservant son autonomie de choix et en limitant sa dépendance aux puissances extérieures, d'autre part en ayant une puissance suffisante pour imposer sa volonté à ses voisins proches, au minimum pour pouvoir influencer sur leurs choix stratégiques et leur stabilité.

Cette recherche de puissance ne doit pas être vue comme une volonté hégémonique, mais bien comme un facteur permettant d'influencer son environnement pour le rendre plus favorable à ses intérêts et assurer sa propre sécurité. Elle s'appuie sur les facteurs « classiques » de puissance : forces armées, diplomatie, géographie. Ces forces armées sont relativement importantes (135 000 hommes environ) mais le budget de la défense assez faible (300 millions de dollars, soit environ 1% du PIB). Pourtant, il s'agit certainement d'une des meilleures armées d'Afrique, capable d'action autonomes²⁷ comme d'intervention en maintien de la paix dans le cadre onusien²⁸. C'est également une armée qui a l'expérience de la « grande bataille », notamment lors de la guerre contre l'Erythrée de 1998 à 2000. L'explication de ce qui pourrait être un paradoxe (investissement de défense faible et bonne efficacité militaire) tient certainement dans cet aguerrissement des troupes à la guerre (des

²⁶ Zenawi Meles, « Democratic developmentalism : an alternative to neo-liberal Dead End », *The Ethiopian Herald*, 15 février 2008, p 5

²⁷ Intervention en Somalie et lutte contre les tribunaux islamiques de 2006 à 2009 ; soutien au Kenya et l'AMISOM, encore en Somalie, en 2013 avant d'intégrer une partie de son contingent (4400 hommes) dans l'AMISOM en 2014. Une partie du contingent éthiopien en Somalie (volume inconnu) demeure sous commandement national.

²⁸ L'Éthiopie est le 1^{er} contributeur mondial aux opérations de maintien de la paix de l'ONU en 2016 (8295 hommes au 31 décembre 2016, selon le département de maintien de la paix des nations-unies), en participant principalement aux missions au Darfour (UNAMID), au Soudan du Sud (UNMISS) et dans la région d'Abyei au Soudan (UNISFA).

affrontements limités entre l’Ethiopie et l’Erythrée ont encore eu lieu en juin 2016) mais également dans le développement d’un complexe militaro-industriel indépendant. D’autant que cette force armée s’appuie sur une influence diplomatique non négligeable. Outre le fait qu’Addis Abeba soit la « capitale » de l’Afrique en accueillant le siège de l’Union Africaine, la diplomatie éthiopienne est aussi particulièrement active dans la résolution des crises Est-africaines (Soudan du Sud entre autres) et sur la scène mondiale (l’Ethiopie est membre non permanent du conseil de sécurité des nations-unies depuis le 1^{er} janvier 2017). Sa puissance diplomatique dépasse même son environnement régional, puisqu’elle a réussi à fédérer les pays amont du bassin du Nil contre le Soudan et surtout l’Egypte sur la question de l’exploitation des eaux, et elle a même fait plier l’Egypte dans un bras de fer diplomatique au sujet de la construction du grand barrage de la renaissance sur le Nil Bleu²⁹, Ce barrage lui permet également d’exploiter au mieux sa position géographique de « Château d’eau de l’Afrique ». Ce poids militaro-diplomatique, cette volonté de puissance au service du développement se retrouve d’ailleurs dans ce qui fait la particularité de l’ambition stratégique éthiopienne : le *Foreign Affairs and National Security Policy and Strategy* (FANSPS), publié en 2002 et dont le but est de « créer une atmosphère favorable pour sauvegarder l’intérêt national et la sécurité de la nation »³⁰.

Par ailleurs, la volonté de préserver l’indépendance de l’Ethiopie est une constante dans son histoire. En effet, « à peine couronné, Ménélik II envoya aux européens en 1891 une lettre où il affirma ‘Je n’ai point l’intention d’être spectateur indifférent si les Puissances lointaines se portent avec l’idée de se partager l’Afrique’ »³¹. Cette intention, confirmée à Adoua en 1896 par la défaite du corps expéditionnaire italien, est encore perceptible aujourd’hui dans la politique menée par l’Ethiopie. L’affirmation de son rôle de puissance régionale a aussi pour but de la protéger des tentations de la force, alors que sa politique étrangère, dans le monde multipolaire d’aujourd’hui, lui permet de se préserver d’un alignement trop fort sur un « pôle » international. L’Ethiopie est ainsi un allié, au moins de fait, de l’occident dans la lutte contre le terrorisme, ce qui lui vaut peu de récriminations quant à sa politique intérieure autoritaire. L’Ethiopie est aussi, et en même temps, très proche de la Chine, au moins sur le

²⁹ Voir notamment GASCON Alain, « L’Ethiopie, une puissance africaine », *Politique étrangère*, n° 2015/4 (hiver), p. 106.

³⁰ Government communication Affairs office, « Ethiopia’s foreign policy and its achievements », avril 2012, mis en ligne le 17 mars 2014, <http://www.ethdiaspora.org.et/index.php/pubs>, consulté le 07 octobre 2016, traduction de l’auteur.

³¹ GASCON Alain, op. cit., p. 106.

plan économique et financier. Mais sans pour autant tomber dans la dépendance économique ou la prédation précédemment décrite, grâce à au maintien d'un équilibre international et national tant dans le financement que dans la réalisation³² : pour l'Éthiopie, « la défense étroite des intérêts économiques nationaux n'est pas incompatible avec l'ouverture aux investissements directs étrangers »³³. Enfin, dans le jeu subtil des puissances régionales moyen-orientales et nord-africaines, l'Éthiopie joue également la carte du multilatéralisme : alliance politique avec le Maroc (face à l'axe « perpendiculaire » algéro-égyptien), alliance plus économique avec la Turquie, coopération politique plus difficile avec l'Arabie saoudite mais allant vers une nette amélioration³⁴. La préservation de cette indépendance est donc au centre de l'attention éthiopienne, qui souhaite devenir un pays à revenu intermédiaire en 2025 mais sans pour autant devenir un pays « vassal » d'un pays riche ou émergent.

1.2.3. Stratégie de l'industrialisation

La troisième ligne d'engagement pour réaliser son ambition de développement repose sur sa stratégie d'industrialisation. L'Éthiopie ne bénéficie pas, au contraire d'autres pays africains, de sous-sols regorgeant de pétrole ou de minerai qui lui permettrait de s'installer dans une économie de rente³⁵. Elle doit donc fonder son développement économique, qu'elle veut pérenne, sur l'industrialisation, qui paraît être la seule voie de garantir les conditions de stabilité économiques nécessaires au développement social³⁶. Cette stratégie d'industrialisation s'appuie elle-même sur trois piliers : la transformation du secteur agricole, l'industrialisation de son potentiel géographique et le développement progressif de l'industrie manufacturière d'exportation. Elle repose, surtout et en premier lieu, sur le développement des grandes infrastructures de transport et de production d'électricité : « il s'agit désormais de

³² Politique douanière incitant les firmes étrangères à s'associer à des firmes locales ; grands travaux d'infrastructure partagés entre firmes moyen-orientales, chinoises et européennes en *joint-venture* avec des entreprises locales

³³ GASCON Alain, « L'Éthiopie des 15 glorieuses, moteur de l'Afrique Orientale », *Afrique contemporaine*, n°253, janvier 2015, p 45. Egalement « Mais si elle finance avec d'autres le GTP, cela ne s'est pas traduit immanquablement par un alignement politique de l'Éthiopie sur la Chine », *Ibid.*, p 46

³⁴ sous l'impulsion notamment du riche homme d'affaire ethio-saoudien Mohammed Al Amoudi, mais également de l'importante communauté éthiopienne expatriée en Arabie Saoudite (100 000 travailleurs) et malgré la friction due à l'enrôlement de l'Erythrée dans la coalition soutenant le gouvernement Hadi au Yemen. « Après des années de tensions, l'Éthiopie et l'Arabie Saoudite tissent des liens », RFI, 23 novembre 2016.

³⁵ Outre de l'or (280 millions de dollars de recette d'exportation en 2010) on y trouve du fer, de l'étain, du tantale, du lignite et de la potasse (l'exploitation de cette dernière devrait démarrer en 2018). L'Éthiopie possède également quelques bassins sédimentaires potentiellement riches en hydrocarbures, notamment dans l'Ogaden, mais leur exploitation ne semble pas à l'ordre du jour pour l'instant.

³⁶ « *Industrialisation is absolutely decisive for sustainable development and the country's renaissance* », National Planning Commission, « Growth and Transformation Plan II 2016/2020 », Federal Democratic Republic of Ethiopia, mai 2016, p. 31.

réaliser la transition économique en s’émancipant du secteur agricole dominant, en industrialisant et en développant les services. Les infrastructures sont considérées comme prioritaires non seulement parce qu’elles offrent des résultats immédiatement visibles pour les citoyens, mais également parce qu’elles doivent produire un effet d’entraînement pour l’économie »³⁷.

La première force de l’économie éthiopienne a toujours été son secteur agricole, qui constitue la plus grande partie de ses exportations (79% en 2015/2016, chiffres FMI). Celui-ci était essentiellement dominé par les exportations de produits bruts, alimentaires, café, graines, peaux et bétails. Le plan de transformation, porté notamment dans les plans GTP I et II, vise à passer d’une agriculture vivrière basée sur de petites exploitations (0,8 ha par exploitation en 2006) à une « grande agriculture mécanisée », capable à la fois de nourrir la population mais aussi de contribuer de manière significative aux exportations du pays. A partir de 2009, le pays a mis à disposition d’investisseurs, principalement étrangers, de grandes quantités de terres vacantes ou sous-utilisées (parcelles pouvant aller de 10 000 à 100 000 ha), pour une surface avoisinant les 5 millions d’hectares en 2015. Ces derniers y ont créé de grandes fermes mécanisées produisant pour l’exportation : coton, riz et palmier à huile. Depuis, à la suite des mauvaises récoltes de 2015 et de l’insécurité alimentaire croissante dans le pays, le gouvernement semble revenir sur cette option « agro-alimentaire d’exportation » pour favoriser la culture céréalière à destination du marché local. Il a également développé, à l’instar du voisin kenyan, une activité horticole qui sur environ 20 000 ha, a créé 100 000 emplois et contribué à hauteur de 8% aux exportations (chiffres FMI 2016).

Le deuxième pilier de cette stratégie de développement industriel est ce que l’on pourrait appeler l’industrialisation du potentiel géographique. Nous l’avons vu, l’Ethiopie ne possède que peu de ressources naturelles, si ce n’est sa situation géographique qui fait de ses hauts plateaux le « château d’eau de l’Afrique »³⁸. En effet, son potentiel hydroélectrique est estimé à 45 GW, ce qui permettrait de fournir 10% des besoins en électricité de l’Afrique s’il était exploité à son maximum. Un plan pour le développement des capacités de production électrique (*25-years Master Plan of the National Power Utility*), publié en 2010, prévoit d’investir 11 milliards de dollars en dix ans pour la construction de 10 usines hydroélectriques. L’ambition du GTP II est de faire passer la capacité de production de 4 GW

³⁷ BACH Jean-Nicolas, « L’Ethiopie après Meles Zenawi : l’autoritarisme ethnique à bout de souffle ? », *Politique africaine*, n°142, 2016, p. 11.

³⁸ BOISSELET Pierre, « Ethiopie : des barrages titanesques », *Jeune Afrique*, 29 août 2012.

en 2015 à 17 GW en 2020. Cette production permettra d'accompagner l'industrialisation manufacturière et agro-alimentaire, mais aussi de devenir un pays exportateur d'électricité. Cette ambition passe par la construction de barrages géants, comme le grand barrage de la Renaissance en construction sur le Nil bleu³⁹, qui devrait, à terme, produire 6 GW d'électricité, ce qui en ferait le plus grand barrage d'Afrique (155m de haut, 1800m de long, créant un réservoir de 74 milliards de m³). L'Éthiopie a déjà développé une interconnexion avec Djibouti (une deuxième ligne est en construction) et avec le Soudan, et des projets sont en cours de développement avec le Kenya et la Tanzanie⁴⁰. Seulement, ces infrastructures géantes nécessitent des investissements importants que le gouvernement éthiopien seul ne peut supporter. Outre d'importants financements étrangers (publics, semi-publics ou privés), le gouvernement a fait appel à une grande souscription nationale pour financer les 4,8 milliards d'euros du grand barrage de la Renaissance.

Le troisième pilier de sa stratégie d'industrialisation est le développement d'une industrie manufacturière destinée à l'exportation. L'économie éthiopienne souffre d'un important déficit commercial (17,4% du PIB en 2014/2015⁴¹). L'effort est donc porté sur l'augmentation des exportations, en volume comme en valeur, dans tous les secteurs économiques, y compris et surtout dans l'industrie manufacturière dont le gouvernement attend beaucoup : « Durant le GTP II, l'accent sera particulièrement mis sur le développement de l'industrie manufacturière destinée à l'exportation » peut-on ainsi lire dans les conditions préalables à la mise en œuvre du GTP II⁴². Pour autant, si ce secteur est en plein développement comme le montre les entrepôts, ateliers, usines textiles et bureaux de firmes étrangères et de joint-ventures ethio-étrangères regroupés dans de grands parcs industriels de part et d'autre des soixante kilomètres d'autoroute qui séparent Addis Abeba de Debre Zeyt, les objectifs fixés par le GTP I sont loin d'avoir été atteints. Le secteur manufacturier ne représente que 5% du PIB en 2016, et l'objectif du GTP II est d'atteindre les 8% en 2020. Le gouvernement mise donc sur le « déploiement de parcs industriels intégrés et tournés vers des industries exportatrices et

³⁹ *Grand Ethiopian Renaissance Dam*, GERD, dont la construction confiée à l'entreprise italienne Salieri (les turbines sont fournies par Alstom) a démarré début 2011. La première tranche devrait entrer en fonctionnement en 2017.

⁴⁰ Au sujet du secteur énergétique, voir Service économique pour l'Éthiopie et Djibouti, « Le secteur énergétique en Éthiopie : enjeux et perspectives », Ambassade de France en Éthiopie et auprès de l'Union africaine, 13 septembre 2016, <http://www.tresor.economie.gouv.fr/File/428418>, consulté le 14 février 2017.

⁴¹ National Planning Commission, « Growth and Transformation Plan II 2016/2020 », Federal Democratic Republic of Ethiopia, mai 2016, p. 17.

⁴² *Ibid.*, p. 78

intensives en main d'œuvre (textiles, chaussures, etc.)»⁴³. Quatre parcs sont déjà opérationnels, et neuf autres sont en construction ainsi que quatre parcs agro-industriels qui permettront d'augmenter les surfaces horticoles et la transformation des produits agricoles primaires. Le gouvernement éthiopien entend mener une politique incitative, par de faibles taux d'imposition et des tarifs douaniers attractifs, et par la fourniture de parcs industriels « clés en main » où sont regroupées et préinstallées les ateliers de productions, les services administratifs de l'Etat (concept guichet unique devant faciliter les démarches administratives et douanières) et reliés aux grandes infrastructures du pays (routes, voies ferrées, électricité). L'objectif est d'attirer des investisseurs étrangers dans des domaines porteurs, en profitant notamment du phénomène de délocalisation dans le secteur du textile, et en conditionnant l'accès à ces parcs à certains types d'industries manufacturière produisant des biens à haute valeur ajoutée et créatrices d'emploi : textile et chaussures permettant la transformation du coton et du cuir produits localement, industrie chimique et pharmaceutique, assemblage automobile, etc.

1.3. Djibouti : le Singapour de l'Afrique de l'Est

Djibouti, petit pays de 900 000 habitants coincé entre l'Ethiopie, l'Erythrée et le Somaliland ne semble avoir d'autre richesse que ses déserts de cailloux et sa position géographique. En effet, situé directement au débouché de la mer Rouge, Djibouti est une position éminemment stratégique. C'est d'ailleurs pour cette raison que les français ont décidé, en 1862, de s'y installer, et sans doute aussi pourquoi Djibouti, alors Territoire Français des Issas et des Afars, fut la dernière possession française en Afrique à obtenir son indépendance en 1977. Certains le présente comme le futur Dubaï de l'Afrique : « ville port, hub logistique, centre d'affaire »⁴⁴. Mais d'autres, et les djiboutiens eux-mêmes, préfèrent prendre Singapour pour exemple, « parce qu'il occupe une position stratégique similaire le long de l'une des voies les plus fréquentées des compagnies maritimes du monde et veut [se] transformer en une importante plateforme maritime et portuaire tout en établissant les fondations d'un centre commercial en plein essor dans la région »⁴⁵. C'est pour cette raison, et sans doute aussi pour faire écho au GTP du voisin éthiopien, que le gouvernement djiboutien a publié en 2014 un

⁴³ Service économique pour l'Ethiopie et Djibouti, « Ethiopie – la stratégie de déploiement des parcs industriels », Ambassade de France auprès de l'Ethiopie et de l'Union Africaine, note du conseiller économique du 9 septembre 2016, <http://www.tresor.economie.gouv.fr/File/428417>, consulté le 14 février 2017.

⁴⁴ RAFFRAY Mériadec, « Djibouti, le carrefour stratégique », Géopolitique africaine, n°57, 1^{er} trimestre 2016.

⁴⁵ Ambassade de la République de Djibouti en Ethiopie, « Djibouti... Singapour de l'Afrique », site internet de l'ambassade, 17 décembre 2014, <http://www.ambassadedjibouti-eth.net/m-302-djibouti-----singapour-de-l-afrique-.html>, consulté le 14 février 2017.

document, « Djibouti, vision 2035 », fixant l'ambition, les objectifs et les stratégies pour faire de Djibouti un « phare de la mer Rouge, hub commercial et logistique de l'Afrique »⁴⁶. Cette ambition repose en fait sur trois piliers : l'exploitation de sa position stratégique, le développement d'une industrie de service et une intégration régionale et internationale toujours plus poussée

1.3.1. Une position stratégique

La première et principale force de Djibouti est sa position géographique. En effet, ce petit pays (23 000 km², 876 000 habitants en 2014) est situé à l'un des endroits les plus stratégiques du globe. Il constitue la rive occidentale du détroit de Bab-El-Mandeb, la « porte des lamentations » en arabe, séparation entre la mer Rouge menant, par le canal de Suez, à la mer Méditerranée et l'Europe, et le golfe d'Aden menant vers l'Asie et le golfe Persique. Les 32 kilomètres du détroit qui séparent Djibouti de la côte yéménite voient passer chaque jour 3,8 millions de barils de pétrole, 90% des exportations japonaises, 20 % du trafic maritime mondial. Véritable porte d'entrée vers l'Europe, le contrôle de ce passage, ou au minimum l'assurance de son libre accès, constitue un enjeu stratégique d'importance fondamentale pour de nombreux acteurs internationaux : vieilles puissances européennes dont les économies reposent sur les importations asiatiques et le pétrole arabe ; émergents asiatiques et Japon dont les économies dépendent fortement des exportations transitant par le détroit ; pays pétroliers arabes, pour qui le détroit constitue le troisième point névralgique, après les détroits d'Ormuz et de Malacca. La simple position géographique de Djibouti lui confère donc un rôle stratégique essentiel depuis l'ouverture du canal de Suez, rôle qui perdure encore aujourd'hui et qui s'est sans doute même accentué. Car en plus de sa position géographique, Djibouti est aussi un port en eau profonde. C'est par ce port que transitent 86% des exportations et surtout importations éthiopiennes (2015), pays enclavé depuis l'indépendance de l'Erythrée en 1991 et qui a grandes ambitions économiques. C'est également devenu la base arrière et logistique des différentes missions de lutte contre la piraterie qui ont eu lieu dans le golfe d'Aden⁴⁷. Enfin, Djibouti c'est aussi un îlot de stabilité dans un environnement géopolitique instable et explosif : Yémen et sa guerre aux multiples acteurs régionaux ; Erythrée isolée et

⁴⁶ Ministère djiboutien de l'économie et des finances, « Vision Djibouti 2035 », promulgué le 6 décembre 2014, <http://www.ccd.dj/w2017/wp-content/uploads/2016/01/Vision-Nationale.pdf>, consulté le 6 décembre 2016.

⁴⁷ Opération « Atalante » de l'Union Européenne, lancée en décembre 2008 et toujours en cours. Opération « Ocean shield » de l'OTAN, lancée aout 2009 et terminée le 31 décembre 2016. *Combined Task Force 151*, créée en 2009 et regroupant 31 pays membres et non membres de l'OTAN, amis et associés aux USA. Enfin, des missions indépendantes menées en particulier par la Chine et l'Iran.

belliqueuse ; Somalie et les suites de la guerre civile qui la ravage depuis 26 ans ; le tout sur un fond de terrorisme islamiste auquel Djibouti échappe par miracle⁴⁸. Les grandes puissances ne s'y sont d'ailleurs pas trompées⁴⁹, et multiplient les accords pour positionner troupes et moyens militaires à Djibouti, qui est en passe de devenir le pays des grandes premières⁵⁰. Djibouti entend donc tirer parti de cette position éminemment stratégique. Tout d'abord en bénéficiant de la rente annuelle des concessions de base, pour un montant cumulé avoisinant les 170 millions de dollars⁵¹. Ensuite en profitant du développement économique éthiopien, qui augmente le volume de ses importations et exportations de 20% environ tous les ans, et dont le port de Djibouti constitue aujourd'hui quasiment le seul accès à la mer. Enfin, en mettant à profit sa connexion aux grandes routes commerciales et aux grands câbles de télécommunication sous-marins pour développer une économie de services.

1.3.2. Le développement des services

Djibouti, dans son document d'orientation stratégique, a clairement identifié quels pourraient être les leviers du développement socio-économique du pays : « Djibouti 2035 ambitionne de faire de notre pays un Pôle économique, financier et commercial régional et international »⁵². Le pilier fondamental de ce développement est celui d'une économie diversifiée et compétitive, qui repose avant tout sur l'exploitation des rares richesses du pays : la mer et sa position géographique. « Il s'agit d'exploiter les nombreuses opportunités qui existent dans les différents secteurs et plus particulièrement la pêche, le tourisme, la logistique, le secteur

⁴⁸ Le seul attentat terroriste islamiste commis sur le sol djiboutien est l'attaque du restaurant « La Chaumière » le 27 mai 2014, revendiquée par le groupe djihadiste somalien Harakat Al-Shabaab dont le bilan s'élève à 3 morts et 20 blessés.

⁴⁹ « La position géographique de Djibouti sur cette route maritime est également un vecteur de déploiement de puissance », LE GOURIELLEC Sonia, « Djibouti dans le jeu international », *Esprit*, n°428, octobre 2016, p. 14. Voir également l'annexe 5.

⁵⁰ La France conserve à Djibouti un contingent de 1350 hommes et des moyens terrestres et aériens. Les USA ont ouvert une base en 2002 regroupant 1800 personnels et des moyens aériens et drones (seule et unique base américaine en Afrique). Depuis 2009, des contingents allemands et espagnols stationnent à Djibouti, mais sans base permanente. Les japonais s'y sont installés à partir de 2011, avec 600 hommes et des moyens de patrouille maritime. Il s'agit là du premier déploiement à l'étranger de des forces d'autodéfense japonaises depuis 1945. Ils sont suivis par les italiens en 2012, qui établissent à Djibouti une base de formation et de coopération régionale de 150 hommes. Depuis février 2016, les chinois construisent une base navale qui pourrait, à terme, accueillir 10 000 hommes. Il s'agit là encore de la première base permanente chinoise à l'étranger. Et d'autres pourraient suivre, alors que l'on entend de façon insistante les bruits d'une implantation saoudienne (notamment dans le cadre de la guerre au Yémen) ou russe.

⁵¹ Estimation de l'auteur : France 30 M\$, USA 63 M\$, Japon 30 M\$, Italie 30M\$, Chine 20 M\$.

⁵² « Vision Djibouti 2035 », op. cit., p. 42

des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC), le secteur financier »⁵³.

Connecté aux principaux câbles sous-marins de télécommunication⁵⁴, Djibouti s'est développé en tant que hub régional pour les télécommunications, avec son interconnexion terrestre aux réseaux éthiopiens et somalilandais à qui elle revend une partie de son accès aux réseaux internationaux. Mais sa vision va au-delà des seules télécommunications, puisqu'elle envisage de créer une zone spéciale pour les NTIC comprenant des activités de *off-shoring*, notamment des *call-centers*.

Deuxième force potentielle, Djibouti entend développer son tourisme selon trois directions : un tourisme d'affaire et de plaisance, un tourisme balnéaire et un éco-tourisme, dans l'objectif d'atteindre les 500 000 visiteurs par an en 2030. Le but est d'exploiter au maximum ses atouts naturels : sa position sur le grand Rift africain, son patrimoine naturel et culturel, et surtout la mer vers laquelle elle semble se tourner de plus en plus, alors que la tendance naturelle des peuples nomades de la région était de s'en éloigner.

Enfin la mer donc, ses ressources et ses potentialités commerciales sont bien évidemment au centre des intentions djiboutiennes. En exploitant ses ressources halieutiques, mais en conservant un mode artisanal et en évitant le pillage des eaux qu'a pu connaître la Somalie voisine. Surtout, en exploitant tous les avantages que son port, sa vocation de « cordon ombilical » de l'Éthiopie et sa connexion aux grandes routes maritimes lui confèrent. Djibouti s'envisage comme un « centre régional de transport multimodal »⁵⁵, bénéficiant du développement économique de l'Éthiopie en tant que transitaire, mais également en diversifiant ses partenaires (le Soudan du Sud par exemple) et en envisageant une activité de port de transbordement⁵⁶. Le secteur des transports et de la logistique de manière générale bénéficie alors de la priorité des investissements publics⁵⁷, afin de créer ou d'améliorer les infrastructures nécessaires au développement de ces secteurs⁵⁸. Le gigantesque besoin en financement (quatorze projets pour 14,4 milliards de dollars) de ces infrastructures est assuré

⁵³ Ibid. p. 46.

⁵⁴ SEA-ME-WE-3, SEACOM, EASSY, EIG, ADEN-DJIBOUTI. Voir annexe 6.

⁵⁵ « Vision Djibouti 2035 », op. cit., p. 68.

⁵⁶ Actuellement, le port de Djibouti semble être arrivé à la limite de ses possibilités. Il n'est pas rare d'avoir 25 à 30 bateaux alignés en mer, attendant jusqu'à 40 jours pour être déchargés.

⁵⁷ Voir en particulier sur ce sujet CASLIN Olivier, « Transport et logistique : Djibouti a le vent en poupe », *Jeune Afrique*, 30 novembre 2016.

⁵⁸ Pour les différents projets de développement d'infrastructures du gouvernement djiboutien, se reporter à l'annexe 8.

par des emprunts publics auprès de bailleurs étrangers, avec le risque du surendettement et le spectre de la dépendance financière en ligne de mire. Comme le dit Jean-Philippe Rémy, « Djibouti cherche à s’émanciper de sa rente de ‘pays à caserne’ en pariant sur le développement d’infrastructures »⁵⁹, en acceptant de prendre des risques à hauteur de ses ambitions. Aboubaker Omar Hadi, ministre des finances, le reconnaît lui-même : « Pour transformer notre pays, sortir la population de la pauvreté, il nous faut prendre certains risques calculés »⁶⁰.

Enfin, de manière sans doute plus anecdotique mais aussi symptomatique, Djibouti entend développer ses services financiers et attirer les grands groupes bancaires pour devenir la grande place financière de l’Afrique de l’Est. Après les grandes banques de la finance islamique en 2010, c’est l’*International Silk Road Bank* chinoise qui vient d’y inaugurer sa succursale en janvier 2017.

1.3.3. Une intégration régionale et internationale

La troisième ligne d’engagement est en quelques sortes la conséquence des deux précédentes. En effet, Djibouti fait reposer une grande partie de sa stratégie de développement sur le secteur du transport et de la logistique qui est directement dépendant de la santé de l’économie éthiopienne, mais aussi de l’état des relations entre les deux pays. La recherche d’une intégration régionale et internationale plus poussée paraît alors logique, d’une part pour diversifier ses partenaires⁶¹ économiques et commerciaux, d’autre part pour maintenir la souveraineté du pays face à des tentations prédatrices.

L’intégration régionale est d’ailleurs l’objet du cinquième pilier de la stratégie de développement de Djibouti : « un rôle actif dans l’intégration régionale ». Il s’agit de tirer le meilleur parti des marchés communs existants (COMESA⁶², CAE, IGAD *Economic Zone*) en accentuant l’intégration commerciale de Djibouti dans ces marchés et en dynamisant la coopération directe entre ses membres. Un des axes majeurs de coopération est le développement d’infrastructures intégratrices, à la manière du nouveau chemin de fer djibouto-éthiopien inauguré en octobre 2016, de l’interconnexion électrique avec l’Ethiopie ou du projet de gazoduc permettant d’exporter le gaz du Soudan du Sud à travers l’Ethiopie.

⁵⁹ REMY Jean-Philippe, « Djibouti, objet de toutes les convoitises », *Le Monde*, 20 novembre 2016.

⁶⁰ Ibid.

⁶¹ Par exemple, le protocole d’accord du 12 février 2012 entre Djibouti, l’Ethiopie et le Soudan du Sud visant à créer et renforcer la coopération économique entre ces pays.

⁶² COMESA: Common Market for Eastern and Southern Africa ; CEA : Communauté Economique Africaine.

C'est d'ailleurs ce que déclare Mahamoud Ali Youssouf, ministre des Affaires étrangères : « Même si le pays a une très bonne position stratégique, il y a nécessité pour de petites économies comme la nôtre de s'inscrire dans un développement intégré au niveau régional »⁶³.

Si l'intégration internationale n'est qu'une sous-partie du cinquième pilier, elle n'en est pas moins fondamentale parce qu'existentielle. L'intégration économique toujours plus poussée avec l'Éthiopie n'est pas sans risque : « Djibouti pourrait être dépassé par cette stratégie économique et se retrouver en position de vassalité avec son grand voisin [éthiopien] qui ne cache pas son ambition d'aller au-delà d'une simple intégration économique »⁶⁴. Au-delà de la tentation éthiopienne, la position stratégique de Djibouti la rend également vulnérable aux influences extérieures qui seraient parfois tentées de mettre en péril sa souveraineté : la pression américaine fut forte lorsque Djibouti a fait part du projet de base chinoise... D'ailleurs, dès son indépendance, Djibouti a pressenti le besoin de se prémunir contre la prédation et a développé une politique étrangère basée sur la multilatéralité. Djibouti est ainsi membre de l'ONU, de l'Union Africaine, mais également de la Ligue Arabe, de l'IGAD ou de l'Organisation de la coopération islamique. Djibouti cherche à maintenir un équilibre entre puissances occidentales, pays du Golfe, Afrique et aujourd'hui nouveaux émergents. L'installation de bases militaires de puissances étrangères parfois antagonistes sur son territoire n'est pas anodine. C'est la concrétisation de cette politique multilatérale, en mettant en concurrence ces puissances pour l'accès à une « relation privilégiée ». La sécurité du pays, ou tout du moins sa souveraineté, paraît ainsi préservée, en pratiquant l'exact opposé du non-alignement : c'est le multi-alignement. Djibouti est ainsi un partenaire privilégié des USA dans leurs lutte contre le terrorisme au Yémen et en Somalie ; Djibouti a engagé un contingent de 1000 hommes en Somalie, au sein de l'AMISOM⁶⁵ (African MISSION in SOMalia) ; Djibouti soutien la coalition sunnite emmenée par l'Arabie Saoudite au Yémen, et pourrait même laisser Ryad installer une base sur son territoire. Et cette intégration internationale pourrait encore s'accroître, alors que la Chine fait office de partenaire privilégié, que la Russie pourrait entrer dans le jeu et que la Turquie y déploie déjà son *soft power*. Ce qui fait dire à un membre du gouvernement djiboutien : « Le territoire est devenu un peu comme

⁶³ « Le développement de Djibouti lié à celui de l'Éthiopie, avec la Chine comme intermédiaire », VOA Afrique, 05 avril 2016, <http://www.voafrique.com/a/developpement-djibouti-lie-a-ethiopie-avec-chine-intermediaire/3270067.html>, consulté le 03 octobre 2016.

⁶⁴ LE GOURIELLEC Sonia, « Djibouti dans le jeu international », Op. cit., p. 15.

⁶⁵ Alors même que les forces armées djiboutiennes ne comptent qu'un effectif de 6000 hommes environ (témoignage de l'auteur)

Casablanca pendant la seconde guerre mondiale »⁶⁶, le lieu où tous les nouveaux pôles du système international se superposent. Sans s'affronter ?

⁶⁶ REMY Jean-Philippe, « Djibouti, objet de toutes les convoitises », *Le Monde*, 20 novembre 2016.

2. Etat des relations bi et multilatérales : concrétisation des objectifs ?

Les objectifs globaux de l’Ethiopie, de la Chine et de Djibouti sont donc clairement établis, ainsi que la manière par laquelle ils comptent les réaliser. Une partie de ces objectifs peut être atteinte sans intervention extérieure, mais une partie seulement. La réalisation de la majeure partie de ces objectifs nécessite donc de développer des relations extérieures, dans les domaines diplomatiques ou militaires en premier lieu qui sont des domaines « régaliens » par définition, mais également dans les domaines économiques, financiers voir même politiques et socio-culturels. La nature et l’état de ces relations constituent donc de bons indicateurs du degré d’atteinte des objectifs propres à chaque pays. Etudier leur nature et leur état (bilatérale, ou multilatérale voire même « intégrée »), doit alors permettre de comprendre la dynamique qui est à l’œuvre entre ces acteurs d’un « système » encore en devenir. Par-dessus tout, cette étude doit permettre de vérifier la concrétisation d’ambitions qui sont parfois antagonistes, ou à tout du moins divergentes.

2.1. Les relations Chine – Ethiopie et le co-développement

La relation qui parait la plus équilibrée, en tout cas la plus aboutie, semble être la relation entre la Chine et l’Ethiopie. Comme toutes les initiatives chinoises, elles sont avant tout fondées sur l’intérêt économique et financier. Mais la convergence de certains intérêts dépasse ce cadre restreint, et la coopération entre ces deux pays prend une tournure assez nouvelle en Afrique, avec la concrétisation de la notion de « co-développement », c’est-à-dire un partenariat « gagnant-gagnant » qui profite à tous et qui dépasse le seul intérêt économique. Déjà en 2012, Jean-Pierre Cabestan décrivait les relations sino-éthiopiennes « entre affinités autoritaires et coopération économique »⁶⁷. Cinq ans plus tard, cette caractérisation s’est encore renforcée. La Chine est passée du rôle de modèle pour le développement socio-économique à un partenaire politique et économique aux intérêts souvent convergents.

2.1.1. Le modèle chinois

L’état développementaliste éthiopien est directement inspiré des modèles de développement similaires en Asie du Sud-Est, Corée du Sud, Taïwan et surtout la Chine qui fait figure d’exemple privilégié en raison de son développement avancé, mais également de grandes caractéristiques similaires lors de leur stade initial de développement : un état centralisateur

⁶⁷ CABESTAN Jean-Pierre, « La Chine et l’Ethiopie : entre affinités autoritaires et coopération économique », *Perspective s chinoises*, N°2012/4, 2012, p 57 – 68.

fort, une population nombreuse, une économie reposant en très grande partie sur l'agriculture. Sans pour autant que la Chine deviennent un modèle unique. Cependant, c'est bien avec la Chine que les relations bilatérales sont les plus développées. Car outre son modèle, la Chine propose aussi de partager son expertise dans la conduite du changement. Cela se retrouve dans le dynamisme de la coopération structurelle entre les deux pays.

D'un côté, l'Éthiopie profite de l'assistance technique chinoise : dans le domaine de l'éducation, où la Chine participe à la formation des cadres administratifs, industriels ou commerciaux en Chine et de plus en plus en Éthiopie⁶⁸. Les contrats pour la réalisation de grandes infrastructures par des entreprises chinoises incluent un appui au fonctionnement des installations pendant un certain temps, avec l'obligation de former pendant ce délais les employés éthiopiens qui prendront à terme leur place⁶⁹. Dans une moindre mesure dans les domaines agricoles et militaires, où la coopération entre les deux pays est assez limitée, hormis la formation de quelques officiers éthiopiens en Chine et des ventes d'armement relativement modestes⁷⁰. Dans le domaine politique surtout, où il existe des échanges intenses entre les « partis uniques », le parti communiste chinois et le FDRPE : « Mettant en lumière leurs convergences politiques, ces deux partis ont développés des échanges sur des questions comme l'organisation du parti dirigeant et les stratégies de succession »⁷¹.

D'un autre côté, la Chine déploie son *soft power* pour accroître son influence sur une certaine partie de la société éthiopienne. Par sa langue, avec le développement des instituts Confucius et des cours de mandarin ou cantonnais aux diplomates et fonctionnaires éthiopiens, mais également en installant le siège régional de l'agence de presse Xinhua à Addis Abeba ou en donnant à l'Éthiopie le statut de « destination approuvée » pour les touristes chinois (bien que pour l'instant très peu nombreux par rapport aux cadres et travailleurs expatriés). Les visites

⁶⁸ Par exemple, le collège polytechnique éthio-chinois d'Addis Abeba où la Chine a investi 30 millions de dollars, inauguré en 2010.

⁶⁹ C'est notamment le cas pour le tramway d'Addis Abeba. Voir « Reportage : à la découverte du tramway d'Addis-Abeba, le premier du genre en Afrique subsaharienne », *Jeune Afrique*, 7 mai 2016, <http://www.jeuneafrique.com/326111/economie/reportage-le-tramway-daddis-abeba-le-premier-dafrique-subsaharienne/>, consulté le 29 septembre 2016.

⁷⁰ 30 véhicules blindés et des systèmes de défense sol-air entre 2005 et 2015, selon Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI arms transfers database), consulté le 6 octobre 2016.

⁷¹ CABESTAN Jean-Pierre, op.cit., p 59. Cette relation se renforce encore aujourd'hui : « China, Ethiopia agree to further strengthen cooperation in capacity-building », *Xinhua*, 21 novembre 2016, http://news.xinhuanet.com/english/2016-11/19/c_135842278.htm.

diplomatiques et échanges diplomatiques, civils et militaires, sont nombreux, même si les rencontres bilatérales entre chefs d'Etat sont assez rares⁷².

Surtout, la Chine entend faire de sa coopération avec l'Ethiopie un exemple du « nouveau modèle de développement » qu'elle entend promouvoir, « nouveau modèle » au sens de modèle en rupture du modèle jusqu'alors proposé par les bailleurs de fond occidentaux et leurs émanations : banque mondiale et FMI. Ce modèle est la pièce maitresse de la coopération « Sud – Sud » qu'elle souhaite développer, en sa faveur évidemment, une fois encore en rupture avec la coopération « Nord – Sud » qui a montré ces limites en Afrique en particulier⁷³. Ce modèle, qui peut se résumer par de « l'aide inconditionnée » principalement destiné au développement d'infrastructures, doit trouver en Ethiopie une caisse de résonance particulière. Parce que le pays présente des particularités politiques, économiques et démographiques favorables, mais aussi parce que ce pays jouit d'une aura particulière en Afrique et dans le monde : siège de l'Union Africaine et seul pays d'Afrique à avoir échappé au joug de la colonisation, c'est aussi un allié de poids des puissances occidentales dans la lutte contre le terrorisme et un pôle de stabilité dans la poudrière de la Corne de l'Afrique. La Chine entend donc exporter son modèle de développement en mettant en avant la notion centrale de « co-développement » ou de « partenariat gagnant – gagnant », et mettre ainsi un terme au « sino-pessimisme »⁷⁴. Comme le dit Jean-Pierre Cabestan, « [le modèle chinois] contribue à renforcer, ou du moins à préserver, la légitimité internationale et partant la « puissance douce » de la République populaire »⁷⁵

2.1.2. Le partenariat « gagnant – gagnant » diplomatique et économique

La particularité donc très singulière des relations entre la Chine et l'Ethiopie se trouve avant tout dans les relations économiques et diplomatiques qu'entretiennent les deux pays. Si la

⁷² 14 juin 2013 au siège de l'Union Africaine à Addis Abeba et 4 septembre 2015 à Pékin pour Hailemariam Desalegn et Xi Jinping. Mélès Zenawi, précédent premier ministre éthiopien, s'était rendu quatre fois en Chine (1995, 1984, 2006, 2011).

⁷³ « Contrairement au Consensus de Washington, le modèle de développement encouragé par le *lesson-drawing* [chinois] considère que l'édification d'une nation par un leadership politique fort et visionnaire est la plus grande priorité d'un pays. ». FOURIE Elsie, « L'Ethiopie et le Kenya face au « modèle chinois de développement », *Afrique contemporaine*, n°253, janvier 2015, p. 88.

⁷⁴ Voir notamment ADEM Seifudein, *The logic of China's diplomacy in Ethiopia*, in ADEN Seifudein (dir.) « *China's Diplomacy in Eastern and Southern Africa* », Binghamton USA, Ashgate (The International Political Economy of New Regionalisms Series), 255 p., p. 147 – 165.

⁷⁵ CABESTAN Jean-Pierre, op. cit., p.67.

coopération commerciale a très tôt démarré⁷⁶, la partie économique a dû attendre le basculement politique du régime après les élections de 2005 et la détérioration des relations entre l’Ethiopie et ses bailleurs occidentaux pour réellement commencer. Les relations commerciales sont florissantes, mais aussi particulièrement asymétriques. La Chine est depuis 2011 le premier partenaire pour les importations et les exportations mais la différence entre l’une et l’autre est énorme. Ainsi, « ces relations sont dominées par un commerce en expansion rapide et restant très excédentaire pour Pékin ainsi que par des projets d’infrastructures chinois qui contribuent à alimenter cet excédent »⁷⁷. Car la Chine est devenue un des principaux bailleurs de fond de l’Ethiopie, notamment en finançant les grands projets d’infrastructures (transport et énergie) pour lesquels les bailleurs traditionnels se sont montrés réservés. La Chine a ainsi financé 70% des 3,4 milliards de dollars nécessaires pour la construction de la nouvelle ligne de chemin de fer entre Addis Abeba et Djibouti, par un prêt de l’*Exim Bank*. Inaugurée en octobre 2016, cette voie ferrée devrait permettre de désengorger le quasi unique axe routier saturé (1500 camions par jour) entre les deux pays et de réduire le temps de trajet de trois jours actuellement à 10 heures très prochainement⁷⁸. Depuis 2007, l’Ethiopie fait partie des quatre pays africains habilités à obtenir des prêts à conditions favorables des institutions financières d’Etat chinoises, en particulier de l’*Exim Bank* mais aussi de la banque chinoise de développement ou de la banque industrielle et commerciale chinoise. La mécanique d’approbation et de financement est désormais bien rodée : « choisis de gré à gré [...] ou à l’issue d’un appel d’offre, ces projets sont financés par les banques chinoises à l’aide de prêts en général commerciaux garantis par l’Etat et parfois concessionnels (bas taux d’intérêt, période de grâce de cinq ans, part de don de 25 à 35%) »⁷⁹. La Chine est même disposée, contrairement à certaines pratiques dans d’autres pays africain, à financer des projets dans lesquels ses entreprises ne seront pas directement impliquées, ou modérément. Un autre exemple

⁷⁶ Accord de coopération commerciale, économique et technique en 1996 et commission économique conjointe en 1998 permettant à l’Ethiopie d’accéder au statut de nation la plus favorisée, CABESTAN Jean-Pierre, op. cit., p. 58.

⁷⁷ CABESTAN Jean-Pierre, op. cit., p. 61. Le déficit commercial de l’Ethiopie avec la Chine était de 1,6Md\$ en 2010, soit 20% de son déficit commercial. Ce phénomène s’est accentué avec le développement économique de l’Ethiopie et de son besoin en produits manufacturés : les exportations chinoises ont par exemple doublé entre 2014 et 2015, de 3,2 Md\$ en 2014 à 6 Md\$ 2015. Le déficit commercial en faveur de la Chine s’élève à 5,7 Md\$ en 2015, soit la moitié du déficit commercial éthiopien (chiffres relevés par le service économique de l’Ambassade de France en Ethiopie et auprès de l’Union Africaine, <https://www.tresor.economie.gouv.fr/File/426395>, consulté le 21 février 2017).

⁷⁸ « Une nouvelle ligne ferroviaire chinoise veut désenclaver l’Ethiopie », *Les Echos*, 6 octobre 2016, <http://www.lesechos.fr/monde/afrique-moyen-orient/0211362014584-une-nouvelle-ligne-ferroviaire-chinoise-veut-desenclaver-lethiopie-2032943.php>, consulté le 6 octobre 2016.

⁷⁹ CABESTAN Jean-Pierre, op. cit., p. 62

révélateur du financement chinois est d'ailleurs le barrage de Gibe III, sur le fleuve Omo dans le Sud-Ouest du pays. Très controversé⁸⁰, les bailleurs traditionnels (banque mondiale, banque européenne d'investissement, banque africaine de développement) ont refusé de participer à son financement. C'est donc grâce à un prêt de l'*Exim Bank* (60%) et un financement direct du gouvernement éthiopien que les 1,5 milliards de dollars nécessaires seront réunis. Si les turbines sont fournies par la société d'Etat chinoise Dongfang, c'est toutefois le groupe italien Salini qui est chargé de la construction du barrage. Inauguré en décembre 2016 après 9 ans de travaux, il produira 1870MW à pleine puissance (devenant ainsi le troisième barrage d'Afrique)⁸¹.

L'énorme besoin en infrastructures de transport (voies ferrées, routes), de production et de transport d'énergie (barrages hydroélectriques, lignes haute tension, oléoducs) ou immobilières porté par les plans de croissance et de transformation (GTP I et II) est donc financé en grande partie par les banques chinoises, mais pas seulement. Car ces projets sont aussi réalisés par des entreprises chinoises, pour des raisons souvent identiques : prix attractifs, conditions de financement avantageuses avec garantie d'Etat et surtout pas regardantes sur les questions politiques ou des droits de l'homme, rapidité d'instruction et d'exécution avec une abondante main d'œuvre chinoise déjà qualifiée, projets « intégrés » incluant également la mise en œuvre et l'appui au fonctionnement. C'est le cas par exemple du Tramway d'Addis Abeba, financé par un prêt de l'*Exim Bank*, construit par la *China Railway Engineering Group* pour un montant de 470 millions de dollars et opéré conjointement pendant la période de fonctionnement initiale. Inauguré en septembre 2015, premier tramway d'Afrique subsaharienne, c'est un symbole fort du savoir-faire chinois et du partenariat mutuellement bénéfique entre la Chine et l'Ethiopie, où chacun y trouve son compte : l'Ethiopie finance et construit les infrastructures nécessaires à son développement pendant que la Chine trouve des débouchés pour ses capitaux, participe à la montée en puissance sur la scène internationale d'entreprises publiques ou semi-privées et participe au développement d'infrastructures qui lui permettront de d'accroître plus encore son commerce avec l'Ethiopie.

Toujours dans le domaine économique, les entreprises chinoises sont de plus en plus impliquées dans la stratégie d'industrialisation manufacturière éthiopienne. Dès le premier

⁸⁰ La construction a entraîné un déplacement de paysans éthiopiens et pourrait affecter le débit approvisionnant le lac Turkana dont dépendent 300 000 kenyans.

⁸¹ Voir notamment « L'Ethiopie inaugure le barrage le plus haut d'Afrique », *Le Monde*, 19 décembre 2016

GTP, l’Ethiopie a misé sur le domaine du textile et du cuir pour développer son secteur secondaire et augmenter ses exportations. Les investissements directs étrangers (IDE) chinois en Ethiopie ont décollé assez lentement à partir de 2010. A cette époque, les IDE chinois s’élevaient à 52 millions de dollars, loin derrière l’Inde, l’Arabie Saoudite ou les Etats-Unis. Pour augmenter le volume d’IDE nécessaires à la réalisation de ses GTP, l’Ethiopie a alors misé sur la création de parcs industriels et agro-alimentaires. Le premier, construit à partir de 2008 à Dukem, à 35 km au Sud_Est d’Addis Abeba, prenait la forme d’une zone économique spéciale (ZES) appelée « *Eastern Industrial Park* ». Financée et construite par un consortium chinois, elle n’attirait alors que 100 millions de dollars d’investissement, uniquement chinois, dont l’usine du fabricant de chaussures chinois Huajian, qui emploie 4500 ouvriers et exporte 2 millions de paires de chaussure par an⁸². Depuis, les parcs industriels se sont multipliés, attirant de nombreux investisseurs chinois et étrangers. Si tous les secteurs sont concernés, ce sont les secteurs porteurs d’exportations et pourvoyeurs d’emplois qui sont favorisés, dans le textile et la chaussure en particulier. L’accent est mis en particulier sur les grandes compagnies, capables de financements importants et de projets ambitieux. Ce sont ainsi dix grandes compagnies chinoises qui vont investir en Ethiopie en 2017, pour la moitié dans les secteurs textiles ou de l’assemblage, dont le *Jiangsu Sunshine Group* pour près d’un milliard de dollars⁸³. Une étude de la Banque Mondiale en 2012⁸⁴ montre que sur les 69 entreprises chinoises présentes en Ethiopie (86 selon l’ambassade chinoise en Ethiopie), 11 travaillent dans le secteur des services, 45 de la manufacture (confection textile, assemblage électronique, chaussure et cuirs) et 13 dans la construction. Elles employaient 18 368 personnes, dont 86% d’éthiopiens. Parmi ces compagnies, 69% sont des sociétés de capitaux privés et 15% des *joint-ventures* sino-éthiopiennes. Ces investissements chinois participent donc directement à la stratégie d’industrialisation sectorielle éthiopienne et de diversification de ses sources de financement, tout en répondant à l’injonction du gouvernement chinois « *Go abroad* » invitant les entreprises chinoises privées à investir et produire à l’étranger, afin de pénétrer des marchés émergents (ici l’Ethiopie, mais également les cinq cent millions de consommateurs potentiels du COMESA) et de bénéficier indirectement des facilités d’exportation vers certains marchés (Union européenne et USA via l’*African Growth Opportunities Act*).

⁸² Wuilbercq Emeline, « Le ‘Made in Ethiopia’ sur la voie du Bangladesh ? », *Le Monde*, 25 mars 2016.

⁸³ « Chinese Textile Firms Continue to Invest in Ethiopia », Semonegna Ethiopia, 13 février 2017.

⁸⁴ « Chines FDI in Ethiopia. A World Bank survey », *Banque mondiale*, novembre 2012, 43 p.

Enfin, la convergence entre les intérêts éthiopiens et chinois est surtout visible dans les domaines diplomatiques et stratégiques : « les motivations chinoises [...] sont donc avant tout diplomatiques stratégiques, voire idéologiques ». La politique extérieure éthiopienne participe en effet directement à la sécurisation des intérêts chinois. Au Soudan du Sud tout d'abord, où les deux pays participent à l'UNMISS et où l'Ethiopie est en pointe dans la tentative de stabilisation du tout jeune pays. Les intérêts sont particulièrement convergents, même si les raisons sont différentes. L'Ethiopie accueille de nombreux réfugiés sud-soudanais⁸⁵, le conflit quasi ethnique risque de déborder en Ethiopie où une des ethnies principales du Soudan du Sud est également présente, et l'Ethiopie voudrait bien développer ses échanges commerciaux avec ce marché émergent principalement orienté vers l'Ouganda pour l'instant⁸⁶. La Chine quant à elle a beaucoup investi au Soudan du Sud, dans l'extraction pétrolière en particulier⁸⁷. Et Pékin entend protéger, voir développer ses investissements, comme le montre sa première intervention militaire à l'étranger dans le cadre de l'UNMISS. Une des pistes de développement possible serait la construction d'un oléoduc du Soudan du Sud à Djibouti à travers l'Ethiopie, alors que le projet concurrent LAPSET⁸⁸ paraît pour l'instant au mieux retardé. En Somalie ensuite, où l'Ethiopie est intervenue de manière unilatérale entre 2006 et 2009 pour lutter contre les tribunaux islamiques, puis à nouveau de 2012 à 2014 avant d'intégrer l'AMISOM en janvier 2014. Le but de ces interventions est relativement clair : lutter contre les extrémistes islamistes, qui pourraient menacer une Ethiopie majoritairement chrétienne ; mais également participer à la stabilisation d'un pays dont le peuple somali déborde largement leur frontière commune à travers le clan Ogaden et participer ainsi à la pacification de la région éponyme. Côté chinois, une Somalie stabilisée devrait participer à la réduction de l'activité de piraterie dans le golfe d'Aden et de la propagation d'un islam politique, alors que la pacification de l'Ogaden devrait faciliter la reprise des activités de

⁸⁵ 285 809 réfugiés sud-soudanais en Ethiopie au 30 juin 2016 (chiffres UNHCR).

⁸⁶ Sur la coopération entre l'Ethiopie et le Soudan du Sud, voir « Ethiopia, South Sudan sign Security agreement », *Ezega.com*, 28 octobre 2016, , et « South Sudan president in Ethiopia for security talks », *Sudan Tribune* 23 février 2017, www.sudantribune.com/spip.php?article61727, ou encore Sisay ANDUALEM « Ethiopia and South Sudan strike road deal », *Africa review*, 24 février 2017, www.africareview.com/news/Ethiopia-and-South-Sudan-strike-roads-deal/979180-382466-civ7dwz/

⁸⁷ La *China National Petroleum Corporation* possède 40% des champs pétroliers. Le pétrole extrait est exporté à travers un oléoduc financée et construite par la Chine vers la Chine via Port Soudan. Le champ pétrolier d'*Unity state*, à l'arrêt depuis 2013 et le début de la guerre civile, est un enjeu majeur pour le gouvernement sud-soudanais qui a demandé à la Chine d'investir deux milliards de dollars supplémentaires pour restaurer les infrastructures d'exploitation et de transport dans cette région. Voir ROTBERG Robert, « Why China is South Sudan's best hope », *The globe and mail*, 16 aout 2016, www.theglobeandmail.com/opinion/why-china-is-south-sudans-best-hope/article31394168/.

⁸⁸ Lamu Port Southern South Sudan – Ethiopia Transport corridor, projet qui consiste à développer les infrastructures de transport (route, rail, oléoduc) entre le Soudan du Sud et le port de Lamu au Kenya en passant par l'Ethiopie, dans le but essentiellement d'exporter le brut sud-soudanais sans passer par le Soudan.

prospection pétrolière interrompues en 2010⁸⁹ et sur lesquelles Ethiopie et Chine fondent de grands espoirs. Enfin, il ne faut pas négliger l'aura dont jouit l'Ethiopie en Afrique en tant que résistant à la colonisation, deuxième pays le plus peuplé, principale puissance régionale et siège des institutions africaines. C'est certainement une des raisons qui a poussé la Chine à organiser le deuxième FOCAC à Addis Abeba en 2003. Les relations diplomatiques intenses qu'entretient la Chine avec l'Ethiopie sont donc aussi un levier pour accroître son influence sur l'ensemble du continent, où son image est souvent mauvaise.

La Chine et l'Ethiopie entretiennent donc une relation étroite et même privilégiée, au regard des relations que l'Ethiopie peut avoir avec les autres grandes puissances ou que la Chine peut avoir avec d'autres pays africains. Ce partenariat « gagnant-gagnant » est motivé autant par des considérations économiques que politiques, diplomatiques voire stratégiques. Les relations économiques et commerciales ne sont qu'un moyen pour l'une et l'autre, mais un moyen pour atteindre des buts différents qui pourraient porter, à moyen terme, les germes d'une future discorde.

2.2. Les relations Chine – Djibouti et l'intérêt stratégique

La position stratégique de Djibouti n'a pas échappé aux grandes puissances, et la Chine comme les autres en ce début de XXIème siècle a jeté son dévolu sur ce petit bout de désert. Mais à la différence des autres relations bilatérales qu'entretient Djibouti avec les grandes puissances, sa relation avec la Chine ne repose pas sur le seul intérêt militaire et sécuritaire que représente Djibouti. En effet, la Chine voit en Djibouti un partenaire essentiel dans sa stratégie de développement de puissance globale, et Djibouti a élevé, pour l'instant, la Chine au rang de partenaire privilégié pour la réalisation de son plan de développement socio-économique. Cet intérêt stratégique mutuel transparait dans la vision commune que les deux pays ont de l'avenir du pays : Djibouti est avant tout un port, et c'est autour de ce port et de son importance logistique que se bâtissent les relations. Mais cette vision commune à court terme pourrait ne plus être partagée à long terme, car l'asymétrie particulièrement élevée de la relation pourrait faire diverger les intérêts particuliers.

2.2.1. De l'importance des lignes de communication

⁸⁹ La société malaisienne Petronas avait obtenue en 2006 des concessions pour réaliser des travaux de prospection pétrolière dans la région de l'Ogaden, au Sud-Est de l'Ethiopie. En 2007, l'attaque d'un site d'exploration sismique par des rebelles de l'*Ogaden National Liberation Front* (ONLF) avait fait 74 morts dont 65 ressortissants chinois. Petronas a décidé de quitter le pays en 2010, sans avoir terminé sa campagne exploratoire qui sera temporairement reprise par le chinois Petrotrans en 2011. Voir AUGÉ Benjamin, « Pétrole et gaz en Afrique de l'Est : quels enjeux et quels périmètre », *Note de l'IFRI*, mars 2015.

L'importance de Djibouti se mesure donc à travers son activité portuaire. C'était déjà la raison de l'implantation française à la fin du XIX^{ème} siècle, d'abord relais de charbonnage sur la route de l'Orient, puis débouché concurrent du port britannique de Zeyla pour l'accès au marché abyssin et à la ville commerçante de Harar que l'empereur Ménélik II vient de lui rattacher. Aujourd'hui, cette fonction d'Etat-port est en train de se renforcer. La construction des terminaux container et pétrolier de Doraleh, achevés respectivement en 2008 et en 2006, avaient déjà considérablement augmenté les capacités portuaires du pays. Ce fut d'abord les émiratis qui ont investi dans la gestion du port autonome international de Djibouti (PAID) en 2000 et la construction de ces nouvelles infrastructures portuaires⁹⁰. Un litige quant à l'extension du terminal container de Doraleh a provoqué le départ de *DP World* de la gestion du PAID en 2011, avant qu'en 2013 la société publique chinoise *China Merchants Holding International* ne rachète 23,5% des parts du port de Djibouti et des deux tiers du Terminal Container de Doraleh (DCT) qui reste malgré tout opéré par *DP World*⁹¹. Ce fut sans doute cet incident avec les autorités émiraties qui fut le déclencheur du partenariat stratégique que sont en train de nouer la Chine et Djibouti. Car c'est aujourd'hui la Chine qui investit massivement à Djibouti, notamment pour financer la construction des grandes infrastructures nécessaires pour réaliser l'ambition de faire de Djibouti « un phare de la mer Rouge » en 2030. Les 14 grands projets sont financés (8,9 milliards de dollars sur 14,4 milliards nécessaires)⁹² et en grande partie construits par des entreprises chinoises. Pour ne citer que les plus emblématiques : la construction d'un port multi-usage à Doraleh (590 million de dollars, cofinancés par le Port de Djibouti et la *China Merchants Holding International* – 85% de la part de l'*Exim Bank*) qui devrait plus que doubler la capacité portuaire⁹³ ; la construction d'une nouvelle zone franche de 48 km² dans la région de Khor Ambado (cout estimé de 3,5 milliards de dollars, construit par le groupe chinois *Dalian Port* et financé conjointement par le Port de Djibouti et la *China Merchants Holding International*). En développant ses capacités logistiques, Djibouti entend capitaliser à la fois sur sa position géographique qui lui permet d'être connecté à l'une des grandes voies de transit du commerce internationale (20% du commerce maritime passe par le détroit de Bab-el Mandeb) et devenir ainsi le port de référence pour le transbordement en Afrique de l'Est, et profiter de l'augmentation constante

⁹⁰ Notamment à travers la société *DP World : Dubai Port World*, gérant plus de 60 ports à travers le monde.

⁹¹ Voir notamment FOCH Arthur, « Déterminants et perspectives de la privatisation des infrastructures à Djibouti : Leçons tirées de trois études de cas », *Centre d'économie de la Sorbonne (document de travail)*, mai 2013, 43 p.

⁹² REMY Jean-Philippe, op. cit., p.5.

⁹³ Voir « Djibouti Prepares for Mega Project Opening », *Port technology*, 15 février 2017, https://www.porttechnology.org/news/djibouti_finishing_590_million_project, consulté le 27 février 2017

des flux en direction et en provenance d’Ethiopie. Djibouti trouve donc dans la Chine une capacité de financement, pas très regardante sur l’opportunité économique de certains projets, ni sur la soutenabilité financière de dettes trop importantes et donc du risque qui y est associé. Car ces grandes infrastructures servent également les intérêts chinois. Djibouti est un pion majeur dans le dispositif « *Maritime Silk Road* » reliant la Chine à l’Europe via le canal de Suez, justement parce qu’il permet de capter une partie du trafic maritime entre l’Asie, la péninsule arabique et l’Europe. L’alliance établie entre les armateurs CMA-CMG, *United Arab Shipping Company* et la *China Shipping Containers Lines* en 2014 après l’échec de l’alliance « P3 » entre les trois grands armateurs (Maersk, MSC, CMA CGM), échec dû à un veto chinois, illustre bien l’importance du transport maritime pour la Chine. Surtout que CMA CGM a fait de Djibouti sa base régionale de transbordement, et a renforcé début 2016 son offre de service en augmentant la fréquence des passages et en rajoutant Djibouti à ses principales lignes commerciales⁹⁴. La Chine souhaite donc faire de Djibouti sa principale porte d’entrée vers la corne de l’Afrique et l’énorme marché en développement qu’est l’Ethiopie et manière plus générale le COMESA. La Chine a d’ailleurs ouvert sa première succursale de la *Silkroad International Bank* à Djibouti en janvier 2017, qui permettra notamment de librement convertir le franc djiboutien en yuan (donc sans passer par le dollar) et facilitera ainsi les importations et exportations éthiopiennes.

Participer au développement des infrastructures logistiques djiboutiennes a donc un double intérêt pour la Chine : répondre à son besoin d’accès aux ressources (ici le pétrole sud-soudanais essentiellement) et aux marchés, ainsi que trouver des destinations à ses réserves financières (les prêts accordés par les banques chinoises pour financer ces infrastructures ont des taux d’intérêt à la mesure du risque encouru) mais aussi et surtout asseoir son partenariat stratégique avec Djibouti. Car Djibouti sera aussi le lieu d’implantation de la première base militaire chinoise permanente à l’étranger, signe que la Chine est effectivement en train de prendre des atours de puissance globale, après les accords de de sécurité et de défense signés en 2014. Cette base ne sera pour l’instant, officiellement du moins et une fois sa construction à proximité immédiate du futur port multi-fonctions de Doraleh terminée, qu’une facilité portuaire pour ses navires faisant relâche après une patrouille dans le golfe d’Aden, afin de participer à la sécurisation d’une ligne de communication vitale pour la Chine (un tiers de ses exportations passent ici). Mais elle pourrait à terme accueillir jusqu’à 10 000 soldats, et

⁹⁴ « CMA CGM : nouveaux services vers Djibouti et l’Ethiopie », Mer et Marine, 22 mars 2016, www.meretmarine.com/cma-cgm-nouveaux-services-vers-djibouti-et-lethiopie, consulté le 27 février 2017

surtout servir de plateforme pour des opérations en Afrique, opérations d'évacuation de ressortissants en particulier. L'établissement de cette base répond au besoin exprimé par la marine chinoise de disposer d'une base relais lui permettant de se projeter en haute-mer dans l'océan Indien, mais aussi aux difficultés qu'a rencontrés la Chine au moment d'évacuer ses 500 ressortissants du Yémen en mars 2015 et surtout 12 000 des 33 000 ressortissants chinois de Libye en février 2011. En juillet 2016, quand la crise a de nouveau éclaté au Soudan du Sud, la Chine a évacué ses ressortissants vers Djibouti. Par ailleurs, son nouveau positionnement permanent au sortir de la mer Rouge fait courir la menace d'un blocage de la sixième flotte américaine en Méditerranée, participant ainsi à son effort de cloisonnement de la puissance militaire américaine.

2.2.2. De la dette et des intérêts divergents

Pour faire accepter une présence de plus en plus imposante dans le paysage djiboutien, la Chine multiplie les initiatives censées améliorer son image. Constructions d'école ou de collège en brousse ou dans les rares villes du pays, coopération culturelle avec l'établissement d'instituts Confucius ou formations techniques et universitaires en Chine, la Chine ne ménage pas ses efforts pour développer son influence selon des méthodes bien rodées. Seulement les djiboutiens ne sont pas dupes : certes les infrastructures leur profitent aussi, mais elles sont construites par des entreprises chinoises, avec de la main d'œuvre et du personnel chinois, et souvent selon des standards de qualité bien en dessous des standards occidentaux. Deux exemples personnellement vécus par l'auteur illustrent cette défiance : d'une part la construction d'un collège à proximité de la petite bourgade de Holl Holl (environ 500 habitants), censé également bénéficier à tous les nomades de la région. Les ouvriers chinois se sont attirés les foudres de la population par leur attitude autant que par l'absence de travail offerts aux « hollandais », et après 2 ans d'usure par le soleil les bâtiments ont dû être rénovés grâce à un don ... français. De même, lors de la construction d'un pylône relais de téléphonie mobile au sommet du mont Erolé, la Chine a gracieusement offert des commutateurs fabriqués en Chine. Commutateurs qu'il a fallu changer après 6 mois de dysfonctionnement, par des commutateurs allemands payés cette fois au prix fort... Autant dire que le « Djibouti, un amour de Chine » dont parle Sonia Le Gouriellec n'est pas partagé par tous, et le sino-enthousiasme semble plutôt réservé aux rares à profiter des retombées économiques, pas encore sociales, des investissements réalisés.

Car si les intérêts immédiats semblent convergents (infrastructures et position stratégique), les intérêts à moyens termes semblent plus éloignés. Le projet de développement djiboutien est financé avant tout par de la dette. Si les investissements directs chinois sont en augmentation, ils ne concernent qu'une infime partie du financement des infrastructures qui repose sur le secteur public. Le poids de la dette est alors en constante augmentation. La dette extérieure représentait ainsi 50% du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2014, 60% en 2015 et 80% en 2017, principalement en faveur des grandes banques d'Etat chinoises, dont l'*Exim Bank* omniprésente dans cette partie du globe. Ce surendettement présente plusieurs risques : la banqueroute de l'Etat djiboutien pourrait permettre à la Chine de récupérer les infrastructures logistiques à moindre coût, un peu à la manière du PAID en 2013 ; surtout, la Chine pourrait en profiter pour dicter ses conditions dans des domaines relevant de la souveraineté nationale : monnaie, diplomatie ou défense par exemple. « La Chine s'est peut-être offert pour quelques centaines de millions de dollars une influence déterminante dans un point stratégique de la planète »⁹⁵. Cependant, Djibouti a pris soin d'ancrer sa politique de développement autour de sa dépendance de l'économie éthiopienne et du « multi-alignement ». Elle pourrait être tentée, en cas de pression chinoise trop forte, de se tourner à nouveau vers ses partenaires arabes ou retourner vers les puissances occidentales. La Chine surestime aussi sans doute l'influence politique que la dette lui procure, et les intérêts djiboutiens seraient alors totalement divergents des intérêts chinois : l'une chercherait à acquérir l'autre à peu de frais, l'autre à s'en éloigner grâce à son rôle stratégique qui ne peut que se renforcer dans les années à venir.

2.3. Les relations Djibouti – Ethiopie et l'intégration régionale

Après les relations entre la puissance globale encore en maturation et ces deux pays qui cherchent désespérément une alternative au modèle occidental de développement, la relation entre Djibouti et l'Ethiopie pourrait presque paraître équilibrée. La dépendance mutuelle qui existe entre eux, dépendance économique en premier lieu, ne fait que prolonger une relation entre peuple du désert et peuple des hauts plateaux qui existe depuis deux millénaires. « Les frontières sont la revanche de l'histoire sur la géographie », aurait presque pu dire l'historien Fernand Braudel. Les relations entre Djibouti et l'Ethiopie sont nettement plus que des Etats aux intérêts convergents. Ce sont des peuples qui ont résolument décidé d'unir leur destin, de manière aujourd'hui quasi définitive. Pourtant, ces relations ne sont pas parfaites, entre un

⁹⁵ REMY Jean-Philippe, op. cit.

géant éthiopien en pleine dynamique développementaliste et un tout petit bout de désert qui ne doit sa survie qu'à son intérêt stratégique pour les puissants de ce monde.

2.3.1. Une interdépendance assumée

Dans la relation entre ces deux pays, c'est bien évidemment la dépendance économique mutuelle qui paraît la plus évidente. Car Djibouti ne pourrait pas survivre sans la manne que lui apportent ses ports, seule source de financement extérieur hors les loyers de stationnement des bases étrangères. Or, en 2015, le trafic éthiopien a représenté 83% du trafic de marchandises et 77% du trafic d'hydrocarbure des ports djiboutiens⁹⁶, le reliquat étant constitué des importations pour le marché djiboutien lui-même. Les recettes de l'Etat djiboutien sont donc directement liées à la bonne santé de l'économie éthiopienne, ou au moins à la persistance de sa dépendance à l'accès à la mer. Car en même temps, Djibouti est le cordon ombilical de l'Ethiopie, par lequel passe l'énorme appétit en hydrocarbures et marchandises de son économie en plein développement⁹⁷. Près de 90% du trafic extérieur éthiopien passe par le port de Djibouti, et si la part devrait rester stable à court terme, les volumes devraient augmenter avec le développement de la consommation et l'augmentation prévue des exportations. Cette interdépendance économique est aujourd'hui assumée : « l'Ethiopie a accepté que Djibouti soit un hub [indépendant] ».

Cette interdépendance se renforce encore et prend aujourd'hui de nouveaux atours, avec le développement d'infrastructures dites « intégrées ». La plus symbolique est certainement le chemin de fer entre Djibouti et Addis Abeba, premier du genre entièrement électrifié et à écartement normal en Afrique. Autre exemple, l'ouverture en 2011 de l'interconnexion électrique qui permet à l'Ethiopie de fournir 50 % de l'électricité consommée à Djibouti. Une deuxième ligne haute-tension transnationale devrait entrer en service en 2017. Plus révélateur encore de la relation particulièrement forte qui unit aujourd'hui les deux pays, la construction d'une adduction d'eau entre Dire Dawa en Ethiopie et la ville de Djibouti et qui devrait permettre de fournir gratuitement à Djibouti 100 000 m³ d'eau par jour. Notons au passage que tous ces projets font l'objet d'un financement chinois (*Exim Bank*) et sont réalisés par des entreprises chinoises...

⁹⁶ Chiffres issus du rapport annuel de la Banque Centrale Djiboutienne 2015.

⁹⁷ Le taux de croissance de l'économie éthiopienne a été de 10,3% du PIB en 2014, 8,7% en 2015 et 6,5% (prévision FMI) en 2016. Cette baisse relative du taux de croissance est surtout dû aux sécheresses ayant affecté les récoltes fin 2015 et début 2016, ainsi qu'à l'effondrement du cours des matières premières agricoles dont le café - l'agriculture représente 42% du PIB. La prévision du taux de croissance est de 7,5% en 2017 et 2018 (FMI août 2016).

Les relations entre ces deux pays se mesurent également très bien à travers les relations sociales entre leurs populations. Les deux ethnies qui cohabitent à Djibouti, les somalis et les afars, s'étendent au-delà de la frontière éthiopienne. La majeure partie des afars vivent en Ethiopie, et il est très courant pour ce peuple nomade de se déplacer sur un territoire qui ne connaît pas les frontières internationales. Les issas, clan somali de Djibouti, sont également présents en Ethiopie, jusque dans la région de Dire Dawa, deuxième ville du pays. L'ougass, leur chef traditionnel, a d'ailleurs un poste permanent de député au parlement régional de la région somali, alors que le président de la république de Djibouti, Ismael Omar Guelleh, est né à Dire Dawa, ce qui lui vaut régulièrement d'être taxé « d'éthiopien » par ses propres concitoyens. Le tourisme transfrontalier est ainsi particulièrement développé, surtout par les familles de la classe moyenne djiboutienne qui vont passer les terribles mois d'été à la relative fraîcheur d'Harar ou de Dire Dawa, profitant aussi directement du khat à peine récolté. Le khat, qui symbolise peut-être à lui tout seul l'interdépendance entre l'Ethiopie et Djibouti. L'immense majorité de la population masculine djiboutienne consomme de cette drogue douce aux effets euphorisants et stimulants proche de ceux de l'amphétamine, qui se consomme sous forme de branches d'arbuste fraîchement coupées⁹⁸. A Djibouti, la vie semble s'arrêter vers 14h00 quand arrive enfin les branches tant attendues. Exportés directement depuis la région d'Hawaday (baptisé « New-York », car le commerce du khat ne s'y arrête jamais) à proximité d'Harar par avion via Dire Dawa, le khat absorbe entre la moitié et les trois quarts des revenus d'un ménage djiboutien. Il n'est pas rare d'entendre que qui contrôle l'approvisionnement en khat, contrôle Djibouti : ce n'est peut-être pas un hasard si le commerce officiel du khat à Djibouti serait sous la coupe de Kadra Mahamoud Haïd, épouse du président djiboutien.

Enfin, les relations diplomatico-militaires ne sont pas en reste, alors que la convergence d'intérêts sécuritaires et politiques paraît évidente. Les deux pays partagent un ennemi commun, l'Erythrée, avec lequel ils ont chacun eu un conflit frontalier : l'Ethiopie entre 1998 et 2000, une guerre qui a fait jusqu'à 140 000 morts de part et d'autre et dont des résurgences apparaissent régulièrement, comme en juin 2016 ; Djibouti en juin 2008, dans la région de Doumeira, à l'extrême Nord du pays et à l'endroit même où un pont pharaonique devait être construit entre les deux rives du détroit de Bab-El-Mandeb. Comme le dit Sonia Le Gouriellec, « sa communauté de destin avec l'Ethiopie fait du petit Etat un acteur du conflit historique qui oppose l'Ethiopie et l'Erythrée. [...] Djibouti a donc autorisé les troupes

⁹⁸ Voir [https://fr.wikipedia.org/wiki/Khat_\(botanique\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Khat_(botanique)).

éthiopiennes à se positionner sur son territoire, non loin de la frontière érythréenne »⁹⁹. La signature en avril 2016 d'un protocole d'accord global dans le domaine de la sécurité et militaire par les deux ministres de la défense, au lendemain de la tenue d'une commission mixte entre les chefs d'état-major éthiopien et djiboutien, n'y est sans doute pas étrangère. A moins que ce protocole d'accord ne vienne renforcer l'implication commune des deux pays en Somalie, où des contingents luttent contre le groupe djihadiste Harakat Al Shabaab dans la même zone sous l'égide de l'AMISOM. Cette coopération militaire ne prend pas qu'une forme opérationnelle, puisque des officiers djiboutiens sont régulièrement formés en Ethiopie (dans le domaine de la maintenance aéronautique en particulier), ou que des unités djiboutiennes bénéficient des structures de formation et d'entraînement de l'armée éthiopienne¹⁰⁰. Enfin, le premier ministre éthiopien Hailemariam Desalegn s'est rendu en visite officielle à Djibouti en février 2015, première visite officielle d'un premier ministre éthiopien depuis la fin du régime du Derg en 1991¹⁰¹.

Si elles sont essentiellement bilatérales, ces relations visent également à promouvoir une meilleure intégration régionale. Les deux pays, membres de l'IGAD, militent donc pour une plus grande implication de cette organisation dans la résolution des conflits. Si l'Ethiopie est le « parrain » des discussions entre factions opposées au Soudan du Sud, c'est bien l'IGAD qui a obtenu mandat de l'UA pour tenter de résoudre « la crise ». Dans le concept de sécurité collective de l'UA, les forces africaines en attente de l'Afrique de l'Est sont constituées d'une brigade qui s'appuie essentiellement sur le pays membres de l'IGAD¹⁰². Néanmoins, leur ambition d'intégration régionale plus poussée a avant tout un sens économique. Les deux pays militent pour toujours plus d'infrastructures transnationales « intégrées », avec le soutien actif de la Chine d'ailleurs. Le projet d'oléoduc entre les gisements de Melut au Soudan du Sud et Djibouti est un bon exemple. L'ambition éthiopienne de construire toujours plus de routes, de voies ferrées et de lignes électriques connectées avec ses voisins en est un autre, alors que le

⁹⁹ LE GOURIELLEC Sonia, « Djibouti dans le jeu international », op. cit., p. 15. A noter que dans les sources d'actualité, seul le site *hch24.com* très controversé (opposant politique au président djiboutien) et *La lettre de l'océan indien* relatent cette incursion éthiopienne.

¹⁰⁰ Deux bataillons ont ainsi été formés et entraînés en Ethiopie en 2009 et 2010 (témoignage de l'auteur).

¹⁰¹ Particulièrement étonnant, cette visite marque aussi peut-être la fin des envies d'annexion éthiopienne en symbolisant officiellement l'indépendance djiboutienne

¹⁰² L'East African Stand-by Force (EASF, auparavant EASBRIG) doit pouvoir compter sur la participation de 9 pays (Burundi, Comores, Djibouti, Ethiopie, Kenya, Rwanda, Seychelles, Somalie, Soudan). Si les éléments de coordination et de planification se trouvent à Nairobi au Kenya, le PC de la brigade et le commandement logistique de la force se trouvent à Addis Abeba. Le premier exercice de la force a eu lieu à Djibouti en décembre 2009.

président djiboutien et le premier ministre éthiopien poussent même pour l'extension de l'interconnexion ferroviaire vers l'Est et la côte atlantique.

2.3.2. Une dissymétrie subie

Les relations entre l'Ethiopie et Djibouti prennent donc la forme d'une forte interdépendance, recherchée et assumée. Pourtant, ce « mariage de raison » n'est pas sans étonner, et les relations entre ce géant en devenir et ce « confetti d'empire » semblent particulièrement dissymétriques. Par le poids démographique tout d'abord, l'Ethiopie étant cent fois plus peuplée que Djibouti. Le poids économique ensuite, le PIB de Djibouti s'est élevé à 1 727 millions de dollars en 2015, celui de l'Ethiopie à 61 540 millions de dollars, soit 60 fois plus. L'armée éthiopienne, forte de 135 000 hommes, dispose de forces blindés, mécanisées et aériennes aguerries et performantes, alors que les forces armées djiboutiennes dépassent à peine les 6 000 hommes et ne comptent que quelques blindés légers et des hélicoptères. D'un autre côté, le PIB par habitant est trois fois plus élevé à Djibouti (1 788 dollars) qu'en Ethiopie (686 dollars)¹⁰³, même si les conditions socio-économiques sont comparables pour la majorité de la population. On comprend alors la crainte djiboutienne qui perdure depuis son indépendance : repousser la tentation de l'annexion de l'allié éthiopien.

Historiquement, les relations entre l'Ethiopie et Djibouti ont été marquées par cette menace. « [A l'indépendance,] la France avait déployé sa plus grosse opération aéronavale depuis la seconde guerre mondiale afin de protéger le territoire des velléités d'annexion de ses voisins éthiopiens et somaliens »¹⁰⁴. De la même manière, en 1991, la France déclenche l'opération « Gadoria », afin de contrôler les incursions des reliquats des armées du régime éthiopien en débandade face aux efforts conjugués du TPLF et EPLF¹⁰⁵. La guerre érythro-éthiopienne entre 1998 et 2000 ayant définitivement fermé les débouchés maritimes d'Assab et Masawa à l'Ethiopie, celle-ci dû se reporter intégralement sur le port de Djibouti pour ses approvisionnements. Cette dépendance accrue est souvent mal vécue par l'Ethiopie, qui y voit une vulnérabilité dans sa vocation de puissance régionale, surtout si les tensions entre les

¹⁰³ Les chiffres cités dans ce paragraphes proviennent de la Banque Mondiale (www.worldbank.org/en/country/) et de la COFACE (www.coface.com/fr/Etudes-economiques-et-risque-pays/), consultés le 01 mars 2017

¹⁰⁴ LE GOURIELLEC Sonia, « A Djibouti, la France doit sortir d'une vision uniquement sécuritaire », *Le Monde*, 17 février 2017. L'opération en question est l'opération Saphir II, regroupant jusqu'à 17 navires dont le porte-avion Clémenceau puis Foch. Le but de l'opération était autant de garantir l'indépendance djiboutienne que d'éviter que la totalité des rives du détroit de Bab-Elmandeb ne tombe entre les mains soviétiques. Pour cette opération, voir SUTEAU Laurent, « La diplomatie navale au service du maintien de la paix : l'opération Saphir II et l'indépendance de Djibouti », *Stratégique*, n°89-90, 2008, 238 p., p. 189 – 211.

¹⁰⁵ TPLF : Tigray Popular Liberation Front, front de libération populaire du Tigray. EPLF : Erythraean Popular Liberation Front, front de libération populaire de l'Erythrée, encore au pouvoir aujourd'hui.

grandes puissances installées à Djibouti venaient à augmenter et remettaient en cause son accès à la mer.

Ainsi, si l’Ethiopie a compris qu’il ne pourrait pas garantir son accès à la mer par la force, elle se tourne désormais vers la politique pour préserver celui-ci. Hailemariam Desalegn proposait par exemple en février 2015 « d’aller au-delà de l’intégration économique et invitait les représentants djiboutiens de l’Assemblée nationale à une plus grande intégration politique (*closer political integration*). Des critiques ont émergé dénonçant un agenda caché ou un ‘ mariage forcé’, qui font échos aux menaces d’annexion du territoire djiboutien au moment de l’indépendance, devenue mythe fondateur de la souveraineté djiboutienne. »¹⁰⁶ Cette intégration politique plus poussée pourrait prendre plusieurs formes, dont celui de l’alliance politique ou de l’intégration dans l’Etat fédéral éthiopien, mais plus certainement un renforcement de l’intégration régionale en dotant l’IGAD d’un rôle politique plus important, du moins tant que l’Ethiopie peut le contrôler par son poids relatif. Tentation ou menace, une chose est sûre : les risques encourus sont particulièrement déséquilibrés.

Car si Djibouti tient l’Ethiopie par l’estomac, l’Ethiopie tient Djibouti à la gorge. L’Ethiopie peut trouver d’autres accès à la mer, comme par exemple le port de Berbera au Somaliland où le groupe émirati *DP World*, évincé de Djibouti, a remporté le contrat de rénovation et de gestion¹⁰⁷. Un accord signé entre Addis Abeba et Hargeysa prévoit que, à terme, 30% du trafic portuaire à destination ou en provenance d’Ethiopie passera par ce port. L’Ethiopie prévoit également une voie ferrée la reliant à Khartoum, et de là vers Port-Soudan. Au contraire, Djibouti n’a pas d’autre partenaire commercial que l’Ethiopie, et une baisse du trafic éthiopien dans ses ports serait une catastrophe pour l’économie djiboutienne, catastrophe dont elle aurait certainement les plus grandes difficultés à se remettre. Djibouti essaie de diversifier son économie (finance, tourisme, transbordement maritime) comme ses partenaires (voir au-delà de l’Ethiopie par exemple), mais son endettement actuel comme sa faible attractivité en cas de rupture du partenariat avec l’Ethiopie ne permettrait pas, au moins dans les 15 ans à venir, de survivre avec ses seules ressources nationales. Dans cette relation d’interdépendance que les deux pays ont construite, l’un a plus à perdre que l’autre et subi la dissymétrie comme un potentiel facteur de déstabilisation, voir comme une possible position de vassalité vis-à-vis de son voisin.

¹⁰⁶ LE GOURIELLEC Sonia, « Djibouti, un amour de Chine », *The Conversation.fr*, 23 décembre 2015, <http://theconversation.com/djibouti-un-amour-de-chine-52579>, consulté le 28 septembre 2016

¹⁰⁷ « Somaliland : DP World remporte un contrat pour la gestion du port de Berbera », *Le Monde Afrique*, 06 septembre 2016.

3. Gagnant et perdant : analyse des résultats des relations

Une relation, par définition, est un lien qui unit deux entités. Les relations entre deux pays sont donc l'ensemble des liens qui les unissent. Si l'on considère que les Etats ne se conduisent pas de manière aussi erratique que ce qu'on leur prête sur la scène internationale, les liens qu'ils tissent avec d'autres Etats sont donc la traduction d'un but, conscient le plus souvent, caché parfois, ignoré ou inconscient de temps en temps. La partie qui précède s'est concentrée sur les caractéristiques des relations et la manière dont elles soutenaient, ou pas, les objectifs propres de chaque pays. Il s'agit maintenant de se placer à un niveau un peu plus global, et d'observer les effets de ces relations, leur pertinence, et surtout, en considérant qu'une relation est aussi une confrontation, d'en décrire la capacité à soutenir les objectifs de chaque pays, avec les risques et les enjeux qui vont avec. Pour reprendre encore une fois la métaphore de la planification opérationnelle, après avoir mesuré la performance des relations dans la partie précédente, cette dernière partie se propose d'en mesurer l'efficacité, pays par pays.

3.1. La Chine, une puissance encore fragile

Poids lourd des pays étudiés, première puissance économique mondiale ou en passe de le devenir, la Chine s'ambitionne en puissance globale, à parité stratégique avec les Etats-Unis. Pour réaliser cet objectif, elle a trois besoins essentiels : un accès aux ressources, le développement de marchés d'exportation, et le développement d'une puissance non plus seulement économique mais aussi politique et militaire. Ses relations avec les deux autres pays ont donc été développées pour satisfaire ses besoins, suivant une stratégie qui visait avant tout à « vendre » un modèle chinois de développement. Pourtant, si l'Ethiopie et Djibouti ont accueilli ce modèle avec enthousiasme, elles le considèrent avec un œil critique et comptent bien limiter leur dépendance vis-à-vis de la Chine au strict nécessaire, alors que la Chine se verrait plutôt en parrain d'un continent africain qu'elle pourrait facilement orienter en son sens.

3.1.1. Les limites de la stratégie chinoise

Pour y parvenir, la stratégie chinoise pourrait se résumer ainsi : elle propose un modèle particulier de développement, qu'elle soutient de tout le poids de son économie (investissement et commerce) en échange d'influence géopolitique, et qu'elle présente comme une forme alternative de la coopération traditionnelle occidentale puisqu'il s'agit d'un

partenariat « gagnant – gagnant » basé sur la notion de développement mutuel dans le cadre d'une coopération Sud – Sud. La Chine a donc cherché à ouvrir le jeu en sa faveur, alors que l'Ethiopie et Djibouti était plutôt tournés vers les grands bailleurs traditionnels. Profitant de la réticence de ces bailleurs à financer des projets controversés (pour des raisons politiques, financières, environnementales, etc.), la Chine y a vu l'opportunité de s'offrir de l'influence géopolitique dans une région éminemment stratégique et prometteuse en échange du financement de plans de développement qu'elle entend au mieux guider, au pire inspirer. Pourtant, la Chine semble surestimer sa réelle capacité d'influence sur Djibouti et l'Ethiopie. D'une part parce qu'en tant que nouvelle arrivée, elle n'a pas encore compris tous les particularismes locaux. Outre que l'« approche culturelle » héritée de l'expérience coloniale ne corresponde pas à sa façon de penser, elle semble faire preuve également d'une certaine naïveté dans ses relations bilatérales ou multilatérales. L'intéressement des protagonistes d'une relation ne fait aucun doute, et l'Ethiopie comme Djibouti ont bien conscience que le financement chinois n'est pas désintéressé. Si elle est peu regardante sur les conditions politiques intérieures, les conditions économiques et financières du pays ou la destination des investissements, ils savent qu'un jour ou l'autre, la Chine exigera un retour de manivelle. Le *packaging* de « partenariat Sud – Sud entre pays ayant subi le joug de la domination occidentale » n'empêchera pas la méfiance de ses pays, qui chercheront justement à se prémunir d'une exigence politique trop démesurée en retour par rapport aux bénéfices retirés. Parce que si la Chine a réussi à ouvrir le jeu en sa faveur, elle n'a pas totalement réussi à le fermer, pour reprendre Jean-Pierre Cabestan¹⁰⁸. Car la Chine finance avant tout par de la dette et très peu par l'aide directe, à la différence des grands bailleurs qui continuent de financer le développement. Les investissements chinois, essentiellement dirigés vers les infrastructures ou le développement industriel, servent avant tout à financer des travaux réalisés par des entreprises chinoises (quelques exceptions permettent d'éviter une critique trop grande) avec de la main d'œuvre chinoise et des matériaux et matériels fournis par l'industrie chinoise. Cette façon d'autofinancer sa croissance comme elle l'a financée dans les années 90 sur son marché intérieur est de moins en moins accepté par l'Ethiopie et Djibouti, qui remettent en cause la qualité des installations, l'impact moindre sur l'emploi local, la concurrence aux entreprises locales qui ne bénéficient ni des financements, ni des transferts technologiques nécessaires pour se développer. L'Ethiopie et Djibouti y trouvent pour l'instant leur compte, finançant leur développement à peu de frais, mais commencent aussi à remettre en question

¹⁰⁸ CABESTAN Jean-Pierre, op. cit., p. 67.

un mode d'action¹⁰⁹ qui ne permet pour l'instant que de la croissance sans développement. Le gouvernement éthiopien est particulièrement vigilant sur ce point, et ayant appris des modèles chinois et Est-asiatiques, il protège de plus en plus son économie en exigeant des partenariats avec des entreprises locales, en autofinçant une partie de son investissement en infrastructures et en réservant une part de la construction aux entreprises nationales, ou encore en exigeant un quota minimal d'employés éthiopiens dans les entreprises. Enfin, la Chine doit aussi faire face à de nouveaux émergents (Corée du Sud, Turquie, Inde, Arabie Saoudite et Emirats Arabes Unis entre autres) sur un marché qui devient très concurrentiel, ce qui rend son impact politique moins fort que si elle était en position de monopole. Elle a donc de moins en moins tendance à masquer ses intentions politiques, ce qui peut alors renforcer le sentiment de « néocolonialisme » qui prévaut dans le reste de l'Afrique, notamment celle qui est riche en ressources naturelles. La dette est néanmoins un excellent moyen de pression de la Chine, surtout vis-à-vis de Djibouti pour qui elle paraît beaucoup moins soutenable, moins vis-à-vis de l'Éthiopie qui développe une stratégie de contournement d'un éventuel « blocage » djibouto-chinois de son accès à la mer.

3.1.2. Des responsabilités de la puissance

La Chine cherche à transformer sa puissance économique en puissance globale, cela ne fait aujourd'hui plus aucun doute. L'installation de sa première base à l'étranger à Djibouti montre qu'elle cherche un relais pour sa marine afin de lui conférer la capacité à opérer en haute-mer, en particulier dans l'océan Indien et le golfe d'Aden. Il s'agit de protéger une ligne de communication maritime fondamentale pour son commerce, mais aussi de garantir la sécurité des plus d'un million de ressortissants présents en Afrique et de veiller sur ses intérêts dans la zone, à savoir ses investissements dans l'économie éthiopienne et sud-soudanaise et par là dans les infrastructures logistiques à Djibouti. « Un grand pouvoir ne peut se concevoir qu'accompagné de grandes responsabilités »¹¹⁰ : c'est en quelques sortes le message que les autres grandes puissances aimeraient faire passer à la Chine. Puissance nucléaire, membre permanent du conseil de sécurité et possédant l'armée la plus nombreuse au monde¹¹¹, la Chine reste pour l'instant sur sa position de non-interventionniste dans les affaires du monde,

¹⁰⁹ La Chine a l'énorme avantage de pouvoir proposer des « paquets intégrés » mêlant étude, financement, réalisation et appui au fonctionnement en un temps très court, contre lesquels les pays occidentaux ne peuvent s'aligner. Sur ce sujet, voir BERMOND, DAUBET et GAUTHIER, op. cit., p. 145, ou CABESTAN Jean-Pierre, op. cit., p. 66.

¹¹⁰ Ben Parker à son neveu « Spiderman », dans LEE Stan, *Amazing fantasy*, n°15, Marvel, 1962

¹¹¹ Avec une force de plus de 2 millions de soldats et un budget de 200 milliards de dollars (1,8% du PIB) en 2016.

hors Asie du Sud-Est quelle considère comme sa zone naturelle d'influence lui conférant de la profondeur stratégique. Mais le développement de ses investissements en Afrique, zone particulièrement crisogène, est en train de changer cette ligne politique : l'intervention au Soudan du Sud, au Libéria, au Darfour puis récemment au Mali sous l'égide de l'ONU montre que la Chine s'engage de plus en plus militairement sur le continent. L'installation de sa base à Djibouti pourrait donc laisser entrevoir un changement dans son principe de non-intervention en dehors du cadre strict des opérations de maintien de la paix de l'ONU. Mais il est cependant peu probable que la Chine prenne toute la place que lui confère sa puissance potentielle, notamment parce qu'elle irait à l'opposé de son discours maintenant bien rodé de modèle alternatif au modèle occidental. La Chine va donc continuer à user massivement de son *soft power* économique soutenu par un rayonnement culturel de plus en plus visible pour acquérir de l'influence politique. Cependant, l'absence de volonté d'utiliser du *hard power*, autrement dit de sa capacité de coercition, est aussi un facteur de faiblesse, en particulier en Afrique où les rapports de force dominant toujours les rapports entre groupes sociaux, et donc entre Etats. La Chine se verrait bien en leader éclairant le développement de l'Afrique, mais sa capacité d'influence reste pour l'instant limitée aux domaines économiques, parfois diplomatiques. Sur les grandes questions de défense et de sécurité, l'Afrique se tourne encore majoritairement vers les puissances occidentales, et Djibouti comme l'Ethiopie n'y échappent pas. Dans une Corne de l'Afrique instable, le développement économique doit être un moyen, et pas une fin en soi. Le modèle de coopération proposé lors du 6^{ème} sommet FOCAC à Johannesburg en décembre 2015 reprend ses grands principes¹¹² : égalité et confiance mutuelle sur le plan politique (pas d'ingérence ou de condition politique à la coopération) ; coopération gagnant – gagnant sur la plan économique (« favoriser le développement de l'Afrique par le développement de la Chine ») ; échanges et inspiration mutuelle sur le plan culturel ; solidarité et assistance mutuelle dans le domaine de la sécurité (la paix est facteur de stabilité et de prospérité) ; enfin, la coopération et la coordination dans le domaine des affaires internationales (faire évoluer le système de gouvernance mondiale pour donner plus de poids à l'Afrique – et donc à la Chine, espère-t-elle également). Si les pays africains ont adhéré aux soixante milliards de dollars d'aide et d'investissement promis par la Chine, ils restent dubitatifs quant aux objectifs politiques poursuivis par la Chine et sur sa capacité à fédérer par son seul *soft power*. Le développement socio-économique fait certainement partie des solutions pour résoudre les conflits endémiques de l'Afrique et en particulier dans la Corne de

¹¹² Ceux-ci sont tirés du discours d'ouverture de Xi Jinping, prononcé le 4 décembre 2015, disponible sur le site internet du FOCAC, <http://www.focac.org/fra/lttda/tsjsxtieit/t1321843.htm>, consulté le 1^{er} mars 2017.

l'Afrique, mais ce n'est pas la seule et ces conflits ont des logiques internes qui nécessitent d'imposer des conditions sociales et politiques, autant par la palabre que par la force.

Cette incapacité de la Chine à attirer au-delà de son simple pouvoir économique est un de ses principaux facteurs de faiblesse. Un autre est l'acceptabilité de son modèle, de plus en plus critiqué en interne comme sur le plan international. Les conséquences sociales et environnementales des investissements chinois sont souvent décriées, comme le « scandale » des rejets de produits toxiques dans la nature et les conditions de travail des employés dans l'entreprise modèle chinoise de fabrication de chaussures Huajian en 2013, ou le financement de la construction du barrage de Gibe III sur le fleuve Omo vu précédemment. La Chine tente de modifier cette perception négative qui nuit finalement à l'ensemble de ses investissements internationaux. Le dernier né des parcs industriels intégrés éthiopiens inauguré fin 2016 à Hawassa prend en compte ses critiques : objet d'un partenariat entre des financiers et constructeurs chinois et des investisseurs américain, indiens ou coréens, il intègre dès sa construction les besoins de protection de l'environnement et l'environnement social des employés. La Chine est donc capable de correction et d'adaptation localement. Mais l'absence d'implication dans les facteurs politiques, économique-financiers et sociaux internes est encore largement critiquée, surtout dans les pays où le modèle chinois d'Etat développementaliste est particulièrement implanté : c'est le cas en Ethiopie, et dans une moindre mesure à Djibouti. Conjugée à la propension de la Chine à traiter uniquement avec les représentants de l'Etat, les sociétés ont le sentiment d'être délaissées et acceptent de moins en moins une présence chinoise qui a toujours eu du mal à s'intégrer dans la vie locale. Il n'est pas certain que l'augmentation de l'activité d'« ONG étatiques » chinoises en Ethiopie et à Djibouti ainsi que de l'augmentation de la coopération dans le domaine social (santé, éducation essentiellement) ou l'influence culturelle suffise à diminuer cette insatisfaction croissante.

Il convient toutefois de se rappeler que si pour l'Ethiopie et Djibouti leurs relations avec la Chine constituent un espoir autant qu'un risque, ces pays ne représentent qu'une infime partie des relations extérieures de la Chine. Ils sont certes importants dans la corne de l'Afrique, mais certainement pas uniques : la Chine investit aussi massivement au Kenya ou en Tanzanie, où le projet de port de Bagamayo doit également être intégré dans la *Maritime Silk Road*.

3.2. Ethiopie : une puissance aux pieds d'argile

L'Ethiopie s'est fixée un objectif ambitieux : devenir un pays à revenu intermédiaire à l'horizon 2025. Presque 26 ans après la chute du régime de Mengistu et l'arrivée au pouvoir de l'EPRDF et à 8 ans de cette échéance, elle est en quelques sortes à la croisée des chemins. Son modèle de développement a pris le tour d'un Etat développementaliste, permettant un contrôle étroit de l'économie et de la population, mais porteur également d'un certain nombre de risques et d'enjeux qui pourraient remettre en cause son fondement politique autant que le maintien d'un rythme de développement tel qu'elle l'a connu au cours des 10 dernières années. Puissance régionale influente, elle a aussi deux faiblesses particulières : son unique axe logistique, qui la lie à Djibouti dans une communauté de destin enfin acceptée, et son partenariat stratégique avec la Chine, qui y expérimente une nouvelle forme d'investissement : économie contre influence géopolitique régionale. « Le partenariat avec la Chine est conforme autant à ses priorités intérieures qu'à ses objectifs internationaux. Il contribue à consolider l'emprise de l'EPRDF sur le système politique et l'armée, il favorise le développement économique, diversifie les sources de financement extérieures, accroît sa marge de manœuvre dans ses tractations souvent difficiles avec ses donneurs traditionnels »¹¹³. Pris ensemble, les limites de l'Etat développementaliste et les risques de sa puissance forment une image assez particulière de l'Ethiopie, celle d'un géant dont l'ombre s'impose sur ses voisins, mais d'un géant aux pieds d'argile qui pourrait facilement trébucher.

3.2.1. Les limites du développementalisme autoritaire

Les événements sociaux qui ont égrené l'année 2016 (connus sous le nom d'*oromo protest*) et conduit à l'instauration de l'état d'urgence pour 6 mois en octobre 2016 sont des révélateurs des limites du développementalisme autoritaire tel qu'il a été développé par l'Ethiopie. Parfaitement adapté à un Etat ayant une grande tradition centralisatrice et une l'expérience du développementalisme remontant à Ménélik II et Haile Selassie, cette nouvelle forme de développementalisme importé d'Asie du Sud-Est doit porter la grande ambition éthiopienne. Et les principaux indicateurs socio-économiques montrent bien qu'elle est sur la bonne voie, ou en tout cas que les plans GTPI et II produisent des effets bénéfiques sur l'économie et les conditions de vie des éthiopiens : une croissance économique soutenue malgré l'incertitude politique et une sécheresse persistante alors que le nombre de personnes nécessitant une aide humanitaire est en régression ; accès aux soins en augmentation et mortalité maternelle et

¹¹³ CABESTAN Jean-Pierre, op. cit., p. 67

infantile en diminution ; taux de chômage et prix des denrées de base stabilisés. Les investissements directs étrangers affluent (2 milliards de dollars en 2015) et les exportations, en volume comme en valeur augmentent. Cependant, même s'il y des raisons d'être optimiste, cette forme de développement est également porteuse de trois grands enjeux politiques, socio-économique et économiques.

Premièrement, le contrôle étroit de la population et le temps long nécessaire à la mise en place de changements structurels dans l'économie mettent en jeu la structure politique du pays. Les inégalités dans la redistribution des bénéfices du développement, perçus ou réels, tout comme l'accès aux postes de responsabilités et le pouvoir, l'influence (et l'enrichissement, ne soyons pas dupes) qui va avec sont les sources de la contestation sociale qui a commencé fin 2015 et s'est prolongée en 2016. Derrière ces contestations se profile le spectre de la balkanisation, notamment à cause de la constitution promulguée au lendemain de la libération du Négus rouge¹¹⁴. Celle-ci instaure un « fédéralisme ethnique », avec neuf régions et deux « villes-régions (Addis Abeba et Dire Dawa) dont les contours ont été dessinés en fonction des répartitions ethniques dans le pays. Chaque région est dotée d'une autonomie politique et en partie financière, et possède une faculté d'autodétermination pouvant aller jusqu'à la sécession. Or aujourd'hui, plusieurs conditions sont réunies pour une possible explosion ethnique, à minima un éclatement ethnique : les contestations se font avant tout sur une base ethnique, c'est le peuple oromo, majoritaire¹¹⁵ (et dans une moindre mesure amhara) qui proteste contre l'accaparement des grandes fonctions de l'Etat par l'ethnie tigréenne (minoritaire, représentant 6% de la population) et la sensation de domination qui en résulte. De plus, le pouvoir fort nécessaire au bon fonctionnement du développement autoritaire paraît aujourd'hui fragilisé. Si la succession de Meles Zenawi, décédé au pouvoir en 2013, s'est faite sans heurts, l'EPRDF, parti dominant (il a tous les sièges aux parlements et contrôle également les parlements régionaux) vit un certain nombre de tensions internes : entre réformistes et conservateurs, notamment sur la ligne à adopter vis-à-vis de l'Erythrée ; entre le pouvoir politico-économique et les services de sécurité (armée, renseignements, police fédérale) et entre vieille garde ayant connu et participé au renversement du régime et jeunes loups formés à l'occidentale¹¹⁶. Cet affaiblissement du pouvoir, dont certains signes

¹¹⁴ Il s'agit du surnom du colonel Mengistu Hailemariam, qui régna d'une main de fer sur l'Ethiopie de 1974 jusqu'à son éviction en 1991. Son alliance avec l'Union soviétique en 1977 lui valut son surnom, autant que l'instauration d'une démocratie populaire d'obédience marxiste-léniniste.

¹¹⁵ L'ethnie oromo représente environ 40% de la population éthiopienne

¹¹⁶ Sur ce sujet, voir BACH Jean-Nicolas, « L'Ethiopie après Meles Zenawi : l'autoritarisme ethnique à bout de souffle », op. cit., p. 27.

sont apparents, est pu être perçu comme une fenêtre d'opportunité pour l'opposition politique qui a vu dans l'*oromo protest* un possible déclencheur d'une ouverture politique. Les deux grands courants de l'opposition politique, l'opposition ethno-fédérale et l'opposition libérale internationale, se sont alliés pour essayer de prendre leur revanche sur les élections parlementaires de 2015 qui, grâce à une habile manœuvre politique, avait réussi à diviser et fragmenter l'opposition. Ces protestations étaient donc l'occasion de demander à la fois une plus grande ouverture ethnique et politique. Car l'aspect le plus marquant du développementalisme éthiopien est le lien entre développement et démocratie avancé par le pouvoir : « les élites sont convaincues que la meilleure prise en charge du développement se fait par des dirigeants technocratiques dynamiques prêts, à certains moments, à suspendre certaines libertés politiques au service du bien-être matériel de la majorité »¹¹⁷. La croissance d'abord, la démocratie ensuite.

De même, ce développementalisme autoritaire présente de grands enjeux socio-économiques. Le premier est celui de la répartition des bénéfices du développement. Le sentiment d'accaparement ethnique est aussi alimenté par cette inégalité flagrante dans la répartition des bénéfices, alors que le parti au pouvoir privilégie la création de richesse sur la répartition de richesses. La frénésie de construction immobilière qui saisit Addis Abeba, des immeubles d'affaire d'*Africa Avenue* aux splendides maisons des beaux quartiers d'*Hayat* ou de *Summit* en passant par les barres d'habitations pour classe moyenne des condominiums¹¹⁸ de *Bole Lemi*, illustre l'impression que certains profitent plus que d'autres du développement social et économique. Autre facteur de mécontentement, la collusion entre les élites au pouvoir et les grands groupes industriels éthiopiens, MIDROC¹¹⁹ de l'éthio-saoudien Al Amoudi très proche de la famille de Meles Menawi, ou encore le puissant complexe militaro-industriel du METEC¹²⁰ géré par les hauts gradés de l'armée éthiopienne qui renforce ce sentiment de profonde inégalité de répartition et le concentre sur le phénomène ethnique : ce n'est pas tant la collusion qui choque que le fait que ce ne soit que les élites tigréennes qui y aient droit... Mais le risque socio-économique majeur, notamment pour le pouvoir mais également pour le développement économique du pays qui repose aujourd'hui sur le dirigisme du pouvoir est celui porté par des promesses qui ne seraient pas tenues. En effet, « [l'EPRDF considère la

¹¹⁷ FOURIE Elsje, op. cit., p. 99.

¹¹⁸ 25 000 logements populaires construits par an depuis 2005. Le gouvernement prévoit d'en avoir construit 960 000 en 2025.

¹¹⁹ *Al Muwakaba for Industrial Development and Overseas Commerce*, basé à Jeddah en Arabie Saoudite.

¹²⁰ METals&Engineering Corporation. Comprend différents types d'industries, fabriquant des armes et des munitions mais également actives dans la confection textile et l'industrie pharmaceutique.

démocratisation comme une éthique devant être progressivement transmise aux citoyens par la croissance soutenue et les efforts de modernisation d'un parti dirigeant à longue durée de vie, dont la principale légitimité réside dans l'augmentation généralisée du bien-être matériel »¹²¹. C'est aussi le rôle, certes secondaire mais essentiel, des grandes infrastructures : faire office de symboles marquant visiblement les réussites du gouvernement, et les inaugurations en grande pompe sont autant de messages vers les investisseurs internationaux que vers la population éthiopienne pour lui montrer des progrès accomplis. Si la croissance n'est pas au rendez-vous, la légitimité du pouvoir et de son autoritarisme pourrait être remise en question. Jusqu'à présent, le peuple a accepté le contrôle qu'exerçait le gouvernement à travers une structure administrative pléthorique¹²². Mais avec une croissance atone, des exportations qui n'atteignent pas les volumes escomptés et des conditions conjoncturelles possiblement pénalisantes (sécheresse, chute du prix des matières agricoles et augmentation du prix des hydrocarbures), le gouvernement pourrait se trouver dans une situation économique et financière très inconfortable. La population pourrait ne plus accepter l'autoritarisme d'un pouvoir incapable de la guider sur la voie du développement, et les protestations de 2015 et 2016 sévèrement réprimées par le pouvoir et étouffées par l'état d'urgence, quelques promesses d'ouverture politique et un remaniement du gouvernement sans changement radical pourraient prendre une ampleur autrement plus importante que celles-ci.

Car le principal souci du gouvernement est surtout d'éviter une fuite des investisseurs étrangers, échaudés par le climat social et sécuritaire. Le risque d'implosion ou d'explosion paraît assez faible, l'Etat ayant un appareil sécuritaire suffisamment puissant et fidèle pour maintenir l'EPRDF au pouvoir, au besoin par la force comme il l'a montré au cours des dernières manifestations¹²³. Cette colère a été contenue, mais les autorités ont craint le pire. Au plus fort des manifestations qui ont suivi la mort de 55 personnes à Bishoftu (selon le gouvernement), en pays oromo, des entreprises, usines et fermes étrangères ont été pour la première fois attaquées et vandalisées, alors qu'une ressortissante américaine a été tuée par un

¹²¹ FOURIE Elsje, op. cit., p.99.

¹²² Un représentant administratif est nommé par kébélé, ou quartier, qu'il est chargé non seulement de surveiller, mais également d'encadrer et de garantir la productivité dans les milieux ruraux.

¹²³ Le bilan des victimes de la répression des *oromo protests* n'est pas connu exactement et fait l'objet d'une âpre bataille de communication entre le gouvernement et l'opposition et ses soutiens internationaux. Le chiffre de 200 et 500 morts est communément avancé, tandis qu'environ 25 000 personnes ont été emprisonnées lors de l'instauration de l'Etat d'urgence, qui a par ailleurs réduit les libertés de déplacement, de rassemblement et d'opinion (sous couvert de lois anti-terroristes) et a entraîné une coupure de plusieurs jours du réseau internet mobile.

jet de pierre dans la banlieue d'Addis Abeba alors qu'elle circulait dans un minibus. Ce sont ces évènements, plus que la contestation elle-même, qui ont poussé le gouvernement à décréter l'état d'urgence. Car le gouvernement cherche non seulement à protéger les investissements étrangers déjà effectués, et donc les infrastructures de production déjà installées mais aussi et surtout les futurs investissements dont l'Ethiopie a cruellement besoin pour financer son plan de développement économique. Un climat social tendu, une situation sécuritaire dégradée, bref une stabilité remise en question aurait un effet délétère sur les investisseurs étrangers qui craignent par-dessus tout l'instabilité. Le tourisme a déjà subi une baisse assez sensible en 2016, avec 800 000 visiteurs en 2016 contre 900 000 l'année précédente. Si les IDE semblent être restés assez stables sur la première partie de l'année¹²⁴, une baisse ou une moindre hausse est déjà anticipée, car quelques investisseurs ont fait savoir leur volonté d'annuler ou reporter leurs investissements. C'est dans ces conditions qu'a été inaugurée en grande pompe la nouvelle ligne de chemin de fer entre Addis Abeba et Djibouti, ou encore le nouveau parc industriel d'Hawassa. Il s'agit de rassurer les investisseurs et de leur signifier que la situation est sous contrôle. Car une chute des investissements aurait des conséquences catastrophiques : l'endettement de l'état (à hauteur de 60% du PIB en 2016) n'est viable qu'à condition de conserver une croissance soutenue, or cette croissance est directement liée au volume d'investissement effectués dans l'économie et à l'augmentation des exportations que le gouvernement en attend. Pour réaliser son plan d'investissement, le gouvernement a donc besoin d'une stabilité sociale et sécuritaire. Une image ternie, une baisse de l'attractivité et c'est l'ensemble de l'économie éthiopienne qui s'essouffle. De là à s'étouffer...

Enfin, symbole majeur du développement économique du pays et de sa « renaissance », élevé au rang de priorité nationale, le Grand Barrage Ethiope de la Renaissance (GERD) est sans doute le meilleur exemple des risques de ce dirigisme autoritaire de l'économie. Il est financé sur fond propre, mais surtout en faisant appel au patriotisme éthiope par l'émission d'obligation d'Etat achetées massivement par la population éthiope et sa diaspora à l'étranger ou par des dons récoltés lors de grandes manifestations publiques. Dans un pays qui a « davantage faim de courant que d'électricité »¹²⁵, ce barrage concentre tous les enjeux décrits précédemment : cohésion sociale, opposition politique, image interne et externe d'un pays et des capacités de son gouvernement. Il pourrait à lui tout seul provoquer un

¹²⁴ L'année fiscale éthiope va du 4 juillet de l'année A au 3 juillet de l'année A.

¹²⁵ GASCON Alain, « L'Ethiope des 15 glorieuses, moteur de l'Afrique Orientale », op.cit., p. 44.

écroulement du régime s'il ne parvenait pas à en achever la construction. Autrement dit, son échec aurait un écho interne et externe sans commune mesure avec tout autre, et d'un symbole de réussite il deviendrait le symbole de la faillite du développementalisme autoritaire éthiopien.

3.2.2. De la puissance et des vulnérabilités

Mais l'Éthiopie, ce n'est pas qu'une réussite économique sur fond d'autoritarisme ethnique¹²⁶. C'est aussi un pays dont l'influence régionale s'accroît en même temps que son développement économique, voire peut-être en le précédant. Frédéric Dantin tente de trancher entre puissance régionale et hégémon¹²⁷. Le simple fait de s'interroger sur ce choix entre puissance et hégémon est révélateur de la position singulière que l'Éthiopie occupe dans l'Afrique de l'Est, ou au minimum dans la Corne de l'Afrique. L'Éthiopie possède indéniablement les attributs du *hard power* : une capacité militaire importante, ainsi qu'une volonté de s'en servir pour tenter de stabiliser son environnement immédiat. Une population importante et qui va encore se développer¹²⁸, à la fois réserve militaire et main d'œuvre potentielle. Un État fort, un pouvoir stable dont le contrôle sur sa population lui permet de rester à l'abri des pénétrations subversives, y compris terroristes. Elle possède aussi les attributs du *soft power* : une économie en plein devenir et qui est déjà le moteur du développement économique régional et de Djibouti en particulier ; des infrastructures en développement qui devraient permettre, à terme, l'interconnexion des réseaux énergétiques, routiers et ferroviaires de la région. Une diplomatie particulièrement active, à cause du « rôle » de capitale de l'Afrique mais aussi de son poste de membre du conseil de sécurité de l'ONU. Une entreprise phare, *Ethiopian Airlines*, première compagnie aérienne d'Afrique et qui a permis à l'aéroport international d'Addis Abeba (construit et en cours d'extension par une entreprise chinoise) de devenir le hub continental du transport aérien. Une culture et une histoire unique en Afrique, vecteur important de l'influence éthiopienne. Et c'est justement son pouvoir d'attraction plus que son pouvoir de coercition qui a des effets d'entraînement importants sur ses voisins : « les grands barrages et le chemin de fer, piliers du GTP, la replacent au centre des échanges d'une nouvelle Afrique de l'Est. Les États de l'IGAD, unis par les voies ferrées de l'ERC¹²⁹, deviendront les clients de l'EEPCo¹³⁰ »¹³¹. L'Éthiopie a

¹²⁶ BACH Jean-Nicolas, « L'Éthiopie après Meles Zenawi : l'autoritarisme ethnique à bout de souffle », op. cit.

¹²⁷ DANTIN Frédéric, « L'Éthiopie : Nouvelle puissance ou hégémon régional ? », Ecole de guerre, mémoire de scolarité 2015/2016, 33 p.

¹²⁸ Les projections prévoient une population de 152 millions d'habitants en 2030.

¹²⁹ Ethiopian Railways Corporation

indéniablement le leadership sur la Corne de l'Afrique, sans pour autant exercer la domination totale que son pouvoir lui permettrait. Il y a sans doute un peu de l'influence chinoise là-dessous : la force a un pouvoir déstabilisant qui nuit aux affaires. Or l'Ethiopie a davantage besoin d'argent que de domination. Cependant, ses relations avec son proche voisinage, Djibouti en particulier, sont toujours teintée d'un rapport de force, pas forcément direct mais la communauté de destin n'empêche pas chacun de se préoccuper de son propre destin avant de s'occuper de l'autre. Et à ce jeu, l'Ethiopie a toutes les cartes pour tirer son épingle du jeu des puissances.

En effet, l'Ethiopie évolue dans un environnement proche particulièrement volatile et avec certains voisins qui voient d'un mauvais œil le réveil du lion éthiopien. Alliée des grandes puissances dans le cadre de la lutte contre le terrorisme islamiste ou dans la stabilisation de la Corne de l'Afrique, elle bénéficie d'une sorte d'un voile pudique jeté sur ses affaires de politique intérieure, voile plus ou moins transparent en fonction des circonstances et des interlocuteurs. Le président américain, lors de sa visite officielle en juillet 2015, a déclaré au sujet des droits de l'homme : « il reste du travail à faire et je pense que le premier ministre est le premier à admettre qu'il y a encore à faire »¹³². Pas de quoi remettre en cause la relation des USA avec l'Ethiopie. La chancelière allemande, en visite officielle au lendemain de l'instauration de l'état d'urgence, se contentait de proposer une coopération policière et proposait la médiation de l'Allemagne dans la crise sociale en région Oromo. La Chine, qui comme à son habitude ne regarde pas les conditions politiques internes de ses partenaires, a élevé sa relation avec l'Ethiopie au rang de relation stratégique, pour des raisons économiques mais aussi en raison d'un soutien mutuel à la résolution de la crise sud-soudanaise. Mais si l'Ethiopie a des alliés, elle a aussi des concurrents et des adversaires. Le Kenyan est un concurrent avant tout économique, comme l'illustre la bataille d'influence pour capter le pétrole Sud-soudanais, bataille qui tourne à son avantage pour l'instant, ou encore la lutte que mènent les deux pays pour s'imposer dans le transport aérien en Afrique. C'est également dans le domaine culturel que les deux voisins sont concurrents, comme par exemple dans leur chasse en médailles dans les domaines de la course de fond ou de demi-fond. Mais les deux voisins sont aussi alliés dans la lutte contre Harakat al Shabab en Somalie, et Mombassa verrait bien devenir un port alternatif à Djibouti, alors que l'Ethiopie a commencé à exporter

¹³⁰ Ethiopian Electric Power Corporation

¹³¹ GASCON Alain, « L'Ethiopie des 15 glorieuses, moteur de l'Afrique Orientale », op.cit., p. 48.

¹³² « Obama : l'Ethiopie doit 'faire plus' en matière de démocratie », *L'Express*, 27 juillet 2015, http://www.lexpress.fr/actualites/1/actualite/obama-l-ethiopie-doit-faire-plus-en-matiere-de-democratie_1702350.html, consulté le 02 mars 2017.

de l'électricité vers Nairobi. Autre allié / adversaire, le Soudan a pourtant les mêmes préoccupations que l'Égypte quant aux effets du GERD sur les eaux du Nil, mais il alterne entre coopération avec l'Éthiopie et opposition au sujet du pétrole sud-soudanais ou de son conflit avec l'Erythrée. Khartoum et Addis Abeba ont néanmoins des intérêts communs, et le Soudan a bien compris qu'il avait plus d'intérêt à travailler avec l'Éthiopie que contre elle, d'où sa position de neutralité sur le dossier des eaux du Nil. Enfin, l'Éthiopie a un grand ennemi, l'Erythrée, qui est pourtant sa sœur jumelle tant les pays ont toujours eu une destinée commune qui se retrouve encore aujourd'hui dans la continuité de peuplement qui les caractérise. Le conflit meurtrier de 1998 – 2000 s'est achevé par une victoire militaire de l'Éthiopie, mais sans que la question du litige frontalier ne soit réglée. Les accrochages de part et d'autre de la frontière sont fréquents, et le dernier en juin 2016 a donné lieu à des mouvements de blindés et des tirs d'artillerie avant de retomber à un niveau d'intensité larvée. Isolée sur la scène internationale, l'Erythrée soutiendrait les différents groupes d'opposition éthiopiens¹³³ et aurait même été un soutien actif des tribunaux islamiques entre 2006 et 2009. Elle tente en tout cas de « fédérer la nébuleuse des adversaires de 'l'hégémonie éthiopienne' »¹³⁴, et l'Éthiopie y voit un bon exutoire de ses difficultés internes¹³⁵. Il est cependant difficile de mesurer exactement le pouvoir d'attraction régionale de l'Éthiopie, et les limites de son aire d'influence, même renforcés par les effets des GTP. L'Éthiopie, qui joue la carte de l'intégration régionale autant que du bilatéralisme en fonction de ses intérêts, subit également le phénomène de dilution régionale et de concurrence d'aires d'influence qui s'affaiblissent mutuellement, notamment entre la Corne de l'Afrique et l'Afrique des grands lacs, dans ce qu'on peut appeler la « grande Afrique de l'Est »¹³⁶.

Dernier marquant dans ses risques de la puissance, la relation de l'Éthiopie avec la Chine. Cette dernière a trouvé dans l'Éthiopie le creuset parfait pour y implanter son modèle de développement autoritaire, et elle entend tout faire pour que celui-ci réussisse et puisse être un

¹³³ Front de Libération Oromo (ONF), front de Libération Nationale de l'Ogaden (ONLF), Ginbot 7 (un groupe d'opposition politique basé aux Usa, mais considéré comme « terroriste par Addis Abeba. Le dernier événement, une tentative d'attentat contre le GERD déjouée le 01 mars 2017 par le Mouvement populaire de libération du Benishangul - Gumuz, que le gouvernement éthiopien dit soutenu par l'Erythrée. Voir « Planned attack on GERD foiled », *Ezega.com*, 01 mars 2017, <https://www.ezega.com/News/NewsDetails/3990/Planned-Attack-on-Grand-Renaissance-Dam-Foiled-Ethiopia>, consulté le 03 mars 2017.

¹³⁴ GASCON Alain, « L'Éthiopie des 15 glorieuses, moteur de l'Afrique Orientale », op.cit., p. 49.

¹³⁵ A titre d'exemple, l'origine des violences sur les entreprises étrangères ayant entraîné l'état d'urgence ont été attribuée par le gouvernement aux principaux groupes d'opposition soutenus par l'Erythrée et financés par l'Égypte ; l'attentat déjoué contre le GERD est attribué à un groupe qui serait soutenu et basé en Erythrée.

¹³⁶ Sur ce sujet, voir REVILLON Jérémy, « Une Afrique de l'Est ou des Afrique de l'Est ? L'intégration régionale à l'épreuve de la multiplicité », *Afrique contemporaine 2015/1*, n°253, p. 69 – 86.

symbole fort de l'efficacité de son modèle alternatif de développement. Seulement, les autorités éthiopiennes ont pris garde de se référer à un modèle unique, et préfèrent même se tourner vers plusieurs modèles pour en tirer des leçons plus explicites, voire même plus adaptées à leur stade de développement ou à certaines des caractéristiques économiques ou sociales de l'Ethiopie. Cet attachement public à ne pas s'enfermer dans un modèle unique de développement sert aussi à éviter une mainmise trop importante sur les affaires économiques éthiopiennes. Hailemariam Desalegn déclare ainsi « nous souhaitons considérer les Tigres asiatiques comme un modèle général, mais pas un pays spécifique »¹³⁷. De plus, comme décrit plus haut, le gouvernement éthiopien est particulièrement attentif à ce que l'investissement chinois en Ethiopie participe également au développement des capacités des entreprises éthiopiennes, à la fois en imposant des quotas et des partenariats, mais aussi en les amenant progressivement à s'intégrer dans le marché mondial. L'objectif de l'émulation est d'avoir des entreprises capables de s'intégrer dans les pays voisins : « l'émulation est redevenue une condition nécessaire à l'assimilation de l'Ethiopie dans l'ordre économique mondial, ainsi qu'un moyen de contrôler la teneur et la vitesse de ce qui est souvent perçu comme un processus menaçant »¹³⁸. Ce protectionnisme économique s'accompagne d'une diversification dans les sources de financement et d'investissement. Si la Chine en reste la source principale grâce à la proximité entre l'Etat, les banques et les entreprises qui permet de faire fi des risques, de proposer des prix attractifs et des délais d'exécution très courts, l'Ethiopie se tourne encore vers les grands bailleurs internationaux (Banque Mondiale, Banque Africaine pour le Développement, Banque Européenne pour l'Investissement), les économies développées ou les pays émergents. L'Ethiopie se conduit en matière de choix économiques avec une logique de diversification des sources et partenaires, même si la Chine reste le partenaire privilégié. Après tout, ne dit-on pas qu'il ne faut pas mettre tous ses œufs dans le même panier ?

Ce partenariat entre l'Ethiopie et la Chine est somme toute assez courant en Afrique. Néanmoins, il va au-delà de la simple coopération économique et politique. On rentre ici dans un partenariat stratégique, voire idéologique, quasiment d'égal à égal, au moins dans cette région du monde. La Chine, présentée comme arrogante et sure de sa puissance, aurait cependant tort de sous-estimer le nationalisme éthiopien, « le nationalisme d'un peuple fier et

¹³⁷ FOURIE Elsje, op. cit., p.93.

¹³⁸ Ibid. p. 92.

ambitieux qui a fait de sa sortie de la pauvreté la plus extrême et de sa modernisation économique la priorité des priorités »¹³⁹. L’Ethiopie a résisté aux appétits coloniaux européens, et compte bien résister aux envies chinoises.

3.3. Djibouti : une interdépendance au fort goût de vassalité

Djibouti a fait du multilatéralisme, du « multi-alignement », le fondement de sa politique étrangère. En multipliant les partenaires, Djibouti a cru éviter que sa relation avec les grands de ce monde comme avec ceux qui l’entourent ne tourne à une nouvelle forme de colonisation. Seulement son besoin impérieux de financement pour soutenir son développement socio-économique comme sa dépendance économique vis-à-vis de l’Ethiopie font apparaître un profond déséquilibre dans ses relations extérieures. En effet, si le mot « interdépendance » est dans toutes les bouches, Djibouti a pour l’instant nettement plus besoin de la Chine et dans une moindre mesure de l’Ethiopie que ce qu’elles ont besoin de Djibouti. Aussi, en voulant à tout prix éviter une nouvelle prédation coloniale, Djibouti semble se jeter à corps perdu dans les bras de la Chine, alors que le voisin éthiopien se verrait bien intégrer une nouvelle région dans sa république fédérale ethnique qui faciliterait grandement ses visées de puissance régionale. Du multi-latéralisme et l’interdépendance à la vassalité ou la colonisation, il n’y reste qu’un pas pour Djibouti qu’il essaie de ne pas franchir...

3.3.1. Le risque de l’alternative

Quand on observe les relations de Djibouti avec le monde extérieur, la première chose qui vient à l’esprit est l’absence apparente de cohérence, ou *a minima* de constance. La deuxième, sans doute la plus inquiétante, est le caractère parfois contre-nature des partenariats stratégiques qu’il noue avec des puissances aux intérêts globaux divergents. Pour éviter la tentation de la prédation, Djibouti joue donc sur la diversification des partenaires, qui sont en quelques sortes mis en concurrence pour le rôle de partenaire privilégié. Djibouti joue en permanence de ce registre pour essayer de maximiser ses gains, quitte à sacrifier l’instauration de partenariats stratégiques de confiance, partenariats qui seraient pourtant les seuls à pouvoir lui garantir son indépendance sur le long terme. Le discours des autorités djiboutiennes avant et pendant le voyage officiel d’Ismaël Omar Guelleh à Paris en février 2017 est assez révélateur de cet état d’esprit : « les français nous ont abandonné », « la France ne veut plus

¹³⁹ CABESTAN Jean-Pierre, op. cit. , p. 68

nous aider, alors nous nous tournons vers la Chine qui elle croit en nous et en nos capacités » pouvait-on lire dans tous les entretiens réalisés par les autorités djiboutiennes quelques mois avant cette visite. Pourtant, le but de celle-ci est bien de ramener la France dans le jeu du partenariat, en lui faisant miroiter à nouveau une place de partenaire privilégié. Plus révélatrice encore est l'attitude de Djibouti vis-à-vis des USA. Lors de sa visite en 2015, le secrétaire d'Etat John Kerry semblait avoir obtenu ce rôle de partenaire privilégié, notamment en éliminant la Chine, en échange d'une augmentation substantielle du loyer de stationnement des troupes américaines. Mais l'accord à peine entériné, le président djiboutien se tournait vers les chinois pour annoncer, fin 2015, un partenariat stratégique se traduisant par l'installation d'une base permanente chinoise dès 2017. De la même manière, Djibouti a une attitude très ambiguë vis-à-vis des puissances du Moyen-Orient. D'abord proche des Emirats Arabes Unis, une crise dans les relations aux raisons assez floues a entraîné l'éloignement des émiratis. Au détriment de Djibouti d'ailleurs, puisque *DP World* a obtenu la rénovation et la gestion du port concurrent de Berbera au Somaliland. Djibouti s'est alors tourné vers l'Arabie Saoudite, qui y a d'abord vu un excellent terrain pour l'exportation de son wahhabisme avant d'y voir une position privilégiée pour ses opérations militaires au Yémen. Partenariat avec l'Arabie Saoudite qui s'est traduit par une rupture obligée des relations diplomatiques avec l'Iran, et par la pénétration concurrente de la Turquie qui souhaite y exporter sa propre vision de l'islam. En faisant entrer la Chine de manière un peu trop forte dans le jeu subtil qu'il essaie de mener, Djibouti risque de perturber un équilibre très précaire entre partenaires qui ont avant tout besoin de confiance et de stabilité. Si les partenaires traditionnels de Djibouti finissent par se lasser et décident d'abandonner Djibouti dans un tête-à-tête avec la Chine, celle-ci n'aura plus aucun levier pour se préserver d'une relation qui ne sera alors plus qu'à sens unique.

Car au-delà d'un partenariat de sécurité où Djibouti fait profiter la Chine de sa position stratégique en échange de sa protection et de sa bienveillance, c'est aussi un partenariat économique que sont en train de nouer la Chine et Djibouti. La Chine injecte ainsi une dizaine de milliards de dollars dans la construction des grands projets d'infrastructure djiboutiens, alors que l'opportunité de certains est sujette à caution. Djibouti compte sur les entreprises chinoises pour investir dans l'immense zone franche en construction à Khor Ambado. Cette politique de grands travaux à un coût, qui paraît exorbitant au regard des capacités financières de la République de Djibouti et de ses richesses intrinsèques, hors sa position stratégique. La dette djiboutienne devrait atteindre 80% du PIB en 2017. En 2016, « 7% des recettes à

l'export étaient consacrées au remboursement de la dette. D'ici 4 ans, le service de la dette représentera 30% »¹⁴⁰. Le FMI, dans son rapport de 2015 sur la dette djiboutienne, s'inquiétait déjà de sa soutenabilité financière. Ce risque du surendettement, les autorités djiboutiennes semblent l'avoir pris en compte. Ainsi, comme l'affirme Ilya Moussa Dawaleh, ministre de l'économie djiboutien, « Une chose était certaine : il fallait d'autres ambitions, prendre des risques ». Seulement, la sévérité du risque paraît mal calculée : Djibouti semble penser qu'en cas de banqueroute, c'est la mise sous tutelle des organismes internationaux qui l'attend, un peu comme la Grèce au plus fort de la crise de la dette grecque. Pour Djibouti, se serait le scénario le plus favorable. Car un autre pourrait le menacer : celui d'un rachat à bas coût par la Chine, échangeant de la dette contre de la souveraineté. « La Chine s'est peut-être offert, pour quelques centaines de millions de dollars, une influence déterminante dans un point stratégique de la planète »¹⁴¹. Et outre sa sévérité, c'est sa probabilité d'occurrence qui est sous-estimée. Car la capacité de remboursement de l'Etat djiboutien de sa dette est directement dépendant de ses recettes portuaires, et donc des performances économiques de l'Ethiopie. Or, « si l'instabilité retardait, ou, pis gelait les plans de développement éthiopiens, la conséquence serait terrible pour Djibouti ».¹⁴² Dans la recherche de partenaires alternatifs, Djibouti semble donc se lancer dans une relation un peu trop exclusive avec la Chine. A la différence de l'Ethiopie, Djibouti paraît décidée à mettre presque tous ses œufs dans le même panier.

3.3.2. La multilatéralité ne préserve totalement pas de la prédation

Quand bien même Djibouti essaie de préserver un savant équilibre entre grandes puissances, elle reste quand même un petit bout de terre idéalement situé qui pourrait se retrouver entraîné dans les conflits entre grandes puissances pour le contrôle du détroit de Bab-El-Mandeb, un peu comme c'était le cas au moment de son indépendance avec une Union Soviétique qui contrôlait les deux rives de la mer Rouge et la côte sud du golfe d'Aden¹⁴³. Avec le retour des Etats-puissances sur la scène internationale et la tentation de la force, Djibouti pourrait être un des enjeux dans cette nouvelle lutte d'influence mondiale. A la différence près qu'en 1977, son partenariat était exclusivement tourné vers la France. Aujourd'hui, avec l'installation de puissances antinomiques sur son territoire, le risque est important que cette lutte soit importée

¹⁴⁰ REMY Jean-Philippe, « Djibouti, objet de toutes les convoitises », *Le Monde*, 20 novembre 2016.

¹⁴¹ Id.

¹⁴² Id.

¹⁴³ En 1977, l'URSS est alliée au Yémen du Sud et contrôle donc le port d'Aden, alliée à l'Ethiopie et contrôle le port d'Assab (aujourd'hui en Erythrée). La guerre de 1978 entre la Somalie et l'Ethiopie et le renversement d'alliance qui s'y produit lui fera perdre Assab mais lui permettra de récupérer Berbera en Somalie.

sur son propre sol. Les résultats d'un éventuel affrontement auraient alors pour conséquence, outre les dégâts sur les infrastructures et la population, de placer Djibouti au minimum en position de vassalité, voire même de colonie d'une de ces grandes puissances. En prenant un exemple imagé, on pourrait dire que Djibouti, c'est le village gaulois d'Astérix, sauf que les camps romains seraient installés à l'intérieur de l'enceinte du village. Difficile alors de résister encore et toujours à l'envahisseur...

Si cette lutte d'influence devait se concrétiser de manière un peu plus ferme à Djibouti, la Chine semble avoir une bonne longueur d'avance par son implication économique et financière. Et contrairement aux autres puissances, la Chine ne voit pas en Djibouti qu'un poste militaire permettant de contrôler la région. Elle y voit aussi sa porte d'accès au marché éthiopien et du reste de la Corne de l'Afrique, en même temps qu'un débouché essentiel pour son besoin en ressources naturelles. Cet intérêt économique qui va au-delà du trait de côte djiboutien est une composante essentielle de la relation à trois entre Djibouti, la Chine et l'Ethiopie : la Chine voit dans Djibouti une concession, à la même manière que les occidentaux voyaient dans Shanghai et Tsientsin des concessions internationales leur permettant de développer leur commerce avec la Chine continentale. Or ces concessions, si elles n'étaient pas à proprement parler des colonies, n'en étaient pas très éloignées. Elles bénéficiaient d'avantages commerciaux, fiscaux et légaux qui en faisaient de facto des territoires échappant à la souveraineté chinoise¹⁴⁴. Aujourd'hui, si la dette a remplacé la canonnière, le principe reste quasiment le même. On est là dans une relation qui dépasse le « néocolonialisme » que les sino-pessimistes voient à l'œuvre en Afrique, en particulier avec les pays riches en matières premières. La Chine n'est pas dans une situation de prédation de ressources, elle est dans une situation de prédation de souveraineté. Cette absorption douce de l'Etat djiboutien ne lui laisserait, en fin de compte, que le droit de gérer sa population. Les grandes affaires de la nation, économie, défense, diplomatie, seraient gérées directement par Pékin, qui pourrait alors se concentrer sur la diffusion de sa puissance douce dans le reste de l'énorme marché émergent de l'Afrique de l'Est. Djibouti ne serait plus le cordon ombilical de l'Ethiopie, mais la porte d'entrée du marché chinois dans l'Afrique de l'Est. Seulement, si

¹⁴⁴ Emprises territoriales concédées par la Chine de manière collective ou bilatérale après signature de traités. Parmi leurs clauses, les enclaves territoriales sont concédées aux puissances étrangères pour y établir des comptoirs sous leur propre législation. Elles peuvent exporter et importer librement en Chine. Un droit de séjour pour les missionnaires est instauré. Les puissances étrangères bénéficient des services consulaires compétents. En outre, les puissances étrangères ont le droit de commercer librement (dont l'opium), de naviguer sur les voies intérieures, de monopoliser le marché, d'employer des travailleurs étrangers, et surtout le privilège d'extraterritorialité. Ces traités, obtenus sous la contrainte suivant la politique « de la canonnière », sont appelés en Chine les « traités inégaux ».

sa relation avec la Chine conserve à moyen terme son actuel déséquilibre financier, Djibouti n'aurait même plus l'occasion d'en profiter.

Or c'est justement un phénomène que l'Éthiopie souhaiterait à tout prix éviter. Avec la Chine qui contrôle son quasi unique (pour quelques temps encore) point d'accès à la mer, la relation de l'Éthiopie avec la Chine prend une autre tournure et l'équilibre qu'a réussi à établir Addis Abeba, économie contre géopolitique, n'aurait plus lieux d'être. En position de force, la Chine pourrait dicter ses conditions à l'Éthiopie. Et sans aller jusqu'à la prédation de Djibouti par la Chine, l'Éthiopie pourrait être tentée par l'annexion de ce port et du petit bout de terre qui l'entoure. Elle bénéficierait alors de l'avantage commercial de la fin des taxes portuaires, de la liberté politique de disposer du port à sa guise, et retrouverait sa capacité d'influence sur la mer Rouge perdue lors l'indépendance de l'Érythrée et donc accroîtrait sa puissance et sa stature internationale. Cette hypothèse, peu probable actuellement mais encouragée par l'Éthiopie à travers sa volonté d'arriver à une intégration politique plus poussée, est bien évidemment dans tous les esprits djiboutiens, et elle est accentuée par la dépendance vis-à-vis de l'économie éthiopienne : on a coutume de dire « quand l'Éthiopie éternue, Djibouti s'enrhume ». Face aux troubles sociaux internes, le pouvoir éthiopien pourrait être tenté par l'aventure militaire et l'annexion de son petit voisin, surtout dans le cas où la baisse de son activité commerciale entraînerait un défaut de paiement djiboutien et une prise de contrôle totale de la Chine des infrastructures logistiques djiboutiennes. Cette dépendance vis-à-vis de l'économie éthiopienne, cette vulnérabilité est souvent décriée par l'opposition (en exil) djiboutienne : outre de rappeler que le président djiboutien est né à Dire Dawa en Éthiopie, il n'est pas rare de voir des dessins humoristiques représentant le président djiboutien tenu en laisse par le premier ministre éthiopien.

Djibouti est donc l'objet de toutes les convoitises : entre grandes puissances qui y voient une position stratégique et pourraient y importer leurs conflits et lutte d'influence, la Chine qui y voit en plus la possibilité d'établir une concession lui ouvrant le marché Est-africain, et l'Éthiopie qui pourrait être tentée par l'annexion de ce petit voisin. Djibouti tente la voie du multi-alignement pour se préserver des tentations prédatrices : c'est « l'indépendance dans la multi-dépendance »¹⁴⁵. Seulement les risques sont grands, entre déséquilibre financier qui

¹⁴⁵ SOUDAN François, « Do you know Djibouti », Jeune Afrique, 20 février 2017, <http://www.jeuneafrique.com/405032/politique/do-you-know-djibouti/>, consulté le 05 mars 2017.

peut tourner à l'avantage de la Chine, incertitudes sur la pérennité du miracle éthiopien et lassitude des grandes puissances qui pourraient quitter le jeu, un peu à la manière des EAU en 2013. Si Djibouti veut survivre, il faut absolument qu'elle persévère dans son jeu du multi-alignement, mais en recherchant avant tout des partenariats de longue durée et sans céder à la tentation de la croissance sans développement que lui propose actuellement la Chine.

CONCLUSION

L'étude la dynamique à l'œuvre dans les relations entre la Chine, l'Éthiopie et Djibouti est donc particulièrement complexe, et ne pourrait se résumer par la simple formule de Chinafrique. Certes, on retrouve une part de cette attitude chinoise qui est tant décriée en Afrique de l'Ouest ou australe. Pourtant, le partenariat proposé par la Chine semble aller au-delà de la forme de coopération développée jusqu'alors et qui consistait à échanger du financement contre des ressources. L'approche chinoise dans cette partie du monde plus connue pour ses guerres et ses famines a quelque chose de nouveau. Plus qu'une simple coopération, elle propose un véritable partenariat stratégique à ces deux pays. Il existe pourtant une dissymétrie flagrante entre eux, tant dans leur poids économique que dans leurs avantages géographiques ou dans leurs capacités d'influence régionale. Dans cette relation à trois que propose la Chine, qui est déjà vécue par Djibouti et l'Éthiopie, les rôles paraissent bien établis : « l'Éthiopie a l'intention de devenir l'un des ateliers du monde, avec Djibouti comme terminal logistique et la Chine comme partenaire pour construire des usines »¹⁴⁶. Chacun y trouve un intérêt, dans une forme intégrée du partenariat « gagnant – gagnant » que propose la Chine. Leurs intérêts sont donc convergents, à court terme surtout, alors qu'ils ont chacun des objectifs particuliers qui sont parfois incompatibles ou antagonistes. La Chine entend retrouver son lustre d'antan, et devenir la puissance alternative à la superpuissance américaine. Elle cherche alors à créer son propre système international alternatif, en échangeant son pouvoir économique contre de l'influence géopolitique : « appuyée sur ces deux piliers, Djibouti et Éthiopie, l'influence chinoise grandit pour se faire de plus en plus sentir dans la Corne de l'Afrique »¹⁴⁷. L'Éthiopie, quant à elle, veut devenir un pays à revenus intermédiaires en 2025, et s'inspire librement de la Chine et de son modèle de développement pour réaliser la révolution industrielle nécessaire à son essor socio-économique. Son partenariat avec la Chine est aussi basé sur un échange : finances et économie contre influence politique et relais de puissance. Enfin, Djibouti se voit en Singapour de la mer Rouge, *hub* logistique et financier incontournable pour pénétrer en Afrique de l'Est. Profitant du scandaleux avantage stratégique de sa position géographique, Djibouti est à la fois une base militaire internationale et un terminal logistique pour l'économie éthiopienne, avec aujourd'hui la Chine comme partenaire favoris.

Présentée de cette façon, la relation entre ces acteurs fait penser à un heureux ménage à trois, une sorte de mariage contre nature en les Belles et la Bête où les rôles entre les époux semblent bien partagés et acceptés. Pourtant les risques dans cette relation sont inégalement répartis. La Chine, hormis quelques milliards de dollars et un peu d'une image encore mitigée dans le continent, n'a quasiment rien à perdre. Ce qu'elle ne peut obtenir par ce mariage, elle l'obtiendra par un autre avec l'influence de sa puissance économique et financière, même en possible recul. L'Éthiopie peut laisser les troubles sociaux avoir raison d'un régime se

¹⁴⁶ REMY Jean-Philippe, op. cit.

¹⁴⁷ CASLIN Olivier, « Djibouti : des liens toujours plus étroits avec la Chine et l'Éthiopie », *Jeune Afrique*, 30 novembre 2016.

reposant sur ses accomplissements économiques et sociaux, avec le spectre de l'éclatement ethnique qui la menace aujourd'hui. Mais l'Abyssinie plurimillénaire devrait s'en relever, comme elle s'est relevée des crises de régimes qui ont égrenés son histoire. Elle sera peut-être un peu remodelée, mais ses facteurs de puissances seront presque intacts et son rôle régional, ne serait que partiellement remis en question. Surtout, la Chine qui se verrait bien acheter un peu d'influence politique devra se contenter de son rôle de partenaire. L'Ethiopie a résisté à la colonisation occidentale et entend bien ne pas subir une domination politique chinoise, forme élaborée des protectorats européens du siècle dernier. C'est finalement Djibouti qui a le plus à perdre. Tiraillée entre un multi-alignement nécessaire à sa survie mais qui mal dosé pourrait aussi la menacer, la tentation de l'aventure amoureuse avec la Chine et d'un mariage avec l'Ethiopie pour une « communauté de destin », elle est au centre de ce triangle amoureux. Mais elle risque tout simplement sa souveraineté, voire son existence en tant que pays. Alors que Djibouti s'apprête à fêter les quarante ans de son indépendance, ses deux partenaires qui aimeraient être un peu plus que de simples partenaires pourraient être tentée de réaliser une intégration politique plus poussée. Djibouti serait alors une nouvelle région de la république fédérale éthiopienne, qui ne serait que plus dépendante de la Chine pour éviter l'explosion ethnique. Ainsi présenté, la relation entre la Chine, l'Ethiopie et Djibouti est bien une sorte de colonisation croisée.

Ainsi, entre l'heureux ménage à trois que ces pays semblent vivre aujourd'hui et la colonisation croisée qui pourrait être le résultat de dérives politiques, économiques ou financières, la réalité complexe de la relation entre ces trois pays commence à apparaître. Une réalité faite d'attirance et de répulsions, d'intérêts mutuels et de jeux de dupes conscients de la duperie de l'autre, une réalité qui correspond finalement à la dynamique des relations extérieurs entre nations. Avec pour seule différence que celles-ci étaient jusqu'à présent soit bilatérales, soit multilatérales dans le cadre d'alliance fortes (Organisation du traité de l'Atlantique Nord, Organisation des Nations Unies fortes) ou d'alliances de circonstances en fonction d'intérêts immédiats. Ici, il s'agit d'une relation à trois reposant sur des intérêts mutuels qui, si elle est gérée sur le long terme par chacun des partenaires, pourrait déboucher sur la première alliance « régionale transcontinentale »

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrage collectif

- Ouvrage collectif

Articles scientifiques

- AUGÉ Benjamin, « Pétrole et gaz en Afrique de l'Est : quels enjeux et quel périmètre ? », *Note de l'IFRI*, IFRI, mars 2015, 25 p.
- ASSEFA E., BIENEN D., CIURIAK D., « Ethiopia's investment prospects: a sectoral overview », *Africa review of economics and finance*, vol. 4, n°2, juin 2013, p. 203 – 246.
- BERROND P., DAUBET A., GAUTHIER S., « La présence chinoise en Afrique est-elle appelée à durer ? », *Géoéconomie*, n°75, mai juin juillet 2015, 212p., p. 139 – 158
- BRUSTLEIN Corentin, « La marine chinoise à l'horizon 2030 et l'objectif du découplage stratégique », *Note de recherche de l'IFRI*, n°31, IFRI, 17 octobre 2016.
- CABESTAN Jean-Pierre, « La Chine et l'Ethiopie : entre affinité autoritaire et coopération économique », *Perspectives chinoises*, n°2012/4, 2012, p. 57 – 68.
- CHAKRABARTY Malancha, « Ethiopia – China economic relations: a classic win – win solution? », *World review of political economy*, vol. 7, n°2, été 2016, p. 226 – 248.
- D'ALESSANDRO Cristina, « Géographies accélérées du pétrole et du gaz en Afrique orientale », », *Géoconfluences*, mis en ligne le 09 janvier 2017, <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/afrique-dynamiques-regionales/articles-scientifiques/geographies-accelerees-petrole-gaz-afrique-orientale>, consulté le 02 mars 2017.
- DELCOURT Laurent, « La Chine en Afrique : enjeux et perspectives », *Alternatives Sud*, vol XVIII - 2011/2, mars 2011.
- FOCH Arthur, « Déterminants et perspectives de la privatisation des infrastructures à Djibouti : Leçons tirées trois études de cas », *Centre d'économie de la Sorbonne (document de travail)*, mai 2013, 43 p.
- FOURIE Elsje, « L'Ethiopie et le Kenya face au « modèle chinois de développement », *Afrique contemporaine*, n°253, janvier 2015, p. 87 – 103.
- GASCON Alain, « L'Ethiopie des 15 glorieuses, moteur de l'Afrique Orientale », *Afrique contemporaine*, n°253, janvier 2015, p. 37 – 51.
- GASCON Alain, « L'Ethiopie, une puissance africaine », *Politique étrangère*, n° 2015/4 (hiver), p. 105 – 117.
- GASCON Alain, « l'Afrique orientale : des civilisations de l'hinterland face à la maritimisation », *Géoconfluences*, mis en ligne le 09 janvier 2017, <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/afrique-dynamiques-regionales/articles-scientifiques/afrique-orientale-face-maritimisation/edit>, consulté le 21 janvier 2017.
- HUCHET Jean-François, « 'China Inc' : forces et limites de l'influence économique de la Chine », *Hérodote*, n° 151, 2013, p. 164 – 185.

- HUGON Philippe, « La Chine en Afrique, néocolonialisme ou opportunité pour le développement ? », *Revue internationale et stratégique*, n°72, avril 2008, p. 219 – 230.
- LAVERGNE Marc, « Entre océan Indien et bassin du lac Tchad, Sahara et Afrique de l'est, la Corne de l'Afrique, un angle mort géostratégique en pleine recomposition », *Atlas du monde diplomatique 2012*, 2012, p. 80 – 82.
- LE GOURIELLEC Sonia, « Djibouti, un amour de Chine », *The Conversation.fr*, 23 décembre 2015, 6p., <http://theconversation.com/djibouti-un-amour-de-chine-52579>, consulté le 26 septembre 2016.
- LE GOURIELLEC Sonia, « Djibouti dans le jeu international », *Esprit*, n°428, octobre 2016, p. 13 – 16.
- RAFFRAY Mériadec, « Djibouti, le carrefour stratégique », *Géopolitique africaine*, n°57, 2016.
- REVILLON Jérémy, « Une Afrique de l'Est ou des Afrique de l'Est ? L'intégration régionale à l'épreuve de la multiplicité », *Afrique contemporaine*, 2015/1, n°253, p. 69 – 86.
- ROY Dominic, « La modernisation navale chinoise : défense active, ambitions nouvelles et réalisme stratégique », *Cahier du CERIU*, Working paper n°8, février 2016, 46p., p 2 – 46.
- SHINN David H. (HE), « China's approach to the East, North and the Horn of Africa », *China's Global Influence: Objectives and strategies, Testimony before the US – China Economic and Security Review Commission*, 21 juillet 2015, <http://probeinternational.org/library/wp-content/uploads/2011/11/approach.pdf>, consulté le 29 septembre 2016.
- WELDEMARIAM Alemayehu, « Ethiopia foreign affairs and national security policy: The case of a paradigm shift? », University of Texas, 20 novembre 2009, disponible sur Social Science Research Network, <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.1511625>, consulté le 10 octobre 2016.
- YJ HSU J., HILDEBRANDT T., HASMATH R., « 'Going out' or Staying in? The expansion of Chinese NGOs in Africa », *Development Policy Review*, n°34, 2016, p. 423 – 439.

Articles de presse

- ABDELKHRIM SALEH Abdou, « L'Éthiopie et Djibouti signent un accord de coopération militaire et sécuritaire », *actualite-news.com*, 28 avril 2016, <http://www.actualite-news.com/fr/international/afrique/1594-l-ethiopie-et-djibouti-signent-un-accord-de-cooperation-militaire-et-securitaire>, consulté le 9 novembre 2016.
- BRAUDE J., JIANG T., « Why China and Saudi Arabia are building bases in Djibouti », *Ethiopian Foreign Policy*, 26 septembre 2016, <http://www.ethiopianforeignpolicy.com/why-china-and-saudi-arabia-are-building-bases-in-djibouti/>, consulté le 04 octobre 2016.
- CASLIN Olivier, « Djibouti : des liens toujours plus étroits avec la Chine et l'Ethiopie », *Jeune Afrique*, 30 novembre 2016,

- <http://www.jeuneafrique.com/mag/375556/politique/djibouti-liens-toujours-plus-etroits-chine-lethiopie/>, consulté le 5 décembre 2016.
- CASLIN Olivier, « Transport et logistique : Djibouti a le vent en poupe », *Jeune Afrique*, 30 novembre 2016, <http://www.jeuneafrique.com/mag/375526/economie/transports-logistique-djibouti-a-vent-poupe/>, consulté le 6 décembre 2016.
 - FEIGE Johannes, « Why China's Djibouti presence matters », *The Diplomat*, 13 avril 2016, <http://thediplomat.com/2016/04/why-chinas-djibouti-presence-matters/>, consulté le 28 septembre 2016.
 - GHORBAL Samy, « Transport aérien : les nouvelles ambitions de Djibouti », *Jeune Afrique*, 26 novembre 2015, <http://www.jeuneafrique.com/mag/278912/economie/transport-aerien-les-nouvelles-ambitions-de-djibouti/>, consulté le 29 septembre 2016.
 - GHORBAL Samy, « Infrastructures : comment Djibouti veut retrouver son lustre d'antan », *Jeune Afrique*, 02 décembre 2015, <http://www.jeuneafrique.com/mag/278963/economie/infrastructures-djibouti-veut-retrouver-lustre-dantan/>, consulté le 29 septembre 2016.
 - LE BELZIC Sébastien, « Djibouti, capitale de la Chinafrique », *Le Monde Afrique*, 25 janvier 2016.
 - LE BELZIC Sébastien, « En Afrique, la dette pourrait faire dérailler les trains chinois », *Le Monde Afrique*, 11 octobre 2016.
 - POLLE, Benjamin, « Djibouti : les contours de la nouvelle zone franche se précisent », *Jeune Afrique*, 29 janvier 2016, <http://www.jeuneafrique.com/297162/economie/djibouti-contours-de-nouvelle-zone-franche-chinoise-se-precisent/>, consulté le 29 septembre 2016.
 - WUILBERCQ Emeline, « Des contrôleurs chinois dans le nouveau train éthiopien », *Le Monde Afrique*, 5 octobre 2016, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/10/05/dans-le-nouveau-train-ethiopien-les-controleurs-en-kepi-seront-chinois_5008474_3212.html, consulté le 5 octobre 2016.
 - ANONYME, « Ethio-China », *Addis fortune* 16 novembre 2015, <http://addisfortune.net/articles/ethio-china/>, consulté le 29 septembre 2016.
 - ANONYME, « Ethiopia, Djibouti, China announce mega gas project », *Addis fortune*, 7 mars 2016, <http://addisfortune.net/articles/ethiopia-djibouti-china-announce-mega-gas-project/>, consulté le 29 septembre 2016.
 - ANONYME « Ethiopia set to begin export of potash », Ethiopian news agency, 28 mars 2016, <http://www.ena.gov.et/en/index.php/economy/item/1056-ethiopia-set-to-begin-export-of-potash>, consulté le 29 septembre 2016.
 - ANONYME, « Le développement de Djibouti est lié à celui de l'Éthiopie, avec la Chine comme intermédiaire », *VOA Afrique*, 05 avril 2016, <http://www.voafrique.com/a/developpement-djibouti-lie-a-ethiopie-avec-chine-intermediaire/3270067.html>, consulté le 03 octobre 2016.
 - ANONYME, « Reportage : à la découverte du tramway d'Addis-Abeba, le premier du genre en Afrique subsaharienne », *Jeune Afrique*, 17 mai 2016,

<http://www.jeuneafrique.com/326111/economie/reportage-le-tramway-daddis-abeba-le-premier-dafrique-subsaaharienne/>, consulté le 29 septembre 2016.

- ANONYME, « China Renews Commitment to Support Ethiopia in Human Resource Development », Ethiopian news agency, 4 août 2016, <http://www.ena.gov.et/en/index.php/social/item/1756-china-renews-commitment-to-support-ethiopia-in-human-resource-development>, consulté le 29 septembre 2016.
- ANONYME, « Ethiopia Eyes Chinese Investment in Tourism », Ethiopian news agency, 18 août 2016, <http://www.ena.gov.et/en/index.php/economy/item/1818-ethiopia-eyes-chinese-investment-in-tourism>, consulté le 29 septembre 2016.
- ANONYME, « Addis-Ababa Djibouti railway to start trial service in October », Ethiopian news agency, 24 septembre 2016, <http://www.ena.gov.et/en/index.php/economy/item/1999-addis-ababa-djibouti-railway-to-start-trial-service-in-october>, consulté le 29 septembre 2016.
- ANONYME, « Une nouvelle ligne ferroviaire chinoise veut désenclaver l’Ethiopie », *Les Echos*, 6 octobre 2016, <http://www.lesechos.fr/monde/afrique-moyen-orient/0211362014584-une-nouvelle-ligne-ferroviaire-chinoise-veut-desenclaver-lethiopia-2032943.php>, consulté le 6 octobre 2016.
- ANONYME, « Mahmoud Ali Youssouf : Djibouti n’a pas tendu la main au diable », *Jeune Afrique*, 28 octobre 2016, <http://www.jeuneafrique.com/370038/politique/mahmoud-ali-youssouf/>, consulté le 29 octobre 2016.
- ANONYME, « Djibouti / Chine : un partenariat plus stratégique », *La Nation*, 20 novembre 2016, <http://www.lanationdj.com/djibouti-chine-partenariat-plus-strategique/>, consulté le 28 novembre 2016.

Congrès

- ADHANOM, Petros (HE, MD), « Ethiopia’s foreign policy : regional integration and international priorities », *Chatam house - the Royal Institute of international affairs*, Africa Programme meeting transcript, 23 octobre 2015, <https://www.chathamhouse.org/event/ethiopias-foreign-policy-regional-integration-and-international-priorities>, consulté le 30 septembre 2016.

Travaux universitaires

- GEBRETENSAYE Isabelle, « Chinese direct investment in Ethiopia – The potential for development or a development trap? », Department of Economics at the University of Lund, Bachelor theses, octobre 2015, 51 p.
- DANTIN Frédéric, « l’Ethiopie : Nouvelle puissance ou hégémon régional ? », Ecole de guerre, mémoire de scolarité 2015/2016, 33 p.

Documents institutionnels

- Ethiopian ministry of information, « Federal Democratic Republic of Ethiopia, Foreign affairs and national security policy and strategy », novembre 2002.

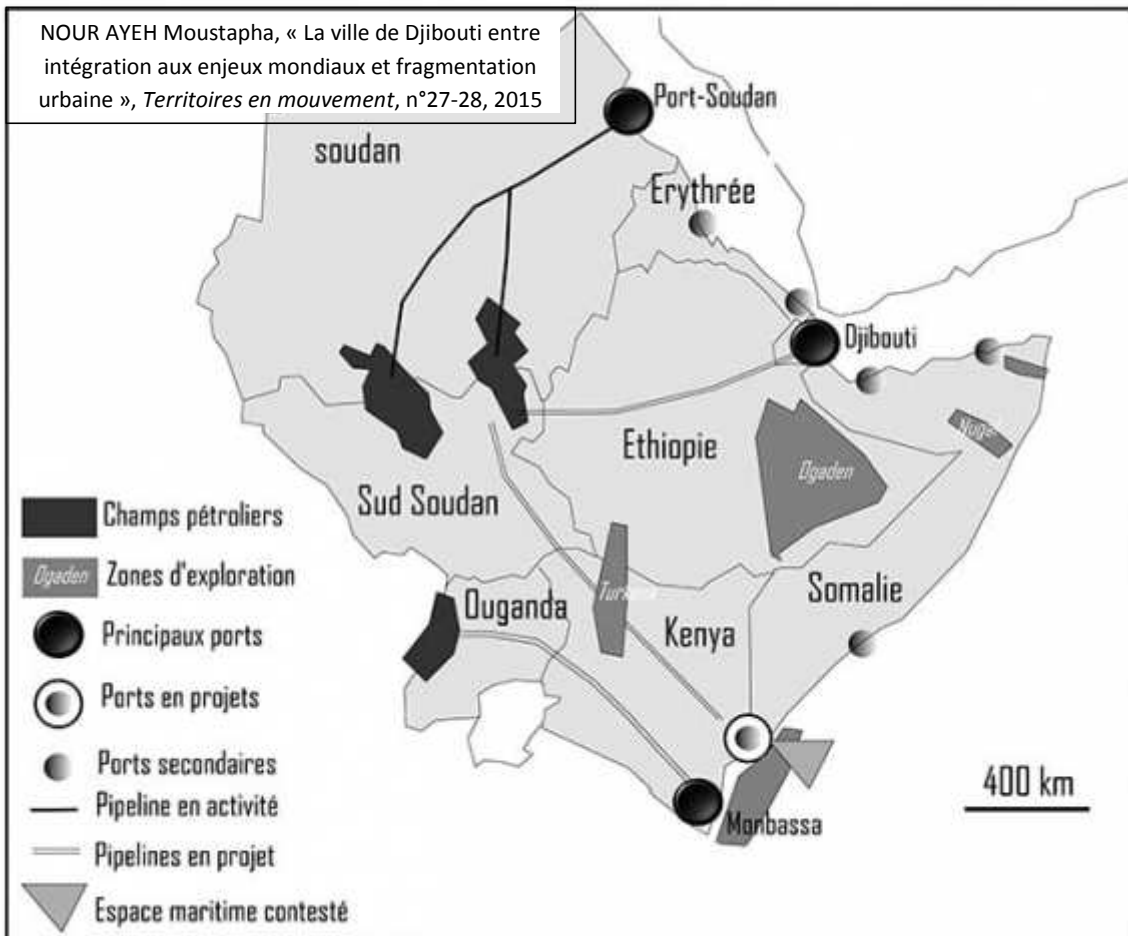
- « Chines FDI in Ethiopia. A World Bank survey », *Banque Mondiale*, novembre 2012, 43 p.
- Government communication Affairs office, « Ethiopia's foreign policy and its achievements », avril 2012, mis en ligne le 17 mars 2014, <http://www.ethdiaspora.org.et/index.php/pubs>, consulté le 07 octobre 2016.
- Ministère djiboutien de l'économie et des finances, « Vision Djibouti 2035 », promulgué le 6 décembre 2014, <http://www.ccd.dj/w2017/wp-content/uploads/2016/01/Vision-Nationale.pdf>, consulté le 6 décembre 2016.
- Office d'information du Conseil des Affaires d'Etat de la République populaire de Chine, « Livre blanc: stratégie militaire de la Chine », mai 2015, sur le site « Beijing information », http://french.beijingreview.com.cn/alaune/txt/2015/05/27/content_689776.htm, consulté le 23 septembre 2016.
- « The Federal Democratic Republic of Ethiopia : 2016 Article IV Consultation-Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for The Federal Democratic Republic of Ethiopia », Fond monétaire International, 4 octobre 2016, <http://www.imf.org/external/pubs/cat/longres.aspx?sk=44321.0>, consulté le 13 octobre 2016.
- National planning commission, « Growth and Transformation Plan II – 2015/16 – 2019/20 », mai 2016, http://dagethiopia.org/new//docstation/com_content.article/100/gtpii_english_translation_final_june_21_2016.pdf, consulté le 6 décembre 2016.
- Banque centrale de Djibouti, « Rapport annuel 2015 », 90 p.

Sites internet

- Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), <https://www.sipri.org/databases/armstransfers>, consulté pour Djibouti et l'Ethiopie le 6 octobre 2016
- Ethiopian ministry of foreign affairs, « Ethiopia – China relation » <http://www.mfa.gov.et/web/guest/-/ethiopia-china-prc-relation>, consulté le 04 octobre 2016.

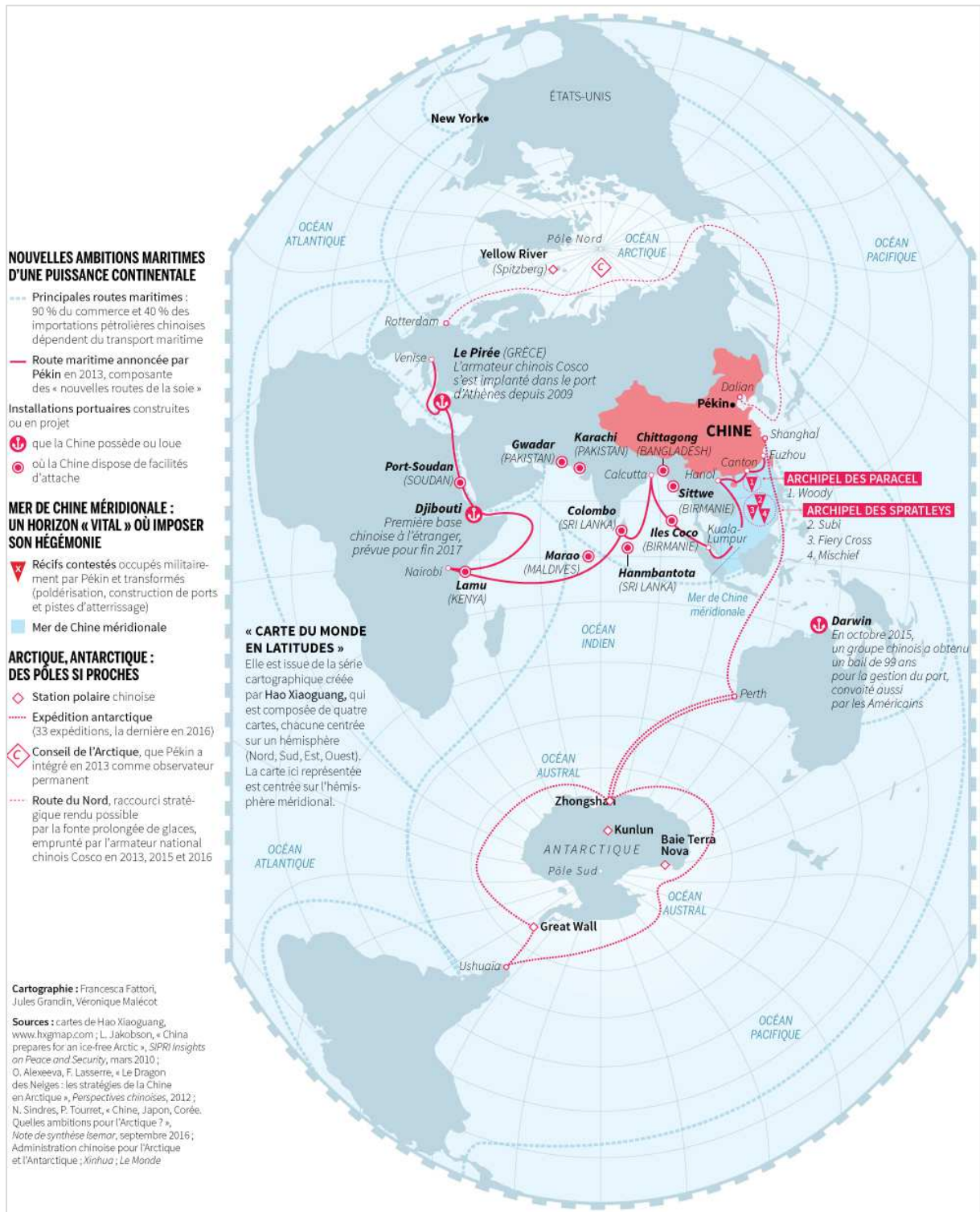
ANNEXES

ANNEXE 1



Enjeux du gaz et pétrole en Afrique de l'Est

ANNEXE 2

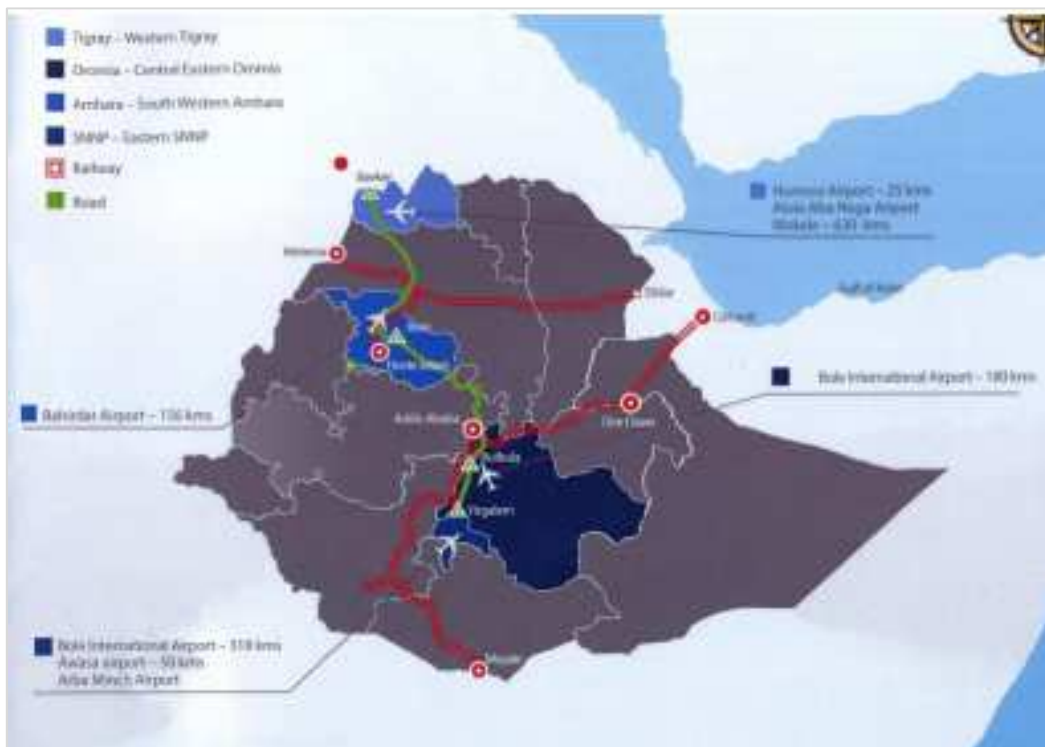


Le Monde vu par la Chine, avec la Route Maritime de la Soie

ANNEXE 3



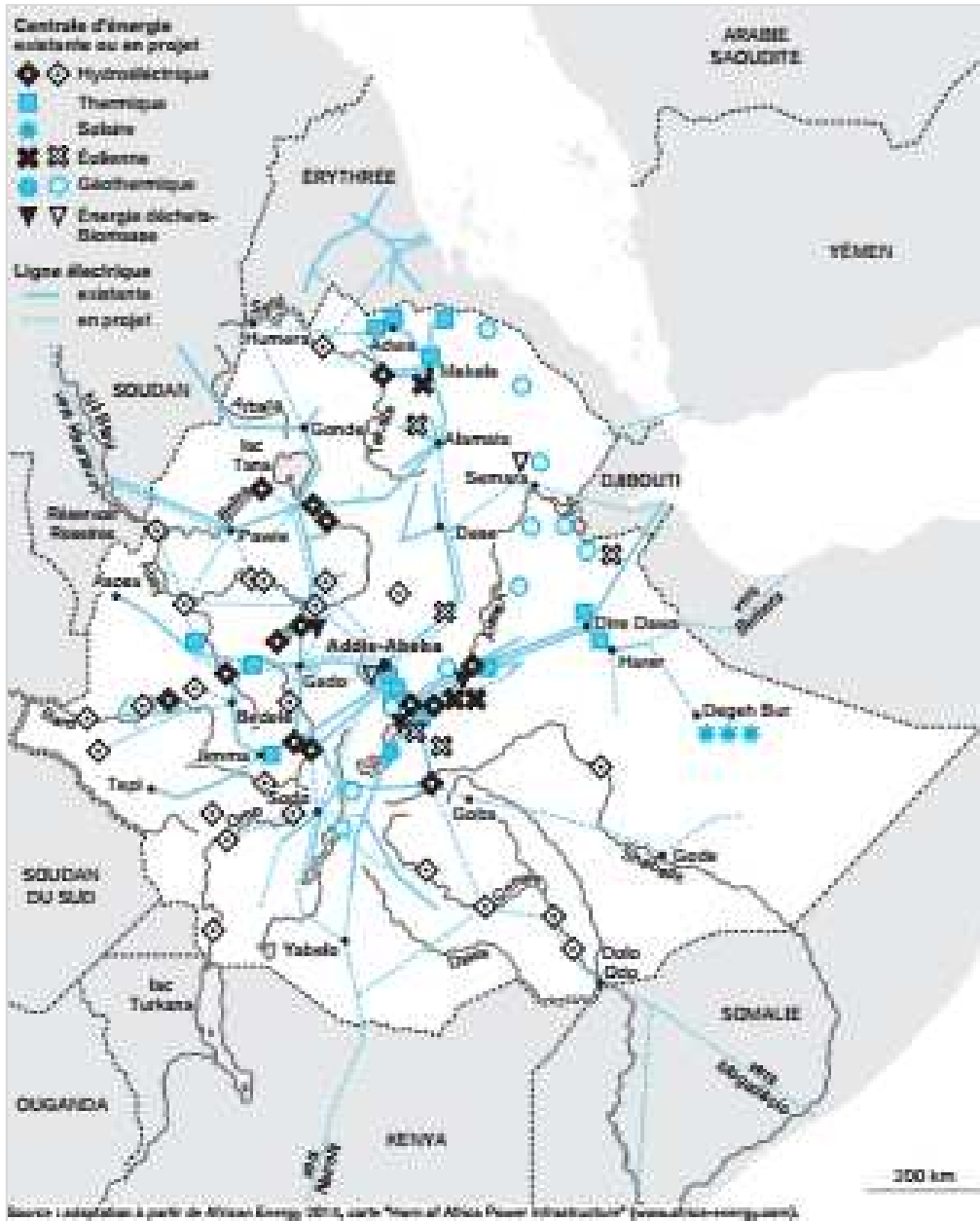
Emplacement des parcs industriels en Ethiopie (actuels et à venir)



Les futurs parcs agro-industriels éthiopiens et leur connectivité¹⁴⁸

¹⁴⁸148 Ambassade de France auprès de l'Ethiopie et de l'Union Africaine, note du conseiller économique du 9 septembre 2016, <http://www.tresor.economie.gouv.fr/File/428417>, consulté le 14 février 2017.

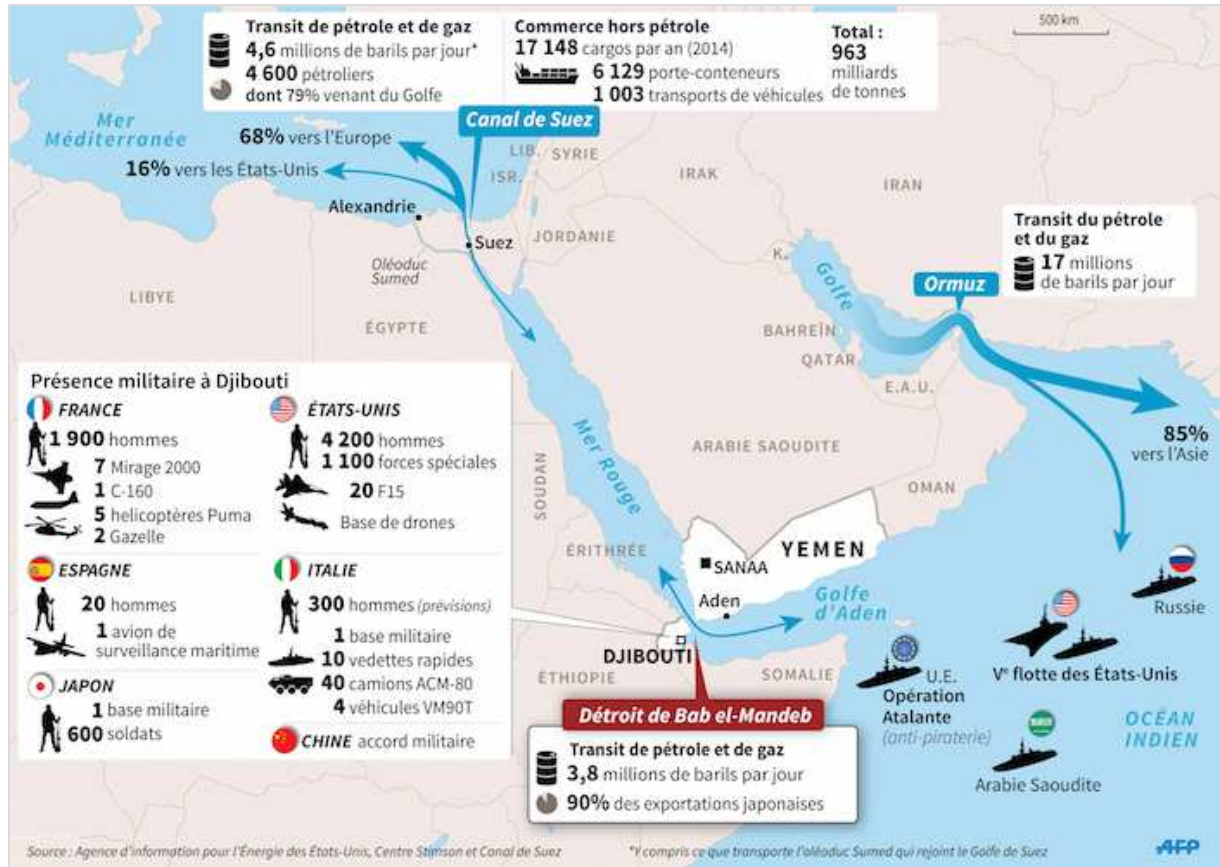
ANNEXE 4



La production hydroélectrique de l'Éthiopie, au cœur de l'Afrique de l'Est¹⁴⁹

¹⁴⁹ GASCON Alain, « L'Éthiopie des 15 glorieuses, moteur de l'Afrique Orientale », *Afrique contemporaine*, n°253, janvier 2015, p 39

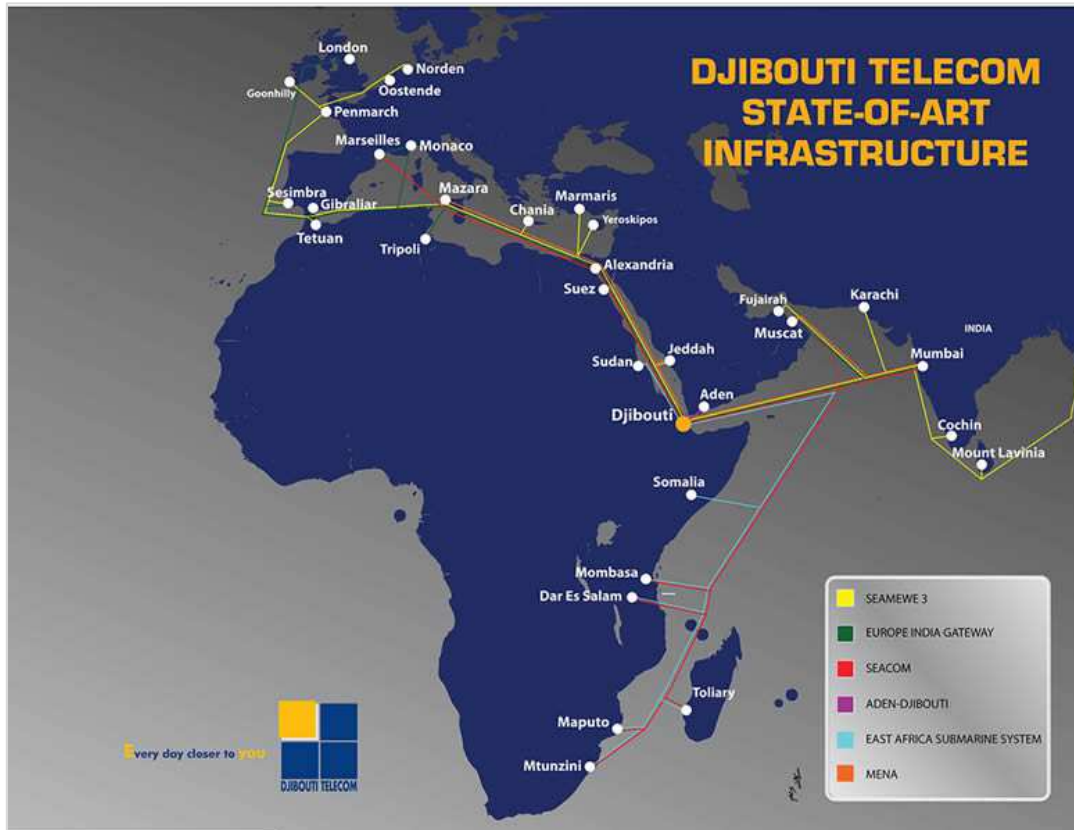
ANNEXE 5



Les enjeux du détroit de Bab-El-Mandeb¹⁵⁰

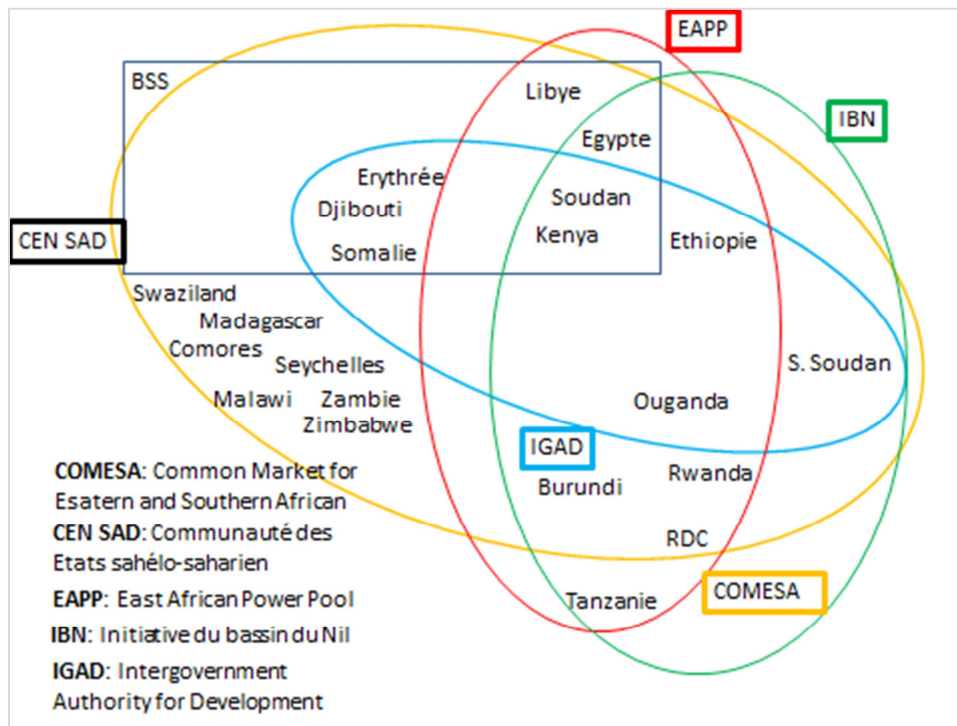
¹⁵⁰ Le Monde,

ANNEXE 6



La connexion de Djibouti aux câbles de télécommunication sous-marins

ANNEXE 7



Djibouti et l’Ethiopie, membres d’organisations régionales en Afrique de l’Est

